

14-18 : RENNES, VILLE DE L'ARRIÈRE

- 6 Rennes, une ville de l'arrière dans la Grande Guerre
- 14 Le président, les gymnastes et les soldats

MOBILISATION & ÉCHOS DU FRONT

- 19 Écrire en guerre, écrire la guerre ?
- 24 *L'Ouest-Éclair* et le Chemin des Dames
- 28 Enfants soldats : au front à 15 ans
- 32 La carte postale, outil de propagande

UNE VILLE EN TEMPS DE GUERRE

- 39 L'indispensable nœud ferroviaire rennais
- 46 Arsenal : des obus de 75 aux portes de la ville
- 52 La Grande Guerre des Rennaises
- 56 Les blessés dans la cité
- 65 À Saint-Malo, le front prend le large

FIGURES ET MÉMOIRE

- 71 Fénélon Passaga, un grand officier rennais
- 76 La saga des dix soldats Ruellan
- 80 La mémoire de la Guerre dans les rues rennaises
- 83 Les anciens combattants font entendre leur voix
- 86 Le Panthéon rennais, symbole au cœur de la Mairie

LE DOSSIER

Rennes, une ville de l'arrière dans la Grande Guerre

RÉSUMÉ > À l'heure des commémorations du centième anniversaire du déclenchement de la Première guerre mondiale, Place Publique revisite les archives et fait revivre le Rennes de 14-18. En guise d'introduction générale à ce dossier exceptionnel, l'historien Yann LagaDEC brosse le portrait de cette ville de l'arrière, entrée de plain-pied dans la guerre en raison de sa situation géographique et de l'importance de la présence militaire sur son territoire. L'occasion, aussi, de souligner le rôle décisif joué par la municipalité de Jean Janvier pour tenter d'atténuer les conséquences difficiles de la guerre pour les habitants.



TEXTE > **YANN LAGADEC**

« Cette fois ça y est, la mobilisation est arrivée » : tels sont les mots que griffonne, on l'imagine non sans une certaine émotion, Joseph Carré, jeune conscrit effectuant son service militaire au 41^e régiment d'infanterie de Rennes, à destination de ses parents le 1^{er} août 1914. Ses lettres sont d'autant plus précieuses que les témoignages sur ce qui se passe dans la ville en cet été 1914 sont rares.

L'annonce de la mobilisation n'a sans doute pas été pour lui une surprise totale : depuis le 25 juillet, les unes de *L'Ouest-Éclair* ou du *Nouvelliste*, les deux principaux quotidiens rennais, avaient délaissé les gros titres sur l'affaire Caillaux, la crise sardinière ou les menaces de grève au sujet de la « semaine anglaise » pour se concentrer sur la crise balkanique. À Rennes même, ainsi que l'avait écrit Joseph Carré dans une lettre du 31 juillet, les postes de garde déjà en place auprès des « établissements qui ont une importance capitale » – « poudrière, usines à gaz et électrique » – avaient été renforcés.



YANN LAGADEC est historien, maître de conférences en histoire moderne à l'Université Rennes 2. Il est également vice-président de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine. Auteur de plusieurs ouvrages sur la Première guerre mondiale, il a notamment codirigé la rédaction d'« Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre », avec Éric Joret (voir page 13).



Le 41^e régiment d'infanterie, basé à Rennes.

Le 1^{er} août, c'est donc « avec un calme patriotisme » que l'ordre de mobilisation est accueilli à Rennes à en croire *L'Ouest-Éclair*. Du balcon de son bureau de l'hôtel de ville, Jean Janvier, le maire, l'annonce à la population, en appelant avant l'heure à une sorte d'« union sacrée ». Ici comme ailleurs, « la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre » : « du beffroi de l'Hôtel de Ville et des tours de chacune des églises, le tocsin lugubre l'a, une heure durant, annoncée à toute la cité, cependant que dans toutes les rues passait le tambour de ville battant la générale ».

En cela, le chef-lieu ne se distingue guère des autres communes du département, modestes villages comme gros bourgs et petites villes. Pour l'essentiel en effet, Rennes vécut le conflit que l'on prend coutume, très rapidement, de qualifier de « Grande Guerre », comme la plupart des villes de même importance, de Bretagne et d'ailleurs. Pointent pourtant, parfois, certaines origi-

nalités, liées à la situation de la ville ou à la personnalité de son maire, Jean Janvier.

Départ des troupes, arrivée des blessés

Rennes est, en 1914, une ville de garnison, l'une des plus importantes si ce n'est la plus importante du Grand Ouest : les états-majors d'un corps d'armée, d'une division, d'une brigade d'infanterie, trois régiments d'infanterie, deux d'artillerie, un de cavalerie y sont mobilisés, occupant les différentes casernes – Saint-Georges, Mac-Mahon, le Colombier entre autres, toutes aujourd'hui disparues – mais pas seulement. À Cesson, c'est par exemple le manoir de la Hublais qui est réquisitionné pour la mise sur pied d'une section de munitions du 7^e régiment d'artillerie de campagne ; à Saint-Jacques ou Chantepie, d'autres terrains privés sont utilisés pour accueillir des batteries des 7^e et 50^e RAC. À compter du 4 août, et pendant une dizaine de jours, c'est vers la gare





Article paru dans le *Nouvelliste* du 4 septembre 1914.

que convergent escadrons, compagnies et batteries : plus d'une centaine de trains convoient vers la frontière les unités du 10^e corps d'armée, dans une ambiance dominée par la confiance en une guerre courte et victorieuse. Selon Léon Berthaut, un proche du maire, « les batteries d'artillerie s'en vont tellement enrubannées et fleuries que l'on entend ce cri : C'est la Fête des fleurs ! ». « Mais quelle sanglante fête », estime-t-il, avant de conclure : « peut-être n'est-il pas mauvais que ces jeunes gens, en route pour les champs de bataille, partent dans une atmosphère de confiance aux destinées de la Patrie ».

Mi-août, en l'espace de quelques jours, les flux ferroviaires s'inversent : ce sont désormais les premiers blessés qui arrivent, de Lorraine et des Vosges sans doute tout d'abord, français mais aussi allemands. La ville se couvre alors d'hôpitaux : aux structures militaires préexistantes, viennent se greffer des hôpitaux dits temporaires ou complémentaires. Les bâtiments scolaires sont les premiers réquisitionnés : HC 1 au lycée des garçons, HC 4 à Saint-

Vincent et dans les locaux du Cercle Paul-Bert rue de Paris, HC 5 à la faculté des lettres place Hoche, auxquels on peut ajouter, entre autres, l'École des beaux-arts, le lycée de jeunes filles, l'École nationale d'agriculture, le groupe scolaire de la rue de la Liberté¹. Quelques hôtels particuliers sont eux aussi utilisés, à l'instar de celui de la famille Oberthür, faubourg de Paris, il est vrai dans ce cas sans doute pour échapper à une transformation de la propriété en cantonnement militaire, dont les conséquences éventuelles auraient été moins faciles à maîtriser.

La peur des espions

On le voit : si la guerre est au centre des préoccupations, chacun entend défendre ses intérêts propres, même en ces circonstances. L'Union sacrée mise en avant, tant à l'échelle nationale que localement dans les premiers jours du conflit, se bâtit dans un premier temps face à un « autre » mal défini.

Ce sont tout d'abord les espions que l'on voit partout, à tort bien entendu. Léon Berthaut raconte comment, sortant de chez lui le 11 août, il se trouve derrière « trois individus discutant avec une fiévreuse animation », alors que « sans cesse revient sur leurs lèvres le nom de Bismarck ». Ils ne parlent cependant ni anglais, ni allemand, ni espagnol, ni italien, suscitant la curiosité du notable rennais qui décide de les suivre tandis que d'autres passants « les signalent au poste de l'arsenal ». Place de Bretagne, « une escouade, baïonnette au canon », fait fuir par sa présence les trois hommes. Des étrangers, mais dont les papiers sont en règle, affirme finalement un commissaire de police. Dès le 6 août, un photographe de la rue Tronjolly avait dû faire paraître un « démenti » dans *L'Ouest-Éclair* par lequel il informait « sa nombreuse clientèle que contrairement aux bruits qui courent, il est de nationalité russe » – et non allemande – et « qu'il s'est mis à la disposition de l'armée française ». Quelques jours plus tard, dans le même quotidien, la laiterie de L'Hermitage se faisait un devoir de rappeler « qu'elle n'a rien de commun avec les laiteries Maggi installées dans la région », soupçonnées d'être des nids à espions allemands... ou « boches », puisque, selon Berthaut, le terme circule dès cette période.

Les premiers prisonniers allemands qui arrivent à Rennes dès la mi-août attisent ces sentiments. « C'est toujours la gare qui hypnotise le public », notent *Les Nouvelles Rennaises* le 23 septembre 1914 ; « des prisonniers

¹ À partir de 1917, certains de ces établissements seront réservés aux seuls blessés américains. Rennes, Cesson, Châteaubourg accueillent alors des détachements de *sammies* plus ou moins importants.



MUSEE DE BRETAGNE

Groupe de soldats blessés
en convalescence à Rennes.

allemands, c'est ce que tout le monde veut voir. Le public est entassé à la porte de la grande vitesse ». Si l'on n'a pas de traces de violences à leur rencontre – au contraire de ce qui se passe à Vitré par exemple –, c'est bien cet ennemi détesté mais vaincu que l'on entend apercevoir.

Un ennemi d'autant plus honni que les premiers réfugiés belges qui débarquent du train le 26 août donnent des récits terrifiants de ce à quoi ils ont pu assister : « nous prenons des notes », écrit Léon Berthaut qui va à leur rencontre, sous les halles des Lices où ils sont regroupés, mais « elles seraient à écrire avec du sang ». « À l'une de ces centaines de femmes, on a tué son enfant, dans ses bras, d'un coup de sabre... À cet enfant de quatre ans, les uhlands ont tué sa mère ». « Les Boches font marcher les habitants au-devant de leurs troupes », lui confie un vieil horloger ; « une invasion pire que celles des Huns d'Attila ». La barbarie de l'ennemi devient dès lors un ressort essentiel dans la mobilisation des Rennais – comme des autres habitants du département – afin d'aider ces réfugiés.

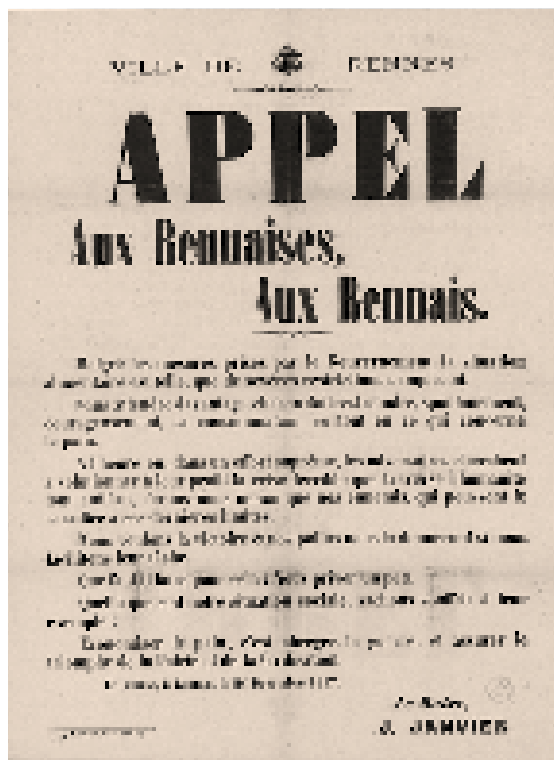
Cet enthousiasme ne dure qu'un temps cependant, et dès la fin de l'automne 1914, certains se plaignent de ces Belges, leur reprochant leur défaut d'intégration, leur inactivité, le fait qu'ils ne se battent plus dans le cas des hommes en âge de le faire.

De la même manière, l'Union sacrée laisse rapidement place aux fractures d'avant-guerre, autour de l'école, de la religion, des opinions politiques. La situation économique, de plus en plus difficile, y pousse pour une part.

« Le prix de la viande est-il trop élevé ? »

Tel est le titre d'un article de *L'Ouest-Éclair* du 3 septembre 1914 : il dit bien ce que sera l'une des préoccupations majeures des Rennais – comme de bon nombre des urbains en France – tout au long de la guerre, alors que, dans les campagnes d'Ille-et-Vilaine, les premières semaines du conflit ont été, au contraire, marquées par une baisse des prix... lorsque les produits trouvaient preneur, venant accréditer l'idée que les difficultés urbaines





Appel aux restrictions, signé du maire Jean Janvier, le 24 décembre 1917.

ne sont dues qu'à la malveillance de quelques-uns. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : le prix de la viande est multiplié par deux par exemple à Vitré en l'espace de quelques mois, croît dans de plus fortes proportions encore à compter de fin 1916. Des hausses de 4 à 500 % ne sont pas rares, sur le beurre ou les œufs comme sur nombre de produits alimentaires. Rennes n'échappe pas à ces tensions économiques, plus encore à compter de 1917, ainsi que le rapporte dans ses lettres Armandine Le Douarec, l'épouse d'un avocat – et futur député – rennais mobilisé au 241^e RI, l'un des régiments de la ville. « Le charbon est introuvable. Je vais faire la tournée de tous les marchands pour ne pas en manquer », écrit-elle le 16 février 1917. Le 1^{er} mars, elle dit être allée « chercher mon carnet de sucre, il y avait la cohue. On mange du pain rassis, on nous donnera bientôt des cartes de pain ». Un mois plus tard, elle confie ne guère pouvoir faire parvenir à son beau-frère le beurre qu'il demande : « ce n'est pas facile aujourd'hui, à cause de la nouvelle taxe, le beurre devient rare. Il faut en faire venir des villages

par des commissionnaires ». « À partir de la semaine prochaine, les boucheries seront fermées tous les jeudis », annonce-t-elle dans une lettre du 20 avril ; le mois suivant, il est prévu de les fermer « pendant huit jours suite aux restrictions, l'abattoir a déjà été fermé hier ». Entre-temps, le 11 mai, elle avait dit combien « les enfants font la grimace, les pâtisseries sont souvent fermées à Rennes suite aux restrictions. Il est défendu de délivrer plus d'un quart de farine à la fois ».

Pourtant, le 4 février 1918, *Le Matin*, l'un des grands journaux parisiens du temps, décrit Rennes comme « une ville heureuse, qui traverse la grande tourmente sans trop de souffrances matérielles » : les prix y sont bien inférieurs à ce que l'on trouve ailleurs. L'explication de cette situation est simple pour le journaliste : « elle doit tout à un homme, son maire, M. Jean Janvier ».

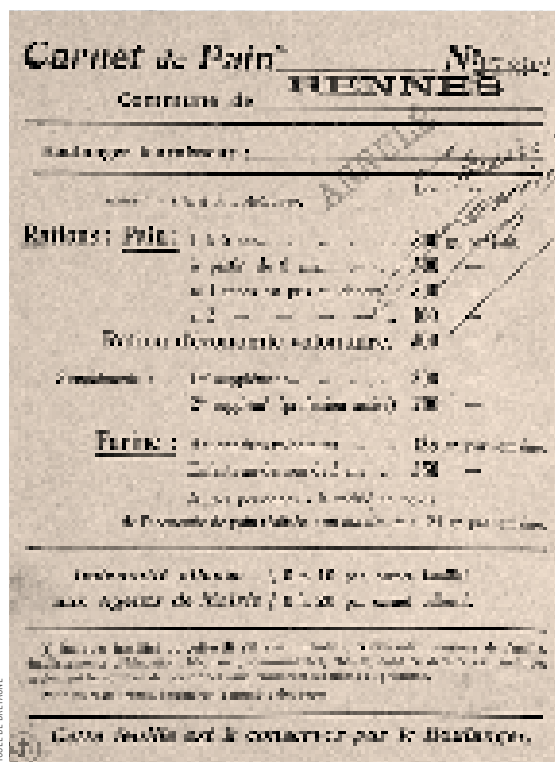
« Patates municipales »

L'une des particularités de Rennes tient en effet au souci que manifeste très tôt la municipalité d'éviter que la spéculation ne vienne compliquer des situations économiques déjà fragilisées par la guerre. On ne trouve guère de grand principe derrière cette politique toute de pragmatisme mise en œuvre par Jean Janvier : cette économie municipale de guerre est avant tout tournée vers la seule satisfaction des Rennais.

Dès août 1914, un Comité central des secours de guerre a été mis en place afin de coordonner l'action des différentes institutions locales au profit des réfugiés qui débarquent par milliers en gare de Rennes, mais aussi des soldats blessés, des orphelins de guerre ou des travailleurs qui affluent en ville où l'arsenal embauche. L'action caritative ne pouvant suffire, la ville se fait aussi régulatrice des prix des denrées, en fixant les cours de certains produits, notamment de la viande ou du pain, afin de limiter les effets de l'inflation. Faute cependant aux bouchers et charcutiers rennais de respecter les termes implicites de cette « taxation », Janvier va plus loin, en proposant fin 1915 la création d'une boucherie municipale : la ville impose ainsi, par le libre jeu de la concurrence, des prix plus bas qu'ailleurs en France au secteur privé.

Si une laiterie municipale est aussi créée, le symbole de cette politique reste la transformation d'une partie des pelouses du Thabor en potager en mars 1916. Ce que l'on appelle rapidement l'« œuvre des patates municipales » permet, grâce à la main-d'œuvre fournie par les employés

ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - 11-191163



Ci-contre, à gauche, un carnet de pain.

Ci-contre, à droite, une feuille de 32 tickets de rationnement, chacun valable pour 100 g. de pain.

municipaux qui n'ont pas été mobilisés, dédommagés par quelques dizaines de kilogrammes du précieux tubercule, de récolter 40 tonnes de pommes de terre destinées à approvisionner les cantines, les soupes populaires et les différentes œuvres au profit des blessés ou des réfugiés.

Cette action volontariste de la municipalité Janvier est à replacer dans le cadre plus large du Congrès des villes de l'Ouest, structure informelle visant à coordonner l'action des principales villes – une vingtaine, chefs-lieux de département, sous-préfectures et villes de plus de 10 000 habitants. Après Nantes, Tours et Le Mans, c'est à Rennes que les maires se réunissent en septembre 1916, s'accordant par exemple sur les mesures à prendre concernant le contrôle des prix du charbon.

Rennes, ville en croissance ?

De 1911 à 1921, Rennes gagne de l'ordre de 3 000 habitants (+ 3,7 %), là où la population des autres villes du département stagne dans le meilleur des cas – Saint-Malo, Redon –, recule en général – de 23 % à Vitry,

de 4,5 % à Fougères. L'on ne bénéficie certes pas de statistiques pour la période de guerre. Il n'en reste pas moins que le conflit, dont l'impact sur la plupart des activités d'avant la mobilisation n'est pas mince, favorise le développement de pans entiers de l'économie dont bénéficient la ville et ses environs.

Le départ des soldats des différents régiments rennais pour la frontière en août 1914 ne signifie en aucun cas la démilitarisation de la ville. Au contraire. Tout d'abord parce que les dépôts de ces régiments y sont maintenus, accueillant très régulièrement les conscrits des nouvelles classes – à commencer par les classes 1914 et 1915, appelées par anticipation en septembre et octobre 1914 – qu'il faut former des semaines durant. Le retour dans leur caserne des blessés rétablis après un séjour dans un hôpital de l'arrière et une permission de convalescence, l'appel sous les drapeaux des réformés temporaires, des « récupérés » de la loi Dalbiez ou l'arrivée d'engagés volontaires contribuent à assurer une activité permanente à ces dépôts dont les cadres, perçus comme





Dessin à l'encre de réfugiés par Jean-Julien Lemordant, réalisé après-guerre, d'après ses souvenirs.

COLLECTION PARTICULIÈRE

« embusqués » ne sont pas toujours bien vus en ville. « Il y avait hier au jardin du Thabor, une dame fort bien mise, qui pendant tout le temps que j'étais à côté d'elle n'a cessé de se mirer dans une glace qu'elle avait dans son sac », écrit Armandine Le Douarec le 2 décembre 1916. « C'était sans doute la femme d'un embusqué, sans doute une Parisienne, dont le mari est mobilisé ici », conclut-elle, non sans un certain dédain. Mais s'il n'y a pas de démilitarisation de la ville, c'est aussi parce qu'arrivent, dans les environs, les dépôts de plusieurs régiments, évacués de l'Est ou du Nord de la France : Saint-Jacques et Saint-Grégoire accueillent ainsi les 61^e et 40^e RAC, avec ce que cela peut supposer de relations parfois compliquées avec la population locale. Le curé de Saint-Grégoire se plaint par exemple de « la grossièreté, l'indélicatesse et le sans-gêne de ces étrangers »...

La guerre, c'est aussi et surtout le développement de certaines activités en lien direct avec le conflit en cours. La fonderie Thuau, l'entreprise de confection militaire Daisay sont, avec l'arsenal, les entreprises qui en profitent sans doute le plus. Ce dernier prend une importance qu'il n'avait jamais eue auparavant, impliquant le recrutement de milliers de femmes – plus de

Des artistes rennais dans la guerre

Jean-Julien Lemordant est malouin, Mathurin Méheut, lamballais, Camille Godet, rennais. Ces trois artistes ont reçu leur première formation à l'école des beaux-arts de Rennes et Méheut y a enseigné pendant la période de l'Occupation. Ils ont connu la Grande guerre et dessiné les tranchées. Tous trois ont laissé leur marque dans la ville : Lemordant est l'auteur du plafond du théâtre (inauguré le 1^{er} juin 1914), Camille Godet a peint la frise du Panthéon, a décoré un petit salon dans le même théâtre et les murs de la salle de la cité, Méheut a réalisé de 1942 à 1947 vingt des grandes toiles de l'ensemble commandé par Yves Milon pour l'Institut de géologie ; elles ne sont plus dans leur cadre d'origine, mais elles sont toujours visibles dans le campus de Beaulieu à l'université de Rennes I.

5 000 en novembre 1918 pour 13 000 salariés – ou le recours à des centaines de travailleurs étrangers : un millier d'Italiens, 400 Belges, des Serbes, mais aussi des travailleurs coloniaux. Outre quelque 300 Chinois, ce sont près de 1 500 Algériens et Tunisiens que l'on a fait venir, victimes toutes désignées d'un racisme ordinaire : le recteur de Chartres-de-Bretagne se déchaîne contre ces « Arabes qu'on surnommait les Sidis, gens d'une saleté repoussante et à mauvaise allure ».

Mais les grandes entreprises ne sont pas les seules à profiter de la guerre. Les dossiers de l'administration fiscale, en charge de la perception de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, révèlent que les bouchers et boulangers sont de ceux qui, même modestement, voient leurs revenus augmenter dans les proportions les plus importantes, de l'ordre de 200 à 400 % pour la plupart d'entre eux. Les cafetiers, notamment à proximité des casernes ou de l'arsenal, profitent eux aussi « de l'activité qui règne dans ce quartier depuis le commencement de la guerre ». À l'inverse cependant, nombre de commerces souffrent, telle cette « petite épicerie en détail », rue de Nantes, « dont les ventes périclitent par suite de l'installation de la coopérative de l'arsenal ».

Armistice et Panthéon

En fin de matinée du 11 novembre 1918, alors que « de nombreux citoyens parmi lesquels courait un bruit vague de grande nouvelle se groupaient sur la place de la mairie », ainsi que le rapporte Léon Berthaut, Jean Janvier confirme la signature de l'armistice là même où, le 1^{er} août 1914, il avait annoncé la mobilisation. « Je n'aurai heureusement plus, comme maire, la tristesse de recevoir chaque matin la liste des enfants de Rennes tombés au Champ d'honneur, avec la douloureuse mission d'en faire part à leurs familles », confie-t-il alors.

Dès la semaine suivante, il fait adopter par le conseil municipal l'idée d'un « Panthéon local », selon ses propres termes, dont le décor est confié à Camille Godet, « élève de notre école des Beaux-Arts » mais aussi et surtout « l'un des leurs », méritant « ainsi doublement l'honneur de les glorifier ». En l'espace de quelques jours, la Grande Guerre venait de basculer, à Rennes comme ailleurs, dans l'ère de la mémoire : il s'agissait désormais de la commémorer, plus simplement de se la remémorer. Un siècle plus tard, ce dossier de *Place Publique* y contribue à son tour, à sa manière. ■

Une monographie exceptionnelle



Photos grand format, iconographie soignée, textes variés et rythmés, servis par une mise en page élégante et moderne... Assurément, l'ouvrage exceptionnel publié par la Société archéologique et historique d'Ille-

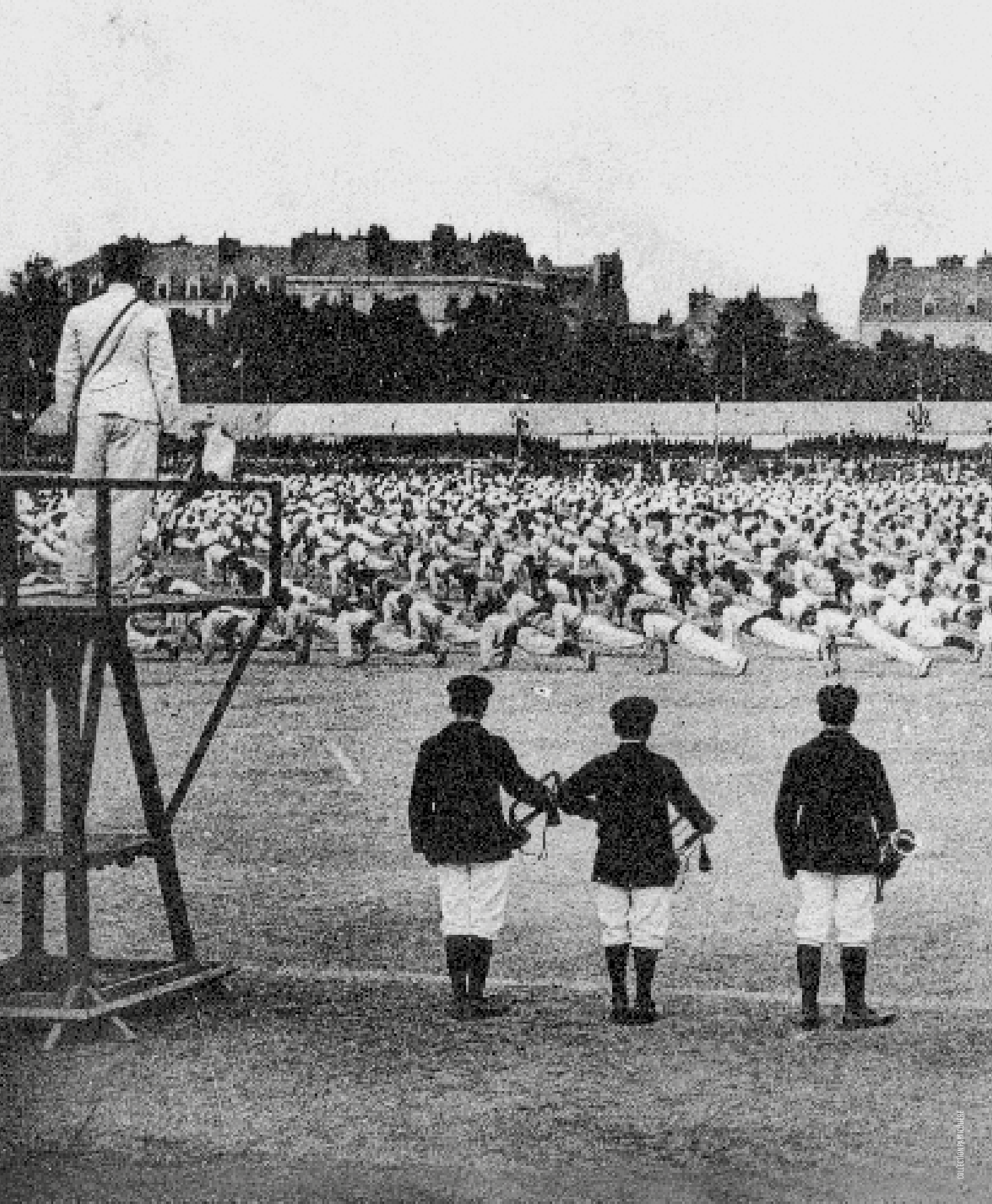
et-Vilaine et les Archives départementales à l'occasion des commémorations du centenaire de la « Grande guerre » est appelé à faire référence. Réalisée sous la direction du conservateur Éric Joret et de l'historien Yann Lagadec, cette monographie évite tous les écueils habituels du genre. Ici, l'histoire se raconte à hauteur d'hommes – et de femmes –, comme le précise à juste titre l'intitulé du livre. Ce parti pris n'enlève rien à l'érudition des commentaires et des mises en perspectives historiques. Au contraire, il permet une plongée sensible et très contemporaine dans cette histoire désormais sans témoin direct, mais dont chaque famille possède une part transmise par un aïeul parti au feu en 1914.

Les illustrations, souvent émouvantes, proviennent des archives officielles, mais aussi de très nombreuses collections particulières, confiées par les descendants des Poilus d'Ille-et-Vilaine. Le périmètre géographique retenu pour cet exercice fournit en effet un cadre pertinent pour analyser les multiples facettes de ce territoire, situé loin du front, mais plongé dans la guerre par maints aspects. Il y a Rennes, bien sûr, la grande ville de garnison, avec sa gare et ses hôpitaux. Mais aussi les campagnes environnantes, ce monde rural alors en pleine mutation, et les ports de la côte, soumis à la guerre sous-marine. Impossible ici de mentionner toutes les entrées thématiques explorées par les nombreux contributeurs (une cinquantaine). Rien ou presque ne semble y manquer : portraits de héros célèbres ou anonymes, rôles des figures marquantes de l'époque (les instituteurs, les pompiers, les ouvrières, les infirmières...), parcours des régiments et anecdotes de la vie « à l'arrière ». Le tout, servi par une grande rigueur historique et nourri de très nombreux documents, parfois inédits.

Mieux qu'une lecture linéaire, cette monographie invite à redécouvrir la Grande Guerre selon les lieux, les périodes ou les angles retenus. Elle éclaire d'un jour nouveau cette histoire passionnante, longtemps occultée dans la mémoire collective récente par le souvenir plus proche de la seconde guerre mondiale. À noter que sa publication coïncide avec la présentation d'une exposition inédite aux Archives départementales, à Rennes : « 14-18. Le front, l'arrière, la mémoire », jusqu'au 31 décembre 2014.

X.D.

Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre, sous la direction d'Éric Joret et Yann Lagadec, Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine, Archives départementales. 430 p., 29 €.



POINCARÉ À RENNES

Le président, les gymnastes et les soldats

RÉSUMÉ > Les 31 mai et 1^{er} juin 1914, le président de la République Raymond Poincaré est en visite à Rennes. Quelques semaines avant le déclenchement des hostilités, l'heure est aux inaugurations, aux festivités et à la célébration des idéaux républicains. Mais l'exaltation de la force physique, à travers les démonstrations de gymnastique et les défilés militaires, montre bien qu'en cette fin de printemps 1914, la préparation des corps et des armes occupe les esprits, dans une ambiance toute patriotique.



TEXTE > YANN LAGADEC

L'inauguration de l'hôtel de ville et du théâtre, deux banquets, l'occasion de nouer de « hautes et cordiales relations » qui « ont facilité la marche des affaires municipales et valu à la ville de très larges subventions » pour l'hospice de Pontchaillou, les bains-douches municipaux ou la première partie du réseau d'égouts : si les mémoires du maire Jean Janvier sont d'une rare précision sur les retombées de la visite du président de la République à Rennes au tournant des mois de mai et juin 1914, la description qu'il donne du passage de Raymond Poincaré est assez sommaire.

Pourtant, les visites du chef de l'État en Bretagne n'ont rien de banal à la veille de la Grande Guerre. Depuis celle de Napoléon III en 1858, l'on n'en compte pas plus de trois. En août 1874, le maréchal-président Mac-Mahon avait parcouru les départements de l'Ouest. 22 ans plus tard, en août 1896, Félix Faure avait traversé l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Finistère et le Morbihan. Et si, en 1889 et 1893, de possibles déplacements de Sadi Carnot avaient été préparés puis annulés et reportés au

dernier moment, Émile Loubet ne fait que transiter par Brest en 1902 à l'occasion d'un voyage en Russie.

Autant dire que la venue de Poincaré est un événement de première importance – la place que lui accorde la presse locale le dit bien –, et que l'on s'y est préparé en conséquence, à Rennes comme ailleurs.

Une tournée dans les départements de l'Ouest

Rennes n'est d'ailleurs que l'aboutissement d'un périple plus long qui a conduit Poincaré, parti de la gare des Invalides le 29 mai, du Mans à Saint-Brieuc ou Montfort, en passant par Laval, Vitré, Fougères, Antrain – dont le maire n'est autre que le remuant sénateur Le Hérisse –, Dol, Saint-Malo, Dinard, Dinan et Plancoët. Partout, la présence du président de la République donne lieu à des festivités qui ne sont pas sans rappeler les entrées royales d'autres régimes : rues pavoisées, arcs de triomphe, réceptions par les corps constitués de la ville, feux d'artifice, tout est fait pour marquer le caractère exceptionnel de l'événement, jusqu'à des survols d'« aéros » – comprendre avions – à Vitré ou Fougères par exemple.

À travers la présence de son président, c'est explicitement la République que l'on entend célébrer. La chose n'est pas anodine dans un Ouest qui, longtemps, fut rétif voire hostile au régime héritier de la Révolution. Chacun note pourtant combien l'ambiance est, en ce mois de mai 1914, fort différente de celle qui avait prévalu au moment du voyage de Félix Faure. La ville de Rennes avait alors réservé au président de la République un accueil « froid et en tout cas exempt de tout enthousiasme » ainsi que le rappelle le journaliste de *L'Ouest-Éclair*. Ceux qui s'en souviennent « ne la reconnaissent plus ».

Il est vrai que Poincaré, républicain modéré élu à la présidence de la République en janvier 1913, l'a été





1 - Le président Poincaré venant inaugurer l'Hôtel de Ville, le 1^{er} Juin 1914.

Page de droite.
Fête Fédérale de Gymnastique sous la présidence de M. Poincaré.

2 - Mouvements d'ensemble au Champ de Mars.

3 - Le carrousel au Champ de Mars par le 24^e Dragons et 13^e Hussards.

4 - Délégation du 1^{er} tirailleur sénégalais à Colomb-Béchar (Sud-Oranais).

avec le soutien de la droite. Celui qui, à la tête du gouvernement français au lendemain de la crise d'Agadir, en 1911, a su réaffirmer la volonté de la France de ne plus négocier avec l'Allemagne « que dans la dignité » incarne donc un infléchissement dans les pratiques des républicains au pouvoir depuis 1879 : ce Lorrain laïc, libéral, dreyfusard en son temps, incarne un nouveau patriotisme qui séduit nombre de Français.

Célébration des corps par la République

La visite du président Poincaré ne doit rien au hasard. Elle coïncide avec la tenue de la 40^e Fête fédérale de gymnastique, organisée par l'Union des sociétés de gymnastique de France (USGF), traditionnellement présidée par le chef de l'État et le ministre de la Guerre. Fondée en 1873, « au lendemain des malheurs de la Patrie » ainsi que l'explique Charles Cazalet, président de l'USGF dans son discours rennais du 31 mai, l'association symbolise la place nouvelle donnée aux corps par la République naissante, une place consolidée dans les années 1880 avec la républicanisation du régime : le gymnaste doit seconder l'instituteur et le militaire dans la formation du citoyen-soldat. « Fortifier la race par l'exercice, par l'entraînement, par la tempérance, par la propreté, [...] afin que les jeunes arrivant sous les drapeaux de l'armée soient capables, au point de vue physique et moral, de faire les soldats vigoureux et bien trempés dont la France et la République auront le droit de s'enorgueillir » : tel est l'objectif, réaffirmé à Rennes, de l'USGF.

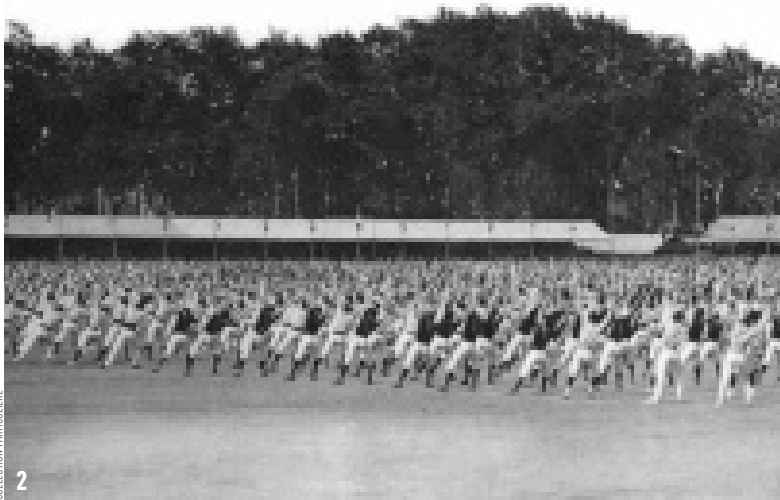
Après Vichy en 1913, avant celle annoncée pour 1915 à Nancy, la fête de 1914 réunit plus de 6 000 sportifs, 41 000 visiteurs au total – dans une ville qui ne compte alors que 80 000 habitants. 237 sociétés françaises ont fait le déplacement, plusieurs sociétés étrangères, venues d'Italie, d'Angleterre, de Belgique, du Luxembourg, de Suisse, mais aussi et surtout de Russie : 15 officiers russes de l'École centrale militaire de gymnastique et d'escrime de Saint-Petersbourg ne passent pas inaperçus.

Sauts, exercice aux barres fixes ou parallèles, mouvements d'ensemble effectués au commandement sur « cette arène immense » qu'est, selon *L'Ouest-Éclair*, le bien nommé Champ de Mars attirent un public nombreux. C'est en effet dans ces années qui précèdent directement la Grande Guerre que, selon l'historien Pierre Arnaud, le sport moderne devient un phénomène social : le nombre d'associations sportives est multiplié par 6 entre 1902 et 1913 en France. Aussi n'est-ce pas un hasard si, à chacune de ses étapes bretonnes, le président de la République a été accueilli par les sociétés de gymnastique locales : la Vitréenne à Vitry, la Malouine à Saint-Malo, la Jeanne-d'Arc à Saint-Servan. En Bretagne en effet, patronages catholiques et sociétés laïques se disputent l'influence sur cette jeunesse sportive. À Rennes, c'est au récent Cercle Paul-Bert que revient cet honneur qui rejaillit sur la municipalité Janvier.

Mise en lumière de l'action municipale

Car à Rennes comme dans les autres villes visitées, la présence du président de la République est l'occasion, pour les édiles, de mettre en avant leur action, et les atouts touristiques, industriels, économiques de leur cité. Partout, Poincaré fait le détour par l'hospice – l'hôpital – municipal, signe de ce qu'est alors la priorité dans nombre de villes.

Un hôtel de ville « achevé et aménagé », une crèche municipale rue Saint-Hélier, un groupe scolaire boulevard de la Liberté, un opéra « entièrement transformé, restauré et orné d'un plafond représentant des danses bretonnes, œuvre du peintre Jean-Julien Lemordant » : tels sont les édifices inaugurés ici par le président de la République et le sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, Paul Jacquier. Poincaré ne manque pas d'ailleurs de noter, dans l'un de ses discours, qu'il « est peu de communes où une aussi heureuse entente républicaine ait permis de réaliser tant de progrès », ajoutant à la liste

COLLECTION PARTICULIÈRE
2COLLECTION PARTICULIÈRE
3COLLECTION PARTICULIÈRE
4

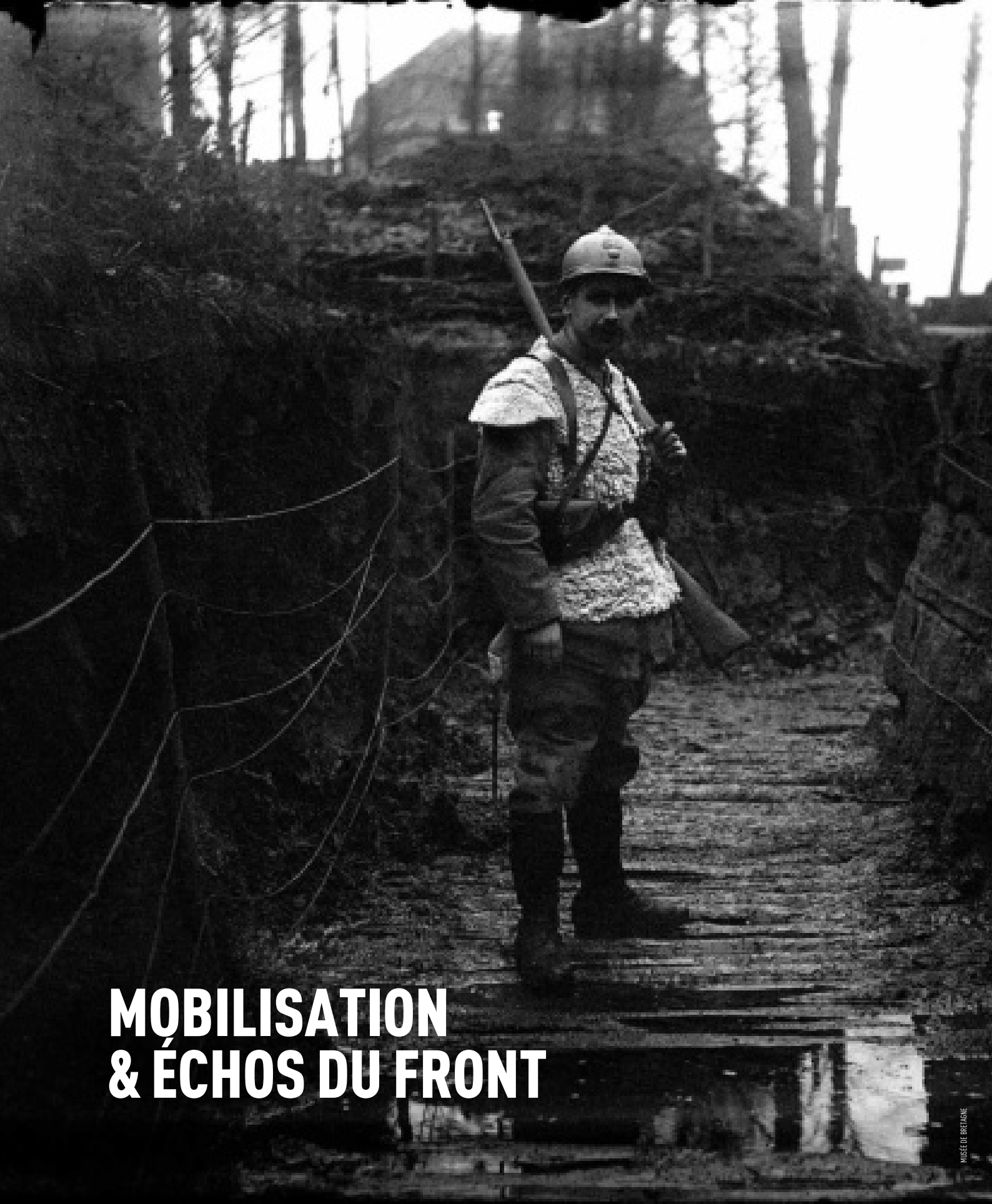
des édifices qu'il a inaugurés la nouvelle installation de l'École des beaux-arts, les nouveaux aménagements des facultés, la création d'une maison des étudiants, ou encore l'achèvement du Palais du commerce – l'actuelle poste de la place de la République.

« Vive l'armée ! »... et la Bretagne

Si la guerre n'est qu'une éventualité assez lointaine en cette fin de printemps 1914 – l'attentat de Sarajevo a lieu le 28 juin –, l'ambiance n'en est pas moins toute patriotique. Le principe même des fêtes de gymnastique y pousse, nous l'avons vu, et la participation des unités d'infanterie ou de cavalerie cantonnées à Rennes aux démonstrations sportives ne peut que contribuer à renforcer cette dimension : le carrousel qui clôt les festivités comporte, entre autres, une « fantaisie de quatre cavaliers et deux mitrailleuses ». « "Vive l'armée" criaient-ils de toutes parts », signale le journaliste de *L'Ouest-Éclair*.

La personnalité de Poincaré alimente cette dimension patriotique. Les anciens combattants de 1870 lui sont bien évidemment présentés, de même que les membres de l'association des anciens du 41^e RI. Charles Oberthür, président de la Chambre de commerce, rappelle l'action du chef de l'État pour « sauvegarder l'indépendance nationale qui est, à nos yeux, le plus précieux des biens ». Les origines lorraines du président sont maintes fois mentionnées, gage de son patriotisme, une Lorraine à laquelle René Brice, président du conseil général, trouve nombre d'analogies avec la Bretagne : « ses enfants sont comme les nôtres de race vaillante et solidement attachés à leur sol nourricier » explique-t-il ; de ce fait, « Bretons et Lorrains considèrent également le service militaire comme le plus noble des devoirs ».

Chacun entend en cela rappeler la place de la Bretagne « unie pour jamais à la France indivisible » selon les mots de Poincaré qui souligne à la faculté des Lettres qu'elle est à la fois une « école universelle », une « école nationale » – « destinée à enseigner notre langue, à honorer notre littérature » précise-t-il – mais aussi une « école régionale » par « de passionnantes recherches sur le passé de la Bretagne ». Il rejoint en cela les mots de Jean Janvier qui, la veille, avait insisté sur le fait que la République était le « symbole de la liberté dans l'union, de l'indépendance dans la solidarité », mais aussi « de la fraternité des petites patries pour la puissance, l'honneur et le triomphe de la grande ». ■



MOBILISATION & ÉCHOS DU FRONT

LETTRES DE POILUS RENNAIS

Écrire en guerre,
écrire la guerre ?

RÉSUMÉ > *On estime que 3 à 4 millions de lettres ont été échangées chaque jour entre le front et l'arrière durant la Grande Guerre. Que disaient ces missives, du quotidien du poilu, des angoisses des tranchées et des attentes du combat ? Tout à la fois preuve de vie, témoignage et reflet d'une intimité perdue, la lettre du front possède une force évocatrice toujours à l'œuvre cent ans après les faits. Plongée dans ces récits, personnels et émouvants, de soldats rennais à leur famille.*



TEXTE > **YANN LAGADEC**

« Écris-moi bien vite. Je t'embrasse follement. Mille caresses. N'oublie pas mes binocles et mes cartouches. Va chez Roumieux et achète-lui cinquante cartouches pour mon revolver automatique » : c'est par ces mots que se termine la lettre envoyée le 21 mars 1915 à sa « chère petite femme » par le sous-lieutenant Joseph Allesté, un Rennais, mobilisé au 13^e hussards de Dinan en 1914, tout juste promu officier au 41^e RI, l'un des régiments de Rennes.

Des caresses, des cartouches pour une arme de poing – très pratique dans les tranchées – ou encore la demande de lettres plus nombreuses donnant des nouvelles de chez soi : le contenu de ce courrier du



Ci-contre Le Rennais
Amédée Fleury, avant
son départ pour le front.

printemps 1915 est en tout point comparable à la grande masse des 3 à 4 millions de lettres qui, chaque jour, sont échangées entre le front et l'arrière tout au long de la Grande Guerre.

La lettre comme preuve de vie

Les fonctions de ces courriers sont multiples. La première est cependant de rassurer les siens, d'attester du fait que l'on soit encore vivant : c'est pour une part ainsi qu'il faut comprendre la régularité des lettres à son épouse ou ses parents – parfois une chaque jour, souvent deux à trois par semaine –, au-delà de la fréquente banalité de leur contenu. « Tout va bien. Je vous embrasse bien fort tous les deux. Mille caresses. Bonjour affectueux à tous » : ce sont, par exemple, ces quelques

mots que Joseph Allesté prend le temps d'écrire le 9 mai 1915, alors même qu'il est dans les tranchées, sous le feu de l'ennemi, au premier jour de la grande offensive lancée par Joffre en Artois.

L'absence de tout courrier est rapidement source d'inquiétude, surtout si l'on n'a pas pris soin de prévenir les siens de cette éventualité, en raison d'un contrôle accru des autorités militaires à l'approche d'une offensive majeure ou du fait d'un changement de secteur : « je ne pourrai pas vous écrire pendant la route soit pendant 2 jours », signale par exemple le Rennais Charles Oberthür, dont l'unité est transférée d'Artois en Argonne en juillet 1915 ; « ne vous inquiétez donc pas de mon silence ». À l'inverse, en juin 1915, le sous-lieutenant Allesté s'alarme à juste titre du silence de son beau-

—
Lettre rédigée
le 2 novembre 1914
par Charles Oberthür
pour son fils.



COLLECTION PARTICULIÈRE



frère : « je suis sans nouvelles de Wilfrid, et n'ai pas reçu de réponse aux cartes et lettres que je lui ai adressées depuis bientôt 15 jours », écrit-il le 5 à son épouse, ne sachant pas encore que le sergent Guillaume, fils d'un conseiller municipal de Rennes, a été tué deux semaines plus tôt à Neuville-Saint-Vaast.

Recréer un peu d'intimité

Au sein des couples, le courrier a aussi pour fonction de gommer en partie la séparation, en recréant à distance l'intimité perdue, en la créant parfois aussi. Les lettres qu'échangent Armand Le Douarec, avocat rennais mobilisé comme sous-lieutenant au 241^e RI, et son épouse,

héritière d'une très catholique dynastie d'armateurs bini-cais sont, de ce point de vue, sans équivoque. « Mon petit fou », écrit la jeune femme le 23 novembre 1916, « à ta prochaine permission, tu seras rassasié d'amour ». Et de préciser : « je serais toute à toi, tu feras de moi ce que tu voudras ». « Dans mes bras, tu te sentiras comme transporté au 7^e ciel. Je saurai t'électriser, te rendre amoureux fou », lui avait-elle écrit deux semaines plus tôt. En septembre de la même année, elle avait dû confesser avoir fait appel à un menuisier afin de réparer le lit conjugal après la précédente permission rennaise de son époux...

Les courriers de la jeune bourgeoise installée rue La Fayette étaient cependant plus chastes dans les

Dessin de Mathurin Méheut paru dans *L'illustration*, le 26 juillet 1916, dans un article intitulé "Un artiste combattant", consacré à son témoignage graphique sur le front. Il est alors, comme Camille Godet, au service cartographique de l'armée.



Lettre rédigée le 28 février 1918 par Armand Robert à sa famille, avec une fleur séchée accrochée. Il est alors prisonnier en Allemagne.

premiers mois de guerre, n'évoquant que le désir de « serrer [son époux] sur [son] cœur », « de l'avoir toujours dans [les] bras ».

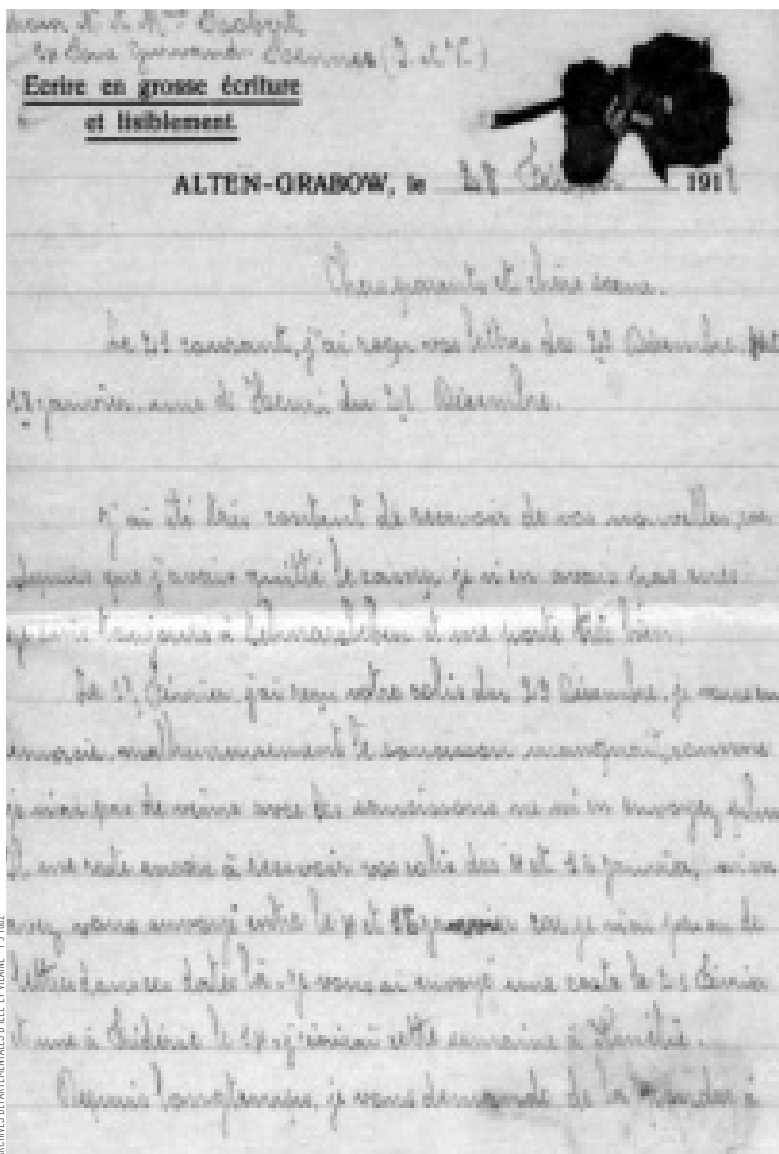
Gouverner à distance

L'époux reste, dans la société de 1914, aussi et avant tout le chef de famille. À défaut d'être présent, à l'exception des rares moments que constituent les permissions, il lui revient donc de « gouverner à distance » la maison, selon l'expression de l'historien Christophe Prochasson. « Tu me dis que tu as reçu ta feuille de contributions et que tu ne sais que faire », s'inquiète le sous-lieutenant Allesté le 12 mai 1915, en pleine bataille d'Artois. « Je te l'ai cependant répété plusieurs fois, ne fais rien tant que je serai mobilisé et que je me battrais, garde ton argent », ordonne-t-il à son épouse.

Capitaine dans une section de munitions du 7^e régiment d'artillerie de campagne, Charles Oberthür, héritier des imprimeries du même nom, doit gérer à distance l'entreprise dirigée par son père. « Je trouve de nos almanachs partout, dans toutes les maisons et tout le monde en est très satisfait, y compris les facteurs », se félicite-t-il dans une lettre du 10 septembre 1914. En octobre suivant, il remercie son père des nouvelles « des almanachs et des affaires de l'imprimerie. Mon avis, d'après ce que je vois ici, c'est qu'il faut préparer les départements envahis, tout comme les autres et qu'on les demandera sitôt les Allemands partis, que ce soit avant ou que ce soit après le 1^{er} janvier. Car les almanachs sont devenus une nécessité et il en faut dans toutes les maisons », explique-t-il alors. La guerre ne le permettra pas cependant, on le sait.

Dire la guerre

Faut-il préserver les siens, leur taire les réalités de la guerre, ou les tenir informés de ce qui se passe réellement ? Tel est le dilemme presque quotidien de bien des poilus. Oberthür, à l'arrière-front, prend le temps de quelques dessins qui restent cependant très elliptiques sur les conditions dans lesquelles certains combattent.



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ILE-DE-FRANCE - 1 J107

Les lettres écrites par Joseph Allesté témoignent plus précisément des changements de perception de ce sous-officier de cavalerie devenu fantassin. En octobre 1914, il dit ne pas trop se « plain [dre] de la guerre : elle n'est pas si terrible qu'on le croit ». « J'ai déjà fait quelques prisonniers allemands et en ai enfilé 3 le même jour avec mon sabre », explique-t-il, avant

Lettre rédigée le 18 mars 1918
par Armand Robert à sa famille.
Le poilu rennais y a joint des "brins de barbe".

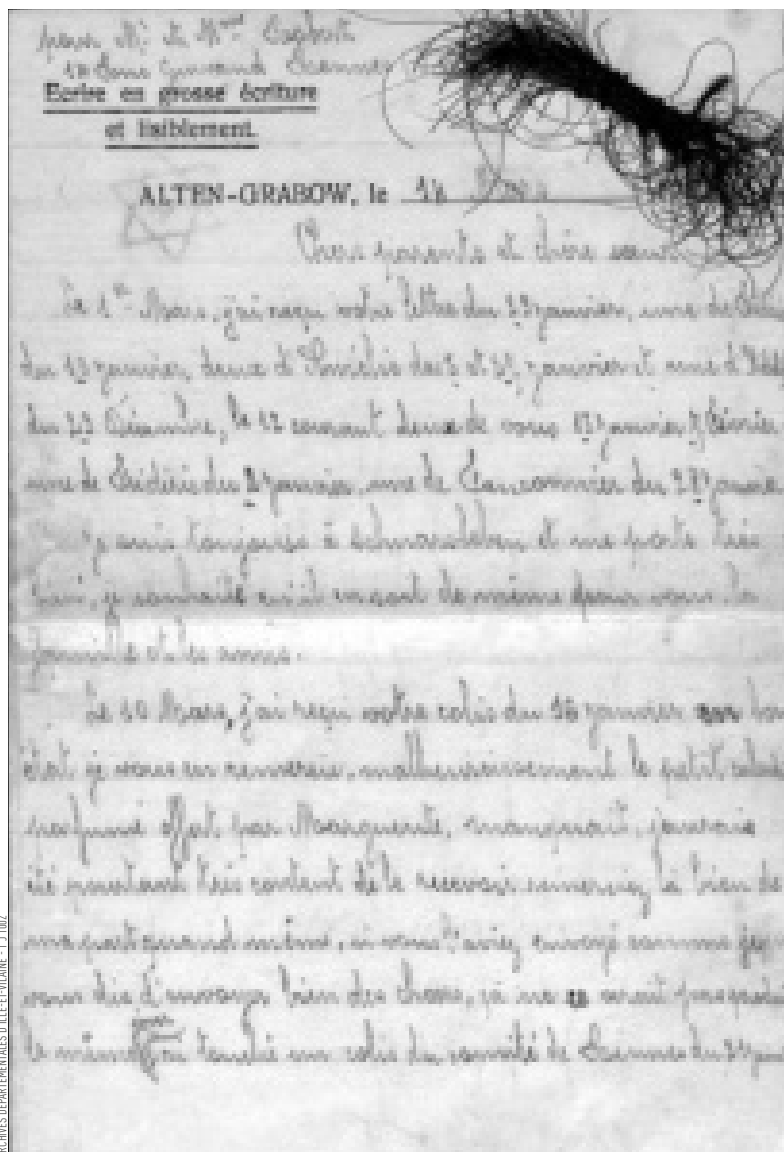
de décrire un ennemi « très maladroit », voire lâche : un peloton de uhlans aurait fait demi-tour face aux quelques cavaliers qu'il commande.

Promu officier dans l'infanterie au printemps 1915, il découvre une autre réalité, dont il ne cache rien à son épouse : « sur les 300 mètres de distance qui nous séparent des Boches, gisent tous les corps de nos camarades, qu'il est impossible de ramener puisqu'il n'y a pas d'armistice », explique-t-il par exemple dans une lettre du 24 mai 1915. « Cela commence à sentir très fort, dans quelques jours on ne pourra plus respirer », précise-t-il, sans cacher par ailleurs ses critiques à l'égard de la situation sur le front d'Artois : « les journaux ont oublié de vous dire le nombre des pertes, et si je te disais que c'est justement parce que ces pertes sont énormes que nous avons jugé à propos de cesser l'attaque. Le terrain gagné nous coûtait trop dur », écrit-il dans la même lettre.

L'officier ne craint-il pas des sanctions ou la « censure » ? Le contrôle postal ne peut bien évidemment ouvrir toutes les lettres : seuls 1 à 2 % des courriers le sont. Le rôle de cette institution n'est d'ailleurs pas là, mais dans la mesure de l'évolution du moral des combattants : mêmes critiques, les lettres passent en général.

Écrire malgré la guerre

Ce qui frappe en effet l'historien qui fait son miel de ces trésors que constituent ces correspondances, c'est l'« acharnement » à écrire, quels que soient les milieux sociaux, quelles que soient les circonstances. En juin 1916, des premières lignes devant Fleury, en pleine bataille de Verdun, Armand Le Douarec continue à envoyer une lettre chaque jour à sa « douce Armandine ». Quant à Joseph Allesté, en novembre 1914, il rappelle la difficulté à se procurer « tous les jours du papier à lettre » : « je t'écris donc sur une feuille de mon carnet. Heureusement que j'ai eu la précaution de chiper une ou deux enveloppes » la veille dans un estaminet. Des enveloppes dans lesquelles on insère, selon le moment, des fleurs séchées cueillies dans les



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE - 11107

tranchées ou « un brin de barbe », à l'instar d'Armand Robert, caporal rennais du 41^e RI prisonnier en Allemagne, qui, en mars 1918, vient de se raser avant de se faire photographeur.

La Grande Guerre constitue, à n'en pas douter, un moment à part dans l'histoire de la correspondance, celui d'une correspondance de masse. ■

NOUVELLES DU FRONT

L'Ouest-Éclair et le Chemin des Dames

RÉSUMÉ > *Comment L'Ouest-Éclair relate-t-il les informations en provenance du front ? L'exemple du traitement de l'offensive du Chemin des Dames par le quotidien rennais est révélateur de la manière très politique dont les villes de l'arrière reçoivent l'écho de la guerre, entre propagande militariste et optimisme de façade. La confrontation des articles avec la réalité historique traduit ce décalage et la volonté farouche de défendre coûte que coûte le moral de l'arrière.*



TEXTE > **DAVID BENSOUSSAN**



DAVID BENSOUSSAN est agrégé d'histoire, professeur en classes préparatoires au lycée Chateaubriand à Rennes.

Le 16 avril 1917, une grande offensive française est lancée sur le front entre Soissons et Reims, sous la conduite du général Nivelle, commandant en chef des armées. Mobilisant des effectifs considérables – autour d'un million de soldats –, elle doit permettre de réaliser la percée décisive, tant souhaitée par l'état-major, et ainsi de mettre fin à un conflit interminable, particulièrement meurtrier. En cela, elle suscite de vives espérances chez les soldats du front. Mais, rapidement, il faut en rabattre et constater son échec, accompagné de lourdes pertes notamment lors des combats d'une grande intensité sur le Chemin des Dames qui parcourt la ligne de crête des plateaux situés entre l'Aisne et l'Ailette. Cette offensive de grande ampleur est relatée et analysée par la presse qui alimente les espoirs de l'arrière. Déjà solidement établi dans le paysage de la presse bretonne, le quotidien *L'Ouest-Éclair*, qui paraît alors sur quatre pages, évoque ainsi de manière régulière les combats. Son engagement

catholique et national détermine un optimisme à tous crins sur lequel pèsent aussi les contraintes de la censure militaire. On peut ainsi s'interroger, dans ce contexte si spécifique, sur le degré de véracité des nouvelles du front qui sont transcrites par le journal.

L'impossible échec

Dès le 17 avril, le quotidien breton annonce en une que « l'offensive française est déclenchée ». S'il indique que la « bataille a été acharnée » et que « l'ennemi était en force », c'est pour affirmer qu'« il n'en a pas moins été battu » et que « la première ligne allemande est tombée entre nos mains ». Dix mille prisonniers et la prise d'un important matériel de guerre complètent, selon le journal, cette première journée annonciatrice, dit-il, d'autres succès. Ces premières impressions se fondent sur les communiqués officiels de l'état-major, toujours en première page et dont les informations sont ici valorisées par l'utilisation de caractères gras d'imprimerie et par l'emploi des majuscules. La redondance des informations révèle le peu de latitude des journalistes dans le choix de leurs sources mais il ne saurait être question de toute façon d'exprimer la moindre remise en cause des communiqués officiels. Pourtant, on pressent déjà, à cette date, au sein de l'état-major et du gouvernement, que l'offensive est un échec. Malgré l'ampleur des forces mobilisées, la percée n'est presque nulle part obtenue en dépit de quelques modestes avancées. L'essentiel des forces françaises s'est heurté à la solidité du dispositif défensif allemand dont les mitrailleuses, bien dissimulées et protégées de l'artillerie française, font des ravages dans les rangs des poilus. Très rapidement donc, l'offensive française se transforme en lutte de position. Les Alle-

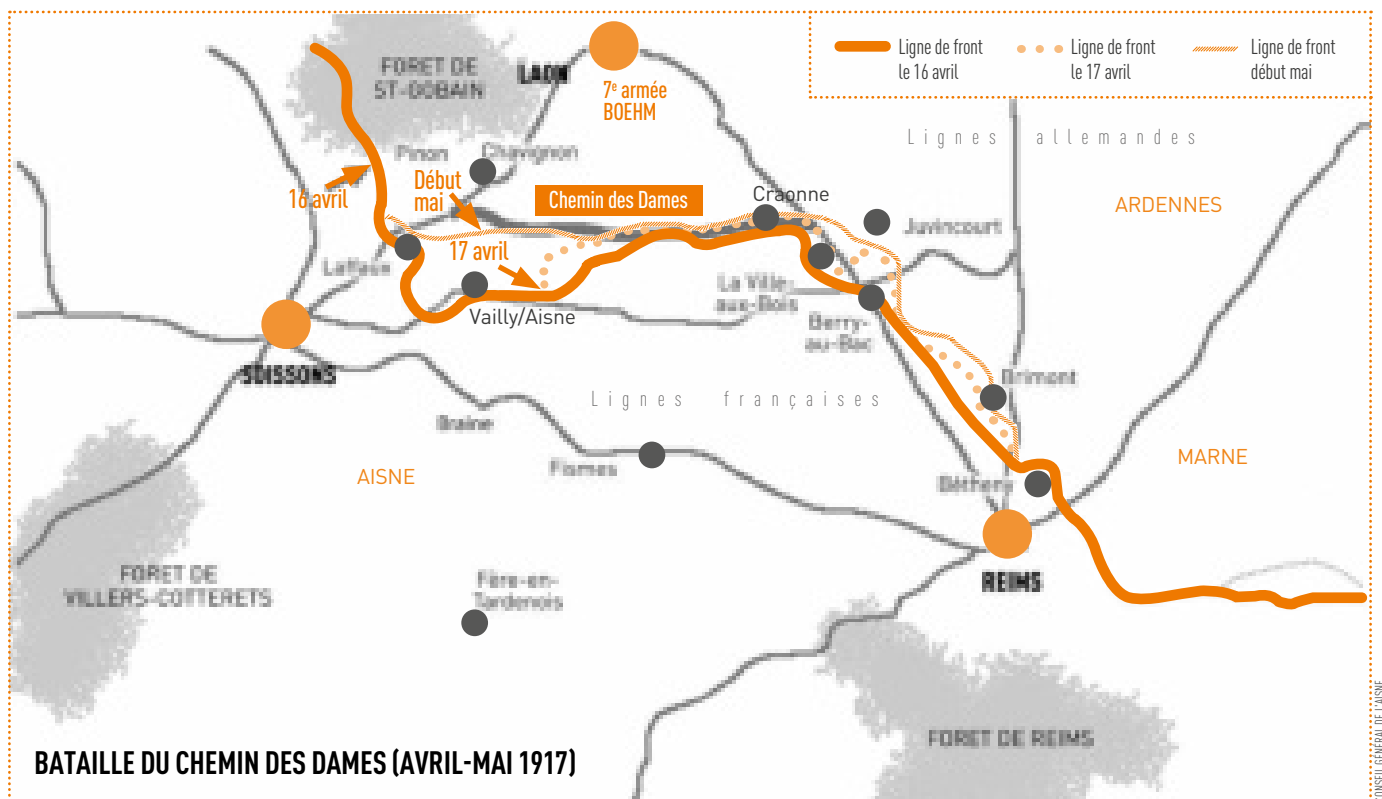


17. 04. 1917

L'Ouest-Éclair & la bataille de la Marne

Dès le 17 avril, le quotidien breton annonce en une que « l'offensive française est déclenchée ». Dix mille prisonniers et la prise d'un important matériel de guerre complètent cette première journée annonciatrice, selon le journal, d'autres succès.





mands sont solidement installés sur la ligne Siegfried et, à quelques exceptions près, très chèrement payées d'ailleurs, les Français n'ont pas les moyens de les en déloger. Les pertes sont déjà considérables et vont s'accroître dans les jours suivants, au gré de la poursuite des assauts français. Totalement, ou presque, dépendant des informations communiquées par l'état-major, *L'Ouest-Éclair* persiste à développer des nouvelles très optimistes du front, sans aucun doute convaincu, un temps du moins, de la réalité des avancées françaises. Le 19 avril, Emmanuel Desgrées du Loû, le directeur politique du journal, souligne ainsi l'héroïsme des combattants français dans une vision très catholique où l'évocation de leur sacrifice, de leur « holocauste », nullement nié dans son ampleur donc, porte en lui la rédemption de la France et le châtement de la « Germanie ». Conformément aux espoirs entretenus dans le pays, la grande offensive du général Nivelle permet d'entrevoir ici la défaite de l'Allemagne et la paix qui va l'accompagner. Dans les jours qui

suivent, à mesure des communiqués officiels, le journal continue d'évoquer les multiples avancées françaises et les très nombreux prisonniers allemands qui en sont la conséquence. « Nouveaux succès en Champagne », titre le journal le 20 avril annonçant que « toute la rive nord de l'Aisne est tombée définitivement entre nos mains », ce qui est loin d'être le cas. Si le 22 avril, *L'Ouest-Éclair* relate les contre-attaques allemandes, c'est pour ajouter immédiatement qu'elles sont condamnées à échouer tant la supériorité du soldat français est évidente. On comprend pourquoi, sur de telles considérations, l'échec de l'offensive française est impossible à envisager.

Pour autant, à partir du 24 avril, la tonalité des comptes rendus du journal s'infléchit face à une évidence qui s'installe encore difficilement. Le journal retranscrit ici la teneur des communiqués officiels moins triomphants tandis que doivent lui parvenir, par des canaux différents, des informations plus négatives sur le déroulement des combats. Ce jour-là, *L'Ouest-Éclair* doit

ainsi concéder que « notre avance se ralentit » et que « la bataille n'est pas encore gagnée ». Le 28, la description qui est faite de la ligne Siegfried, dont certains éléments sont occupés par des soldats français, indique ce qui a fait l'efficacité des défenses allemandes et, implicitement, l'échec de l'offensive française : un dédale de galeries et de cavernes (les creutes) insuffisamment détruites par l'artillerie française où les soldats allemands et surtout les mitrailleuses ont pu efficacement être protégés.

Refuser l'impensable et maintenir l'espoir

Le 1^{er} mai, *L'Ouest-Éclair* annonce la nomination du général Pétain comme chef d'état-major général en précisant que la mesure a été prise en plein accord avec le général Nivelle, toujours commandant en chef des armées. Reprenant un article du *Temps* publié la veille, le journal se fait alors l'écho des discussions qui ont animé le conseil des ministres au sujet des réorganisations et sanctions qu'il y avait lieu de prendre pour tenir compte des dernières opérations. Ces discussions et cette nomination traduisent incontestablement la disgrâce de Nivelle au lendemain d'un échec qu'à la tête de l'État tous doivent bien constater. À cette date, pourtant, l'échec reste largement impensable pour le quotidien rennais qui, le 5 mai, continue de dresser un bilan très favorable de l'offensive française.

La seconde phase de l'offensive déclenchée le jour même relance d'ailleurs l'optimisme d'Emmanuel Desgrées du Loû qui s'en félicite dans un éditorial du 9 mai intitulé « L'offensive ». L'occasion lui est donnée ici de pourfendre le pessimisme de mauvais aloi qui se diffuse dans la société française et émane, dit-il, de « mauvais Français ». Ces propos témoignent des interrogations qui saisissent alors l'arrière où, malgré le « bourrage de crâne » des communiqués officiels relayés par la presse, on comprend que tout ne s'est pas passé comme prévu sur le front du Chemin des Dames. Balayant d'un revers de main ce qu'il considère comme des rumeurs défaitistes, le directeur politique du journal insiste sur la nécessité pour l'arrière de tenir bon et on devine alors qu'à son instigation *L'Ouest-Éclair* cherche à maintenir la confiance de l'opinion publique. Faisant fi de l'abattement qui a saisi les soldats sur le front à la suite de l'échec d'une offensive dont ils avaient tant espéré et que les premières mutineries vont bientôt révéler, Emma-

nuel Desgrées du Loû affirme que le moral du front est excellent et qu'on y espère toujours des « victoires plus vastes et peut-être décisives... ».

Les jours qui suivent, marqués par le désastre cuisant et meurtrier de la seconde phase de l'offensive, restent dans le journal empreints de ces considérations. « La muraille craque », titre-t-il ainsi le 8 mai en évoquant les pertes allemandes. L'échec annoncé avec force, le lendemain, des contre-offensives ennemies, s'il traduit l'âpreté des combats que *L'Ouest-Éclair* n'entend nullement contester, a néanmoins comme vocation à entretenir la perspective d'une victoire toujours espérée. Chaque petite avancée des armées françaises est ainsi analysée comme un élément décisif dans le rapport de force qui se construit sur le front, toujours en faveur des armées françaises. Minimales, ces gains sont sans aucune mesure avec les pertes considérables qui les accompagnent et avec des avantages stratégiques souvent ténus et limités par les conséquences des contre-offensives allemandes. Près de 140 000 soldats français ont ainsi été mis hors de combat dans les affrontements entre le 16 avril et le 10 mai 1917 dont 24 000 tués environ et 22 000 disparus. Le 16 mai, *L'Ouest-Éclair* relate sobrement le remplacement, annoncé la veille par le Conseil des ministres, de Nivelle par Pétain comme général en chef des armées françaises. Ce remplacement indique pourtant très clairement, aux yeux de tous, l'échec de la grande offensive française sur le Chemin des Dames.

À cette date, les appréciations résolument optimistes du directeur politique de *L'Ouest-Éclair* ne peuvent plus être imputées aux difficultés de rendre compte de la situation du front au regard de la complexité des combats et de la dépendance vis-à-vis des communiqués officiels émanant des autorités militaires. Elles témoignent de la volonté du journal de maintenir le moral de l'arrière pour ne pas compromettre l'espoir d'une victoire tant espérée et pour laquelle on ne veut nullement désespérer. Sa mission d'information se confond alors nettement avec un engagement patriotique qui l'entraîne sans conteste dans une action de propagande. Le journal répond ainsi, comme la plupart des organes de presse, à une fonction d'encadrement de l'opinion souhaitée par les autorités. On comprend que les nouvelles données par le journal, déjà biaisées par les sources dont elles émanent, ne rendent compte que de manière tronquée de la situation effective du front. ■

ENFANTS-SOLDATS

Au front à 15 ans

RÉSUMÉ > *Dès les premiers mois de la guerre, des adolescents de 14 ou 15 ans ont menti sur leur âge pour rejoindre les premières lignes. Leur histoire nous est parvenue grâce à la presse de l'époque, prompt à glorifier l'héroïsme de ces enfants-soldats. Les Rennais Paul Delalande et Louis Dupuis, ainsi que le Malouin Victor Pichon, étaient de ceux-là.*



TEXTE > **YANN LAGADEC**
en collaboration avec **CLAUDIA SACHET**

« Chers parents, je suis avec les soldats. Je suis très bien nourri et bien soigné. Je vais faire leurs courses. Je suis avec le 241^e ». Tels sont les mots qu'en novembre 1914, le jeune Rennais Paul Delalande, âgé de 15 ans, griffonne à destination de ses parents restés en Bretagne : selon *L'Ouest-Éclair*, il est « parti pour le feu » quelques jours plus tôt avec le 241^e RI, le régiment de réserve de la ville, embarquant dans un train conduisant des renforts vers le front. Là, il a d'ailleurs retrouvé un autre jeune Rennais, Louis Dupuis, qui n'a pas encore 14 ans à cette date.

Des adolescents de 14 ou 15 ans sur le front ? Le fait pourrait surprendre, voire choquer cent ans plus tard. Il n'a pourtant rien d'exceptionnel dans les premiers mois de la Grande Guerre, donnant ainsi à saisir l'ampleur et la profondeur de la mobilisation de la société, en Bretagne comme ailleurs.

Deux jeunes volontaires parmi d'autres

L'histoire des deux jeunes garçons, sans être banale, est assez comparable à celle d'autres adolescents, y compris du département. Ainsi Victor Pichon, un Malouin de 14 ans, que, dans son édition du 24 avril 1915, le *New Zealand Herald* présente comme « a young French hero ». Tous les trois ont gagné le front – faut-il le rappeler ? – hors de toute légalité : s'il est possible de s'engager avant

l'âge de 20 ans, celui fixé pour le service militaire par les lois sur la conscription, on ne peut le faire avant ses 17 ans révolus. C'est donc à l'insu de leurs parents et, dans un premier temps, de l'administration militaire que les jeunes poilus ont rejoint la zone des armées.

Victor Pichon, dont le père sert comme territorial, sans doute au 78^e RIT, le régiment territorial de Saint-Malo, quitte ainsi la ville en décembre 1914, gagnant Rennes, Vitré puis Alençon où il trouve des troupes à l'entraînement. De là, il profite d'un train de renforts pour gagner la région d'Albert, dans la Somme, réussissant, on ne sait trop comment, à atteindre les premières lignes.

Ayant appris de soldats qu'un train doit quitter Rennes dans la journée pour le front, Paul Delalande, quant à lui, s'y est glissé sans en avertir personne : profitant, selon *L'Ouest-Éclair*, de la « demi-obscurité » du mois de novembre, le jeune Rennais a pu se « faufiler [er] dans la gare ». Ce n'est que le lendemain que, pensant à une fugue, son père se rend au commissariat pour signaler sa disparition. Il faudra plusieurs jours pour qu'une carte postale vienne le rassurer et mette fin aux recherches : « puisqu'il s'y trouve si bien, avec les soldats, laissons-le, Monsieur le commissaire », aurait-il déclaré au policier.

Soldats... ou combattants à 15 ans

L'intégration des trois adolescents comme soldats à des unités combattantes ne semble pas faire de doute, même si leurs fiches matricules – conservées aux Archives départementales – n'en disent rien. Peut-on pour autant les considérer comme des combattants ?

Le Malouin Victor Pichon semble avoir été attaché à l'état-major du régiment d'infanterie qui l'accueille, une affectation a priori moins exposée que dans l'un des bataillons. À en croire cependant le *New Zealand Herald*, le colonel commandant ce régiment n'hésite pas à recourir à ses services comme agent de liaison lorsque le garçon se porte volontaire pour se rendre en première ligne suite à l'explosion d'une mine allemande sous les



positions françaises : rampant « de tranchée en tranchée sous un intense bombardement », il peut rendre compte à son chef de la situation et permettre de réoccuper les positions un temps délaissées, y gagnant l'autorisation – l'honneur – de continuer à porter l'uniforme une fois de retour en Bretagne.

Quelles fonctions Paul Delalande et Louis Dupuis occupent-ils ? Ils semblent avoir été un temps des soldats comme les autres, ainsi que le laisse entendre le journaliste de *L'Ouest-Éclair* qui les questionne fin janvier 1915 : lorsqu'il fallut « descendre dans les tranchées », rapporte-t-il, « “ce n'était pas rigolo”, m'a dit Paul Delalande. “J'aurais bien voulu être ailleurs” ». Louis Dupuis semble quant à lui avoir été surtout marqué par « les marmites » de l'artillerie de tranchée allemande ; « ces machines-là, vous savez, ça fait un bruit terrible », explique l'adolescent. Témoins de la mort de certains de leurs nouveaux camarades, les deux garçons sont armés d'un mousqueton, « moins lourd, pour leurs faibles bras, que le fusil Lebel », précise le journaliste qui peut ainsi insister sur le fait qu'il ne s'agit que d'enfants, et non de soldats en miniature. Ils n'en font pas moins le coup de feu depuis le parapet de leur tranchée, passant ainsi une quinzaine de jours, avant que le capitaine commandant la compagnie – ici du 41^e RI, le régiment rennais auquel ils avaient été finalement rattachés – les confie au 50^e RAC, autre unité de Rennes. Dans l'artillerie, plus encore au sein de l'échelon régimentaire auxquels ils sont affectés, leur position est en effet bien moins exposée. Ils y travaillent aux cuisines, ne se contentant plus que de brèves incursions, lors de leurs moments de liberté, en direction des batteries de 75.

Les conditions de vie des artilleurs, même à l'arrière-front, n'ont cependant rien de la sinécure lors de ce premier hiver de guerre. À Noël 1914, malades, les deux adolescents sont évacués vers un hôpital de Haute-Garonne, avant de regagner Rennes à la fin du mois de janvier 1915. C'est à cette occasion que *L'Ouest-Éclair* célèbre les deux jeunes « héros ».

Louis Dupuis et Paul Delalande,
dans un article de *L'Ouest-Éclair*
du 28 janvier 1915.



Un « concours » du plus jeune volontaire

L'engagement de Delalande et Dupuis vanté par *L'Ouest-Éclair*, celui de Pichon par le *New Zealand Herald* : au cours des premiers mois du conflit, la presse ne manque pas en effet de s'emparer des exemples de ce type, villes et départements rivalisant de « patriotisme ». La propagande de guerre n'a alors pas de limite.

L'édition nantaise de *L'Ouest-Éclair* se plaît à présenter le cas de Pierre Renault, l'enfant du pays qui, à 15 ans lui aussi, est sur le front en septembre 1914, blessé et décoré, avant de devoir regagner la Bretagne. Ailleurs, on célèbre Gustave Châtain, « le benjamin des caporaux de France », parti des environs de Saint-Brieuc dans les premiers jours de la guerre, blessé dans les Flandres et soigné en 1915 sur les bords de la Penfeld.

Le Finistère se félicite du comportement de Lucien Marzin, un jeune Morlaisien dont le parcours est très similaire à ceux que l'on a déjà présentés : ce boy-scout, dont quatre frères combattent déjà, quitte en septembre 1914

« Je les ai tués à bout portant. »

Lucien Marzin

l'hôpital temporaire n° 40 où il œuvre au profit des blessés, et se glisse parmi des renforts du 72^e RI, dont le dépôt est replié ici. Quelques semaines plus tard, il rassure enfin ses parents dans une lettre où il dit avoir « surpris deux Boches derrière un arbre en train de manipuler des bombes ». « Je les ai tués à bout portant », écrit-il. « Puisse-t-il revenir triomphant en ayant aidé si vaillamment à la défense de sa patrie », conclut le journaliste de *L'Ouest-Éclair* qui présente ses aventures. Marzin est l'un des rares jeunes bretons à bénéficier, dès la période de la guerre, d'une certaine célébrité. Il fait en effet partie de ces enfants que plusieurs livres destinés à l'édification des écoliers entendent montrer en exemple, à l'instar de celui de Léon Peigné, *L'enfance héroïque*, paru en 1915.

Phénomène national

La guerre des mômes, d'Alfred Machard en 1915, *Les enfants et la guerre* d'Antonio Faria de Vasconcellos la même année, *Nos petits pendant la guerre et nos grands*, de la comtesse de Duranty en 1916 : les exemples ne

manquent pas de ces ouvrages parus au cours de la première moitié de la guerre pour célébrer la participation des plus jeunes au conflit en cours. Sans même remonter à Bara et Viala, héros révolutionnaires remis au goût du jour par la III^e République, la chose n'est pas totalement nouvelle : les années 1871-1914 sont marquées par la publication de toute une veine de livres évoquant la participation des enfants à la guerre de 1870. Mais ces ouvrages destinés à la jeunesse sont alors des œuvres de fiction, présentées comme telles.

La Grande Guerre constitue de ce point de vue une véritable rupture : si des romans et des bandes dessinées mettant en scène des enfants sont toujours publiés, l'enfant-héros du conflit en cours n'est plus alors seulement un personnage de fiction mais de plus en plus une réalité dont s'empare la propagande. Les cas de Delalande, Dupuis ou Pichon doivent être compris ainsi, exemples bretons parmi une centaine d'autres recensés en France – dont une dizaine de filles –, célébrés par la grande presse comme par les feuilles locales.

L'intérêt porté à ces adolescents n'a qu'un temps : il n'est plus guère de mode de vanter les jeunes héros au-delà de 1915, sans que l'on puisse savoir si le phénomène s'est dès lors marginalisé ou si ce ressort de la propagande a perdu de son efficacité. Ceci contribue grandement à l'oubli dans lequel tombent la plupart d'entre eux.

Des héros oubliés

Que reste-t-il, dans la mémoire collective, de l'action de ces « enfants-héros » ? Soyons clairs : rien ou presque, même si leur participation au conflit ne s'arrête pas là, tant s'en faut. En effet, si leurs dossiers militaires ne disent rien de leurs aventures de 1914-1915, les fiches matricules de Paul Delalande et de Victor Pichon – il n'a pas été possible de retrouver celle de Louis Dupuis – révèlent qu'ils se portent à nouveau volontaires une fois en âge de le faire, en 1917. Le Rennais rejoint alors la Marine, peut-être « vacciné » de la vie des poilus qu'il a connue sur le front fin 1914. Matelot à bord du *Mirabeau*, il sert notamment en Méditerranée, ce qui lui vaut d'être décoré de la médaille commémorative d'Orient, de la médaille des Dardanelles ou de la croix du combattant. Démobilisé début 1919, il se rengage quelques mois plus tard, servant Outremer, jusqu'en 1937, dans les tirailleurs coloniaux ou les tirailleurs sénégalais, notamment à Madagascar. Le Malouin Pichon s'engage quant à lui, en sep-



Jean-Corentin Carré.

tembre 1917 au 25^e RI de Cherbourg. Il ne rejoint le front qu'au mois de mai suivant, combattant avec les 277^e et 119^e RI. C'est dans ce régiment qu'il est promu caporal en septembre 1918. Il n'est démobilisé qu'en octobre 1919, avec les plus jeunes classes, même si l'attribution d'une citation à l'ordre du régiment dès novembre 1917, alors qu'il n'a pas encore gagné le front, laisse entendre que sa hiérarchie a peut-être voulu mettre en avant ses actions de 1914-1915.

Redevenus des combattants parmi d'autres, le destin et la postérité de Delalande et Pichon sont très différents de ceux d'un autre jeune poilu breton, Jean-Corentin Carré.

Carré, le héros classique

Un monument au Faouët, sa commune d'origine, un collège à son nom dans le petit chef-lieu de canton, mais aussi une rue à Rennes : Jean-Corentin Carré est l'un des rares « enfants héroïques » dont le souvenir se soit perpétué jusqu'à nous.

Né en 1900, comme Delalande et Pichon, il a menti sur son âge pour s'engager dès 1915. Affecté au 410^e RI, constitué à Coëtquidan, il est rapidement promu caporal, puis sergent et adjudant, commandant alors les 50 hommes d'une section. Cité à plusieurs reprises, il passe dans l'aviation à la fin de l'année 1917, mais meurt après avoir été abattu en combat aérien en mars 1918.

Engagé volontaire à 15 ans, promu au feu, mort au combat à 18 ans à peine : Carré a tout du héros classique. Sans doute est-ce là l'un des ressorts essentiels de la pérennité de sa mémoire. Cela n'aurait probablement pas suffi cependant si, dès 1918, le conseil général du Morbihan ne s'était emparé du cas Carré, si, en 1919, André Fontaine, inspecteur primaire, ne lui avait consacré un ouvrage : « le plus jeune héros de la guerre », ainsi que le proclamait sans doute abusivement son titre, s'était dès lors mué en héros et modèle de l'école laïque ; en pleine guerre scolaire, dans ce département comme ailleurs en Bretagne, la chose n'était pas anodine.

Cibles d'une propagande visant à les englober dans l'effort de guerre à grands coups de romans, de périodiques illustrés ou de jouets guerriers, les enfants en deviennent aussi, très rapidement, des instruments. À Rennes, en Bretagne comme ailleurs. ■

PATRIOTISME ET HYGIÉNISME

La carte postale, outil de propagande

RÉSUMÉ > *Massivement diffusées durant toute la durée du conflit, les cartes postales deviennent un vecteur essentiel de la propagande militariste durant la Grande guerre. Même si elles n'occupent à cette époque qu'une place secondaire par rapport à la presse, il s'en est échangé entre 4 et 5 milliards en France en quatre ans. Les Rennais ont contribué, au même titre que les grands éditeurs nationaux, à leur impression et à leur distribution. Les messages de ces cartes postales exaltent tout à la fois les valeurs patriotiques et les principes hygiénistes de l'époque.*



TEXTE > **SOPHIE CHMURA**

Militaires en uniforme, régiments défilant au pas, caricatures de l'ennemi, chansons patriotiques, photos des tranchées mises en scène, ou des hopitaux de l'arrière... Le recours massif aux cartes postales durant la première guerre mondiale fournit un bon indicateur du climat militaire et politique de l'époque, en fonction des thèmes retenus pour les illustrer. Ainsi, à Rennes, les premiers mois du conflit voient se multiplier les cartes de propagande extérieures à la ville, stigmatisant l'ennemi, ainsi que quelques séries locales idéalisant la guerre et l'héroïsme du soldat pour mobiliser les esprits. Il s'agit d'occulter l'horreur, mais d'afficher les chefs, comme le général commandant de la 10^e Région militaire lors de son entrée dans Rennes (le plus souvent des clichés réutilisés d'année en année), et surtout d'exalter la Patrie, y compris en flattant le particularisme breton. Dans le style revancharde, les librairies rennaises, parmi lesquelles le Comptoir de la Carte Postale 17 rue de la Monnaie,



SOPHIE CHMURA est historienne de l'art et docteur en histoire de l'Université Rennes 2.

¹ Théodore Botrel, *Les chants du bivouac*, Paris, Pavot, 1915, p.201.

² Émile Morin, *Lieutenant Morin, combattant de la guerre 1914-1918*, Besan.

En chantant de Théodore Botrel, dédiée à son "ancien Régiment le 41^e de Ligne à Rennes".

proposent dès novembre 1914 des cartes des chansons de Théodore Botrel, notamment celles dédiées au 41^e régiment d'infanterie de la caserne Saint-Georges. Parmi les plus connues, *En chantant*, carte illustrée d'un portrait de fantassin en uniforme de 1870 et *Rosalie*, l'hymne à la baïonnette française devenue rose et vermeille « du sang impur des Boches¹ ». À leur manière, ces chansons illustrées entendent contribuer à la mobilisation des troupes, mais dans les faits, elles touchent surtout l'arrière. En effet, confrontés à l'épreuve du feu puis des tranchées, les combattants dénoncent bientôt le « bourrage de crânes ». D'après Émile Morin, celui qui l'éleva « à des hauteurs insoupçonnées jusqu'alors fut Théodore Botrel ; celui-ci s'honorait de l'amitié et de l'admiration de Maurice Barrès, qui avait écrit pour son livre *Les Chants des bivouacs* une préface où il notait avec satisfaction : « Millerand (Ministre de la Guerre, N.D.L.R.) a fait une jolie chose : il a chargé Botrel de se rendre dans tous les cantonnements, casernes, ambulances, hôpitaux pour y dire et chanter aux troupes des poèmes patriotiques. » En réalité, les Poilus « commandés de corvée de Botrel » auraient tout fait pour y échapper².

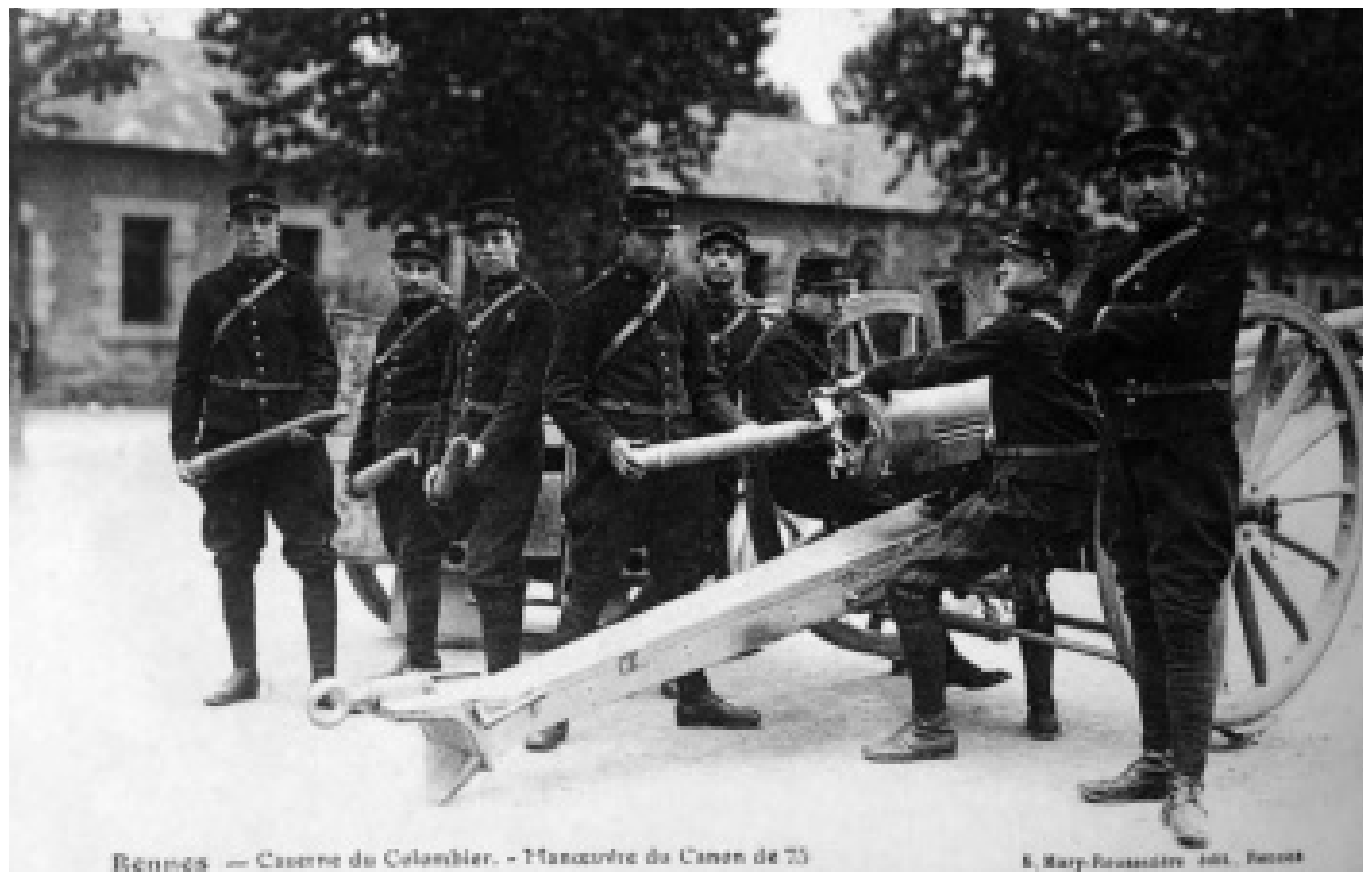
Apparition de nouveaux thèmes

Progressivement, ces cartes postales se transforment en illustrations aussi déconnectées des réalités du front que des préoccupations de l'arrière. La mobilisation des hommes, en s'inscrivant dans la durée, attise la quête d'informations des familles. Désormais, ce n'est plus le destin des « Grands de ce monde » qui passionne les foules, mais l'actualité du front sur lequel des proches sont mobilisés depuis de longs mois. Dès la fin de l'année 1915, au moment où l'opinion publique commence à éprouver l'installation dans la durée de la guerre, et où les lignes des tranchées rendent obsolètes les représentations traditionnelles du combat, les cartes de type « portrait de fantassin idéalisé » se raréfient, sans disparaître pourtant complètement. De nouveaux thèmes font leur apparition : le sort des blessés, les campagnes en faveur de la souscription des bons de guerre et des emprunts de la Défense Nationale ou la mobilisation



de l'arrière. Les cartes postales rennaises, notamment celles du libraire papetier Edmond Mary-Rousselière du 2 rue de Berlin (actuelle rue Edith-Cavell), enregistrent le déroulement des événements en les détaillant comme des reportages-souvenirs. Le message patriotique s'affiche clairement dans les légendes, mais aussi dans





COLLECTION PARTICULIÈRE

³ Carte postale « 134-Guerre Européenne 1914 / Notre canon de 75 / Le joujou si détesté des Allemands », phototype des frères Léon et Auguste Vasselier de Nantes, appréciés des libraires rennais pour leurs cartes postales de grande qualité.

⁴ Yann Lagadec, « Une ville supérieurement administrée, Janvier, le maire de la Guerre », in *Place Publique Rennes*, n°24, juillet-août 2013, pp. 73-78.

le choix des prises de vue comme dans leurs détails. Ces clichés donnent à voir l'effort de guerre rennais, tant par le développement de l'industrie d'armement que par la mise en place d'hôpitaux militaires auxiliaires. Le caractère total de la guerre est souligné par la puissance de l'artillerie française et le nombre important des saisies d'armes de guerre allemandes.

Le culte du canon de 75

La série *Guerre européenne 1914* vendue par Mary-Rousselière montre, entre autres, le matériel allemand déposé à l'Arsenal de Rennes. Une autre de ses séries, composée de vues prises dans les Casernes de Guines et du Colombier exhibe la pièce d'artillerie de campagne alors la plus plébiscitée par la propagande : le fameux canon 75 mm modèle 1897. Emblème de la puissance française, objet d'un culte des militaires et des

patriotes qui voyaient en lui une solution miracle à tous les problèmes du front, le « 75 » est présenté localement, comme le « joujou si détesté des Allemands³ ».

Hôpitaux auxiliaires, saisies de guerre : ces images classent Rennes parmi les principales villes de l'arrière. Ce qui ne devait sans doute pas déplaire à la municipalité de Jean Janvier, qui se singularise en Bretagne par une politique volontariste, qu'elle voulait exemplaire, qualifiée par Yann Lagadec de « municipalisme » ou de « dirigisme municipal⁴ ». Elle repose sur la création de multiples institutions, tel que le Comité central des secours de guerre, œuvre des secours hebdomadaires aux soldats convalescents, dont l'image est placée sous le contrôle de l'administration municipale : une série de cartes postales est mise en vente, chaque section posant devant le monument de l'Union de la Bretagne à la France inauguré par Janvier en 1911. Monsieur le



COLLECTION PARTICULIÈRE



COLLECTION PARTICULIÈRE

Ci-contre, à gauche, Œuvre des secours hebdomadaires aux soldats convalescents (section des soldats d'Afrique).

Ci-contre, à droite, Commission américaine de préservation contre la tuberculose - Croix rouge américaine.

Maire lui-même s'y fait photographier le 10 mars 1918, en compagnie du préfet Juilliard, du général d'Amade et des membres de la Mission américaine Rockefeller et de la Croix-Rouge Américaine⁵. Créée en 1913, la Fondation Rockefeller « pour le bien-être de l'humanité » avait proposé un plan antituberculeux à la France, accepté par le gouvernement en janvier 1917.

Conférences Rockefeller contre la tuberculose

Arrivée en mars 1918 à Rennes grâce aux efforts d'un proche de Janvier, le docteur Athanase Follet, président du Comité d'Ille-et-Vilaine d'assistance aux militaires réformés blessés de la tuberculose, l'équipe ambulante de la Rockefeller multiplie dans tous les quartiers de la ville, jusqu'au 1er avril, conférences, projections cinématographiques, expositions, affichages et distributions de cartes

postales, pour lutter contre trois fléaux : l'alcoolisme, la tuberculose et la syphilis⁶. Un journaliste du journal *Le Matin* témoigne : « Il y a de tout dans le spectacle : des films d'art et des films enfantins, [...] Vous riez ? Tant mieux. Ils riaient aussi les spectateurs des grandes conférences et des quarante petites causeries que, dans une seule ville, comme Rennes, la commission Rockefeller a portées de l'école à l'atelier, de l'atelier à l'usine. Mais pendant que ces braves gens se réjouissaient, la conviction, qu'une parole persuasive venait d'éduquer en eux, se cristallisait dans une image. À cet égard, l'homme est pareil à l'enfant : il croit à ce qu'il a vu. Les directeurs du « département international d'hygiène » de la fondation Rockefeller ont remarqué que la meilleure denrée ne se vendait qu'à la condition « de vous enfoncer ce clou dans la tête⁷ ». Les cartes postales distribuées, illustrées de dessins simples, mettent en scène des actes

⁵ Fig. 70 de la thèse d'Alexandre Bruno, *Contre la tuberculose, la mission Rockefeller en France et l'effort français*, 1925, p.141.

⁶ Richard (G.), *La Bretagne de L.-F. Céline*, Tusson, Du Lérot éditeur, 2013, pp. 37-61.

⁷ « La médecine propage par le spectacle les conquêtes du laboratoire », in *Le Matin*, 30 novembre 1918.



d'hygiène où les enfants servent d'exemples aux adultes. Certaines cartes rappellent les films projetés : ainsi, « Va-t-en ! Sale mouche » permet à chacun de se remémorer les préceptes inculqués dans le court-métrage de propagande contre les animaux transmetteurs de maladies « Craignez la mouche⁸ ». La presse avait annoncé que les habitants comprendraient « toute la noblesse et tout le désintéressement de cette assistance qui nous vient d'outre-mer, et qui n'a d'autre objectif que de sauver la race⁹ ». Les conférences types destinées aux adultes, après une ultime récapitulation hygiéniste, s'achèvent souvent sur des accents patriotiques : « Les batailles les plus décisives pour l'avenir d'une Race se livrent autour de ses berceaux.

Et leur sort est entre les mains des mères. Il serait criminel et stupide que cette terre de France, si largement ensemencée par vos souffrances, vos sacrifices et vos deuils demeure stérile par votre Faute¹⁰ », quand elles ne sont pas introduites par : « Aux armes ! Pas seulement contre les Boches, mais aussi contre la Tuberculose¹¹ ! ». L'adhésion au discours patriotique fait alors partie intégrante de l'effort de guerre rennais.

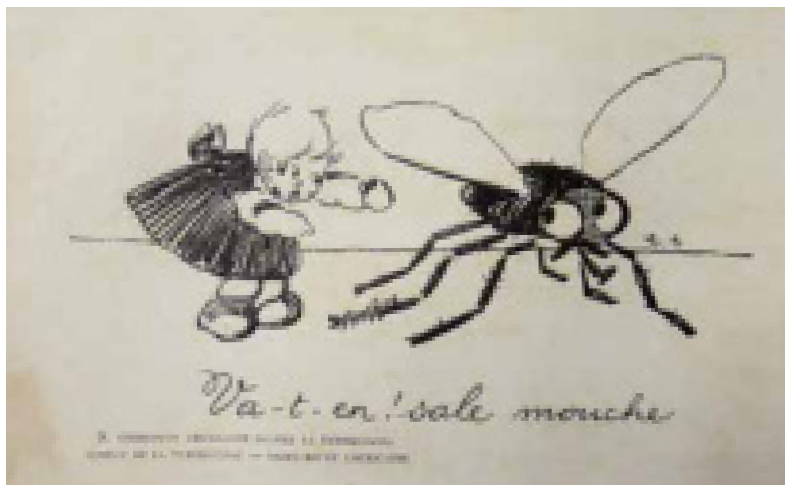
Mary-Rousselière, un éditeur prolifique

Si les sources sont peu nombreuses sur la propagande par l'image à Rennes entre 1914 et 1918, l'étude de quelques collections de cartes postales nous permet de saisir son ampleur. La liste des cartes postales éditées par E. Mary-Rousselière réunit au bas mot quatorze séries différentes portant sur la Guerre Européenne et ce, sur toute la durée du conflit. À noter qu'avec l'allongement de la durée des hostilités, les millésimes des légendes en caractères gras de Mary-Rousselière s'étalent de plus en plus : de la série *Guerre Européenne 1914* à celle de *Guerre Européenne 1914-15-16-17*, il est possible de sentir le désenchantement de l'éditeur, qui depuis 1916 freinait son activité et recyclait ses clichés de 1914 et de 1915, désillusion peut-être accentuée sur le plan personnel par l'échec des recherches pour retrouver son frère René, disparu à Bièvre, dans le Luxembourg belge, le 23 août 1916.

Edmond Mary-Rousselière est reconnu aujourd'hui comme le plus productif des éditeurs de cartes postales de Rennes et d'Ille-et-Vilaine, de la Belle époque à la Grande Guerre. Difficile de dire si les conséquences du conflit hâtèrent la fin de sa carrière, mais elles le furent, de fait, pour nombre d'éditeurs et de photographes rennais déclarés « Morts pour la France », comme l'éditeur René Warnet, libraire-antiquaire 7, rue Nationale ; d'autres abandonnèrent toute activité liée à la photographie et aux cartes postales après leur démobilisation, comme le photographe Charles Bailly. La guerre a mis fin à l'âge d'or de la carte postale photographique rennaise, celui des beaux phototypes et des séries documentaires de qualité ; en revanche, elle a offert d'heureux jours aux cartes postales illustrées satiriques et de propagande nationale... ■



COLLECTION PARTICULIÈRE



COLLECTION PARTICULIÈRE

Deux cartes de la Commission américaine de préservation contre la tuberculose.

Affiche de 1917
signée Georges Dorival
(1879-1968)
et Georges-Émile Capon
(1890-1980) pour
la Commission américaine
de préservation contre
la tuberculose.



⁸ Archives Pathé, CM 1762.

⁹ *Le Démocrate d'Ille-et-Vilaine*, 19-20 janvier et 23-24 février 1918.

¹⁰ *Devenir Céline*, Gallimard, 2009, pages 151-158, cité par Richard (G.), *Op. Cit.*, p.34.

¹¹ *Ouest-Éclair* Rennes, 22 mars 1918 : conférence de Selskar Gunn et Louis Destouches (futur gendre du docteur Follet, avant de devenir Louis-Ferdinand Céline en littérature) dans la salle de la Sainte-Famille 49, boulevard de la Tour d'Auvergne.



**UNE VILLE
EN TEMPS
DE GUERRE**

GARE EN GUERRE

L'indispensable
nœud ferroviaire rennais

RÉSUMÉ > *À la fois interface fonctionnelle entre le front et l'arrière, espace social, lieu de transgression ponctuellement, la gare a pris, au cours de la Grande Guerre, une importance qu'elle n'avait sans doute jamais eu depuis l'arrivée du chemin de fer à Rennes en 1857. Départ des régiments, arrivée des trains de blessés, centre névralgique du ravitaillement industriel pour l'effort de guerre : la gare connecte directement la capitale bretonne au fracas des tranchées.*



TEXTE > **YANN LAGADEC**

« La 6^e section de munitions embarque à la gare de Rennes (quai de Saint-Hélier) à 2 heures du matin » : c'est par ces mots que débute, à la date du dimanche 9 août 1914, le journal des marches et opérations (JMO) de cette unité qui dépend du 7^e régiment d'artillerie de campagne (RAC), l'un des deux régiments d'artillerie cantonnés à Rennes avant-guerre. C'est par cette même gare que transitent, par ailleurs, les trois régiments d'infanterie et celui de cavalerie que compte la ville – de l'ordre de 10 000 hommes. L'on imagine mieux, dès lors, « de quelle activité, de quelle énergie incessante le personnel des chemins de fer a dû faire preuve depuis le premier jour de la mobilisation », ainsi que l'écrit *L'Ouest-Éclair* dans son édition du 16 août 1914.

En l'espace de quelques jours en effet, la gare de Rennes est devenue le cœur et les poumons de la ville en guerre. Durant cinq années, jusqu'à la fin de l'été 1919, elle est une sorte de sas entre l'arrière et le front : le lieu par excellence des échanges entre une ville au destin certes tourmenté mais somme toute protégée

Ci-contre, une scène de ravitaillement gratuit en gare de Rennes.



des affres de la guerre et de ses destructions d'une part, d'autre part cet inconnu mortifère que constitue la zone dite « des armées ».

L'antichambre de la guerre

Le départ des régiments, à compter du 4 août, n'est que l'ultime étape d'un processus qui, préparé de longue date, a dans un premier temps conduit à la concentration à Rennes ou au transit par la ville de dizaines de milliers de réservistes et territoriaux – 30 000 à 40 000 selon *L'Ouest-Éclair*, de l'ordre de la moitié des mobilisés du département –, appelés à rejoindre leurs unités dès le 2 août, premier jour de la mobilisation.

Des voies « noires de monde », des « wagons bondés », dans lesquels l'on monte « indistinctement en première, deuxième, ou troisième classe », « jusqu'à douze et quinze personnes » dans chaque compartiment, des fourgons « envahis » : le grand quotidien rennais rend assez bien compte de l'ambiance qui put prévaloir dans les trois premiers jours d'août, alors que, dans le même temps, « les Rennais tenaient à saluer ceux de leurs concitoyens qui regagnaient leurs corps. À chaque départ de train, c'étaient des ovations patriotiques », rapporte le journaliste dont les propos ne peuvent malheureusement être illustrés d'aucun cliché.

Avec le départ pour les frontières des différents régiments rennais à compter du 4 août, les flux qui, jusqu'alors, pour l'essentiel, convergeaient vers Rennes, s'inversent. Le 24^e Dragons est le premier à partir, au matin du 4 août : « l'embarquement était prévu à 4 h 30 et à 4 h 30, suivant l'exacritude militaire, nous avons tous “nos places, nos billets pour Berlin” », rapporte un cavalier. « Et je vous garantis que c'est un train de plaisir. Personne ne pense aux pruneaux que quelques-uns devront digérer », précise-t-il. Suivent le 41^e RI le 5 août, le 241^e, son régiment de réserve, le 8 août, les 7^e et 50^e RAC, les états-majors du 10^e corps d'armée, de



1 - La gare de Rennes au début du 20^e siècle.

2,3 - Ravitaillement gratuit en gare de Rennes.

Dessin de Camille Godet,
"Embarquement gare de Rennes",
10 décembre 1917,
extrait de ses carnets
de dessins de guerre.
Voir le Portfolio page 88.

la 19^e division, de la 87^e division territoriale, enfin les « pépères » du 75^e régiment d'infanterie territorial, les derniers à partir le 13.

Une gare militarisée

En l'espace de quelques jours, la gare de Rennes, à elle seule, aura eu à constituer plus de 131 trains dits de concentration, partis suivant des dates et des horaires fixés à l'avance dans le cadre du plan de mobilisation, afin d'éviter accidents et embouteillages ferroviaires à proximité des frontières. Des dizaines d'autres trains y auront transité, en provenance de Brest, de Guingamp, de Saint-Brieuc, de Dinan notamment où d'autres régiments des 10^e et 11^e corps d'armée ont embarqué.

Parmi les artisans de cette prouesse, figure Jean Janvier, le maire de Rennes. Officier de réserve, il a été nommé commissaire militaire de la gare de la ville par décret du 3 juin précédent – au lendemain de la visite de Poincaré à Rennes : sans doute n'est-ce pas tout à fait un hasard. Il a depuis, du 15 au 17 juin, participé à un exercice avec des officiers du 4^e bureau de l'état-major de l'Armée en gare de Rennes. C'est donc tout naturellement que, dès le 1^{er} août, il rejoint son poste, « sans délai », écrit-il dans ses mémoires. « Cinq officiers, capitaines et lieutenants, [lui] étaient adjoints, ainsi que trois sergents-secrétaires et six soldats plantons, plus un poste de police commandé par un officier », précise-t-il.

Aux côtés des employés civils de la gare, ce sont ces militaires qui gèrent les flux ferroviaires, limités ou presque aux seuls convois au profit des armées. Jusqu'en fin de journée le 2 août, on accepte encore dans les trains « toutes les personnes munies de coupons de retour et regagnant leur domicile. Mais à partir de ce moment, le chemin de fer a été exclusivement utilisé par l'autorité militaire », rappelle *L'Ouest-Éclair* dans son édition du 3. Ce n'est qu'à partir du 10 que « les trains prennent des civils », ainsi que le titre le quotidien : quatre trains partent



alors chaque jour vers Paris, autant vers Saint-Malo ou Brest, deux vers Redon ou Châteaubriant, mais « les voyageurs doivent se faire inscrire d'avance aux guichets ». Au même moment, la Compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine dont les lignes, convergeant vers Rennes pour la plupart, ont joué un grand rôle dans les opérations de mobilisation, peut annoncer la reprise d'un trafic largement diminué par le départ d'une bonne partie de son personnel.

Durant toute cette période, les barrières des passages à niveau ont été maintenues baissées, afin de ne pas entraver les mouvements des trains militaires. La plupart de ces points de passages sont surveillés par des gardes-voies relevant de la garde civile mise sur pied, avec un inégal



succès dans le département, à compter de la mi-août. Les autorités militaires peuvent dès lors se consacrer aux nouveaux problèmes qui se présentent à elles.

Lorsque la guerre débarque en ville

À compter du 13 août en effet, alors que la guerre reste à distance, la gare est le lieu par lequel les Rennais vont pouvoir découvrir un certain nombre de ses réalités les plus dures. C'est ici que débarquent les blessés des combats des premiers jours, une trentaine d'hommes dont les quelques déclarations sont savamment reprises par la presse locale afin de rappeler combien la victoire est proche avec des combattants aussi valeureux... Après quelques semaines, l'on ne prendra plus guère la peine de signaler l'arrivée de ces convois : c'est par dizaines de milliers probablement que transiteront les blessés en gare de Rennes, justifiant la mise en place d'une Société de secours aux blessés militaires, à l'initiative de la Croix-Rouge locale. Œuvrant dans une équipe de brancardiers des Hospitaliers sauveteurs bretons, le jeune René Patay – maire de Rennes en 1944 –, encore adolescent, y découvre la guerre et ses horreurs : « comme je suis le plus souple et le plus mince », se souvient-il dans ses mémoires, « je dois ramper sous les brancards, mettant les mains dans le sang répandu, pour les décrocher des crochets du fond [...]. Lorsqu'il s'agit de fractures du fémur avec plaie ouverte remplie d'asticots, c'est un travail vraiment pénible pour tous ».

L'œuvre du ravitaillement gratuit en gare de Rennes est quant à elle fondée après l'arrivée des premiers convois de réfugiés belges en gare de Rennes, le 26 août 1914.

Ci-contre, article paru dans le *Nouvelliste*, le 18 septembre 1914

Ci-dessous, Prisonniers allemands faisant une route, à Saint-Jacques-de-la-Lande.

RENNES

Le Ravitaillement en Gare DES BLESSÉS ET CONVALESCENTS

On se serait trop attendu à l'attention publique cette œuvre touchante, si particulièrement utile, qui rend chaque jour d'appréciables services ! Elle permet, en effet, de procurer aux blessés convalescents ou réfugiés, qui poursuivent leur voyage, et aux invalides qui rejoignent leur corps, les boîtes, soupes légères, chocolats ou froissés, du lait, voire même de véritables repas substantiels.

C'est un « buffet gratuit » dans le service est assuré par l'incalculable dévouement des personnes qui ont bien voulu s'en charger : grâce à la caisse qui permet de renouveler les importants approvisionnements quotidiens (on a servi 2.000 soupes en un jour), elle est alimentée par la seule charité publique.

Chargée de recevoir les dons en denrées et vêtements des Rennais, elle s'installe dès le premier jour dans une des halles de la petite vitesse, bénéficiant de l'aide matérielle de la municipalité : Jean Janvier fait apporter par les services de la ville bancs, tables et vaisselle pour accueillir et nourrir les milliers de réfugiés qui vont y transiter au cours de l'automne 1914, en provenance de Belgique ou du nord de la France.

Les premiers prisonniers allemands qui y arrivent au même moment ou presque ne sont pas l'objet des mêmes attentions. Ils sont, il est vrai, proportionnellement assez peu nombreux à s'arrêter à Rennes : la plupart sont des blessés, soignés dans l'un des hôpitaux militaires de la ville. Les autres sont transférés vers les principaux camps des environs : Coëtquidan dont l'administration dépend du commandant de la 10^e région militaire, installé à Rennes, Vitré, Fougères ou Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine pour les officiers.

Renforts et troupes étrangères

À compter des mois de septembre octobre 1914, la gare de Rennes entre ainsi dans une nouvelle normalité, celle de la guerre. Son quotidien est dès lors rythmé par la juxtaposition de ses activités militaires et civiles.



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE - 4F135-2701

MUSÉE DE BRETAGNE



Carte de la Société de secours aux blessés militaires. Infirmierie de la gare de Rennes. Repas de soldats belges, des gendarmes à leurs côtés.

MUSÉE DE BRETAGNE



Infirmierie de la gare de Rennes. Évacuation d'un train de tirailleurs marocains blessés.





La gare de Rennes au début du 20^e siècle.

MUSEE DE BRETAGNE

Blessés et prisonniers y débarquent très régulièrement. Les renforts à destination des régiments au front, fort éprouvés au cours de l'année 1914, y convergent régulièrement, jeunes conscrits dont l'instruction vient de se terminer à l'arrière ou convalescents devant rejoindre leur unité après une blessure. Armandine Le Douarec, femme d'un avocat rennais mobilisé, écrit à son mari en janvier 1917 avoir vu en gare de Rennes « des pauvres gosses de vingt ans prêts à se diriger vers le front ». « On les empêchait de sortir de la gare », précise-t-elle. Et d'expliquer : « L'un d'eux désirait voir sa mère à Rennes. Pour lui rendre service, je file au 27 avenue de la Gare. Je tombe sur un vrai bordel. Je trouve à la première porte une citoyenne en peignoir élégant, en cheveux sur le dos et décolletée jusqu'au milieu de la poitrine de façon à faire voir ses seins » : la proximité de la gare engendre aussi la création ou le développement d'activités, des activités en tous genres.

La présence de l'arsenal génère quant à lui d'importants flux de marchandises : matières premières dans un sens, armes et surtout munitions dans l'autre. C'est aussi vers la gare ou ses dépendances que convergent une bonne part des denrées réquisitionnées par l'Armée,

céréales ou animaux tout particulièrement. Et ce n'est pas un hasard, bien évidemment, si c'est à proximité des voies que la ville de Rennes constitue, à l'initiative de son maire, un « parc à charbon » – d'ailleurs placé sous la garde des employés des chemins de fer – destiné à offrir à la population un combustible à moindre prix en municipalisant pour une part sa vente et en limitant ainsi les risques de spéculation.

Située sur la voie majeure Brest-Paris et, au-delà, le front, la gare de Rennes voit aussi le passage de nombreuses troupes débarquant dans le grand port du Ponant. C'est par là que transitent des divisions portugaises ou russes en 1916 par exemple, mais aussi et surtout la plus grande partie des troupes américaines à compter de l'été 1917. Ce n'est sans doute pas un hasard d'ailleurs si la plupart des dépôts américains du département se situent à proximité de Rennes, justement sur cet axe ferroviaire majeur : à Rennes même, où stationnent des unités du 314th infantry regiment, à Cesson, à Châteaubourg. Quant aux Sammies cantonnés à Coëtquidan, le curé de Chartres-de-Bretagne nous apprend qu'ils convergent en nombre vers Rennes et ses animations chaque fin de semaine, profitant de permissions de quelques heures.

La valse des permissionnaires

« Tu veux me surprendre au lit, viens vite ! », écrit Armandine Le Douarec à son époux en mai 1917, alors que celui-ci, officier au 241^e RI, doit revenir en permission à Rennes. « De Paris pour Rennes, tu as trois trains : un le matin à 7 h 30 et le soir à 8 h 15 et 8 h 27 », prend-elle soin de préciser.

À compter de juillet 1915, l'adoption de ce système des permissions – 7 jours tous les six mois en moyenne – redonne aux gares, et notamment à celle de Rennes, une place centrale dans l'économie des flux d'hommes mais aussi de nouvelles entre le front et l'arrière : l'on s'attend sur le quai, l'on se raccompagne aussi, au bout d'une semaine trop rapidement passée. Pour ces raisons mêmes, elles deviennent l'un des hauts lieux de la protestation contre la guerre : dès décembre 1916, Julien Chopin, artilleur originaire de Boistrudan, au sud-est de Rennes, décrit le moral des poilus comme « très bas et ils ne se privent pas pour le crier dans les gares. Si vous aviez entendu la séance de Rennes. Jusqu'à "Vive les Boches" qu'on entendait de tous côtés ». « On n'en avait tout de même pas vu autant », conclut-il.

À la fin du printemps et au début de l'été 1917, alors que les mutineries se développent en arrière du front, dans l'Aisne et en Meuse, le mouvement se répand le long des grandes lignes de chemin de fer. Il revient entre autres au commissaire divisionnaire de Rennes et à ses hommes de surveiller les « graves désordres » qui se produisent dans les trains de permissionnaires qui convergent vers la ville depuis Redon ou Saint-Brieuc. Les incidents les plus graves ont lieu fin juin début juillet 1917 : Julien Chopin, au retour d'une nouvelle permission, décrit des « disputes entre poilus et cognes » – les gendarmes – en gare de Rennes, des « bris de carreaux » par certains qui, « comme ils étaient en première, en ont brisé pour des sous ». Le mouvement perd rapidement de son ampleur cependant, notamment après la fermeture de certaines gares au public. Le 6 juillet, le commissaire rapporte que si « les départs de permissionnaires sont toujours bruyants, on ne constate plus la surexcitation ni l'agitation antérieures ».

Gare et sortie(s) de guerre

Lieu symbolique de l'entrée en guerre, la gare est aussi celui où vient se clore, à compter de novembre 1918, la douloureuse parenthèse ouverte en août 1914.

À partir de début décembre, le retour d'Allemagne des premiers prisonniers de guerre français est l'occasion de modestes cérémonies auxquelles Jean Janvier, maire de Rennes, assiste, ponctuellement, à l'arrivée d'un convoi plus important. La première venue en France de Woodrow Wilson ne permet pas d'organiser les cérémonies que l'on avait envisagées. C'est certes en train que le président américain, qui a débarqué à Brest la veille, quitte le port pour Paris le 14 décembre dans la journée, après deux jours de festivités. Mais, alors qu'il est accueilli triomphalement en gare de Morlaix et de Plouaret par exemple, dans des gares pavoisées où la population locale se masse, son passage par celle de Rennes fait pâle figure : il n'y arrive en effet qu'au milieu de la nuit. Dans une gare surveillée par gendarmes français et policemen américains, les « spectateurs parlent bas en rôdant autour des mystérieux salons » du train présidentiel, rapporte un journaliste de *L'Ouest-Éclair*, comme déçu de la discrétion de ce passage : « on dirait qu'ils ont peur de réveiller l'hôte illustre », conclut-il.

L'accueil des trois bataillons du 41^e RI, fin août 1919, prend une tout autre dimension. Certes, « les trains arrivent avec un retard déconcertant », note *L'Ouest-Éclair* du 30 août, 8 heures pour le premier, près de 24 pour le second, bien loin de la ponctualité soulignée par le journal en août 1914. Mais la réception organisée en gare même de Rennes est « débordante de joie, de gaieté et de cordialité ». Peu après minuit, les poilus regagnent la caserne Mac-Mahon, « tambours battant, clairons sonnant ». La gare retrouve alors son calme. La guerre est bien finie.

À la fois interface fonctionnelle entre le front et l'arrière, espace social, lieu de transgression ponctuellement, la gare a pris, au cours de la Grande Guerre, une importance qu'elle n'avait sans doute jamais eu depuis l'arrivée du chemin de fer à Rennes en 1857. Le conflit en a fait, notamment pour les jeunes hommes, le cœur d'une nouvelle culture de la mobilité qui en garde durablement la marque. C'est en gare de Rennes que l'on accueille les convois ramenant les corps de soldats rendus à leur famille, à partir de 1921 surtout. C'est aussi de la gare de Rennes que partent nombre de pèlerinages d'anciens combattants, contribuant à conserver au lieu ses rapports singuliers avec les années de guerre. ■

ARSENAL

Des obus de 75 aux portes de la ville

RÉSUMÉ > *Pièce maîtresse de l'effort de guerre, l'arsenal de Rennes emploie jusqu'à 14 000 salariés lors de l'armistice. Parmi eux, de très nombreuses femmes, les « munitionnettes », qui fabriquent les fameux obus de 75. La manière dont l'arsenal traverse la guerre illustre parfaitement la condition ouvrière dans une ville de l'arrière, avec ses tensions, ses revendications sociales et ses exigences industrielles.*



TEXTE > **JÉRÔME CUCARULL**



JÉRÔME CUCARULL
est docteur en histoire,
enseignant et consultant.

Depuis sa création sous la Révolution, l'arsenal de Rennes a toujours vécu au gré de la politique militaire nationale. Après la défaite de 1870, le site est réaménagé et rationalisé notamment pour la circulation des productions par voie ferrée. Puis dans les années 1890, il participe à l'effort de réarmement fait par la France en prévision d'un conflit avec le rival allemand. On y fabrique alors à la fois des trains d'artillerie, des pièces de harnachement et des projectiles pour l'artillerie.

Depuis les années 1850, le site est divisé en deux : l'arsenal-ville occupe le site historique entouré par la ville en extension. La Courrouze, espace situé à l'écart de l'urbanisation, accueille les activités dangereuses liées au stockage et au chargement des obus en explosifs.

L'entrée en guerre en août 1914 confère à cet établissement une place essentielle dans la production d'armement pour le front. Cependant, ce n'est pas la seule entreprise à participer directement à l'effort de guerre à Rennes, même si elle est de loin la plus importante. Parmi les 25 entreprises rennaises qui sont concernées



MUSEE DE BRETAGNE

Les femmes étaient chargées du tri des douilles déjà utilisées, et qui devaient être rechargées.

à des degrés divers, on peut citer la Fonderie Thuau qui fabrique obus et grenades, l'usine à gaz qui recycle les douilles d'obus et Daisay confection qui fournit des chaussures, de l'habillement et de l'équipement aux poilus (située 44, Boulevard de Chézy, à l'emplacement de l'actuelle école d'architecture).

La croissance des installations

Dans la première moitié du conflit, de 1914 à 1916, les autorités se contentent d'agrandir les installations existantes, comme l'atelier de chargement en mélinite, et d'y développer la force motrice. Les effectifs explosent littéralement, atteignant 9 300 salariés en 1916, contre 1 300 ouvriers avant le déclenchement des hostilités.

La prolongation du conflit et l'accroissement des besoins des armées imposent, à partir de 1916, l'extension et le renforcement des installations.

De nouveaux terrains sont acquis pour y construire des ateliers et des magasins répondant aux besoins accrus de fabrication et de stockage : à l'arsenal-ville,

la ville cède à l'armée l'ancienne caserne de l'arsenal. En février 1916, on décide sa démolition et l'occupation du terrain par des ateliers de production. Diverses acquisitions portent la superficie de son enceinte à un peu plus de 12 hectares.

Sur ces terrains sont édifiés une douillierie mécanique abritant 15 presses assurant une production quotidienne de 1 000 douilles de 75, et différents magasins. De cette époque datent également la construction d'un nouvel atelier de chargement en explosif, d'ateliers de confection et de réparation de caisses à munitions, l'extension d'un atelier de chargement en mélinite fondue, l'édification d'un atelier permettant la réfection de 60 000 douilles de 75 et 5 000 douilles de 105 par jour.

La superficie de la Courrouze est alors portée à 55 hectares. D'importants magasins et hangars représentant une surface couverte de plus de 20 000 m² y sont construits pour recevoir les matières premières et les produits fabriqués. On y emploie des femmes à charger les obus à la mélinite, une poudre explosive



de couleur jaune, très toxique. Ces fameuses « munitionnettes » sont 2 748 en avril 1916, selon les registres de l'Arsenal, le double (5 516) en août 1918. Un salaire élevé, de l'ordre d'un franc par jour, fait un peu oublier la dangerosité du travail : « peu à peu, leur peau se colore en jaune, mais il suffit de boire plusieurs litres de lait par jour et tout risque d'intoxication est écarté », rapportent les chroniqueurs de l'époque. En même temps, un terrain de plus de 11 hectares est acquis à la Basse Maltière, pour le stockage de poudres et explosifs. Treize magasins à poudre y sont aménagés dans des alvéoles merlonnées et une voie ferrée est établie pour assurer la liaison de cette poudrière avec la Courouze.

Cet agrandissement s'accompagne d'expropriations et de protestations à l'égard des méthodes employées par l'armée vis-à-vis des locataires. L'investissement est à la

hauteur des enjeux. On installe par exemple des étuves pour le séchage des caisses de 75 revenant du front.

Stratégique voie ferrée

L'extension et l'intensification de l'activité de l'arsenal amènent à repenser l'organisation autour des voies ferrées. Dès 1916, il s'avère nécessaire d'améliorer et de développer le réseau ferroviaire pour assurer le triage de la centaine de wagons arrivant ou partant chaque jour de l'Établissement, leur déchargement et le renvoi des productions au front. Un service spécial, la Direction des transports, centralise toutes les opérations, avec un capitaine à sa tête. 36 agents sont nécessaires pour faire fonctionner l'ensemble, de jour comme de nuit. Les rôles sont alors bien définis. Les terrassements sont exécutés par les soins de l'Administration de la Guerre,

À l'arsenal, des munitions et des armes allemandes récupérées sur les champs de bataille sont entreposées (arbalète, lance-grenade, fusil Mauser, obus).



ECRUI/FRANÇOIS BRUSSI EDOUARD - SPA 13 D 1546

les voies et appareils sont posés par le 3^e Génie et la Compagnie de l'Ouest fournit le matériel de voie, et procède à la pose des appareils, à l'installation des postes, signaux et enclenchements, ainsi qu'à la modification des installations existantes.

Explosion des effectifs

Pour faire face à l'explosion de la production et compenser les départs des mobilisés, de nombreuses embauches sont effectuées. L'effectif atteint 12 876 salariés en mars 1917 et 14 439 en août 1918. Le manque de main-d'œuvre qualifiée revient comme un leitmotiv durant les premiers mois de la guerre et l'arsenal passe ses annonces dans *L'Ouest-Éclair* pour recruter des ouvriers spécialisés. Il est donc facile de s'embaucher, comme le fait Charles Tillon à 17 ans en 1914 : « il en fallait des canons, des munitions. On embauchait à l'arsenal, à gros salaires, pour des journées de 12 heures. Je redevins ajusteur de précision », écrit le futur député communiste.

Si les besoins immédiats expliquent l'embauche de 1 028 femmes pour le seul mois d'août 1914, le chiffre se stabilise entre 2 et 300 et même beaucoup moins en 1915. En juin 1917, les effectifs s'élèvent à 12 876 personnes. Les femmes représentent alors 35 à 38 % des effectifs selon les moments. Toutes les femmes sans exception sont « usineuses » sans qualification et 69 % des hommes sont des manœuvres. En juin 1917, les manœuvres représentent 59 % des effectifs des civils hommes. Pour relier la Courrouze à la ville, un service de tramways est mis en place. En mai 1918, entre 1 heure et 19 heures, 36 motrices et 34 remorques circulent.

Coloniaux et cosmopolitisme

Pour faire face au manque de main-d'œuvre et ne pas trop ponctionner sur les régiments dont on a tant besoin au front, alors qu'on lutte contre les « planqués », on va faire appel aux « travailleurs coloniaux ». Il s'agit en fait de Tunisiens, qui seront jusqu'à 2 000 sur le site de l'arsenal. 1 000 Italiens semblent également incorporés sous la même dénomination.

L'appel aux « chinois », qui a marqué la mémoire du site, est cependant anecdotique. Ils apparaissent dans la deuxième quinzaine de septembre 1916, ne seront jamais plus de 200, et ils sont tous repartis fin décembre. Les étrangers sont présents dans la ville. Un grand nombre de réfugiés belges viennent s'y installer et ils participent



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE - H 141 - 1

à la production de guerre. La plupart sont embauchés à l'arsenal. En dehors d'eux, il y en a peu mais ils mobilisent l'attention des autorités. Ce cosmopolitisme met les Rennais au contact d'une altérité qui les déstabilise. Cela explique des actes de défiance, pouvant aller jusqu'au rejet, qui traduisent une incompréhension d'ordre culturel et une exaspération par rapport aux contraintes de la situation de guerre.

Pour héberger les 2 000 travailleurs coloniaux et étrangers, et éviter qu'ils ne viennent perturber la vie locale, deux camps sont bâtis, le Camp de Verdun de 3 hectares comprenant 41 bâtiments représentant une surface couverte de 8 750 m², et le Camp de la Marne (5 hectares, 25 baraques représentant une surface couverte d'environ 7 000 m²).

Des conditions de travail difficiles

La durée du travail est de 10, 11 et 12 heures suivant les ateliers. La dure condition des femmes travaillant à l'arsenal a été rapportée par un article de la féministe Louise Bodin dans le journal *La voix des femmes* en 1917 : « vous ne vous êtes donc jamais donné la peine d'aller vous promener du côté de l'arsenal à l'heure où l'équipe de jour remplace l'équipe de nuit ? Oh ! Je sais, le quartier n'est ni beau, ni tentant et votre robe y serait déplacée. Vous n'avez pas vu le visage flétri, précocement vieilli de la plupart des femmes qui entrent à l'arsenal ou

L'arsenal de la Courrouze, avant l'explosion de 1917.



Hospices civils de Rennes

*État nominatif
des blessés hospitalisés à l'Hôtel Dieu, victimes
de l'accident survenu le 1^{er} Février 1917
à la Courrouze*

N ^o ordre	Nom de l'États	Âge au jour de l'accident	Adresse de l'États	Observations
1	M ^l Bénéfict	47 ans	17, rue d'Orléans	Blessé, très grièvement, les membres, le bras, et une des deux jambes et fémur.
2	M ^l Lefèvre	45 ans	17, rue d'Orléans	Collationné, et avec la main droite et fémur.
3	M ^l Joubert	41 ans	17, rue d'Orléans	Blessé, très grièvement, les membres et le crâne, et de plus, et que la main droite et fémur.

Extrait de la liste
de blessés de la Courrouze,
suite à l'accident
du 1^{er} février 1917.

qui en sortent, et leurs expressions de lassitude ? Vous n'avez pas vu leurs bottines usées, leurs jupes et leurs corsages rapiécés, et le seul châle de laine qui couvre leurs épaules par les plus grands froids. Vous ne vous êtes jamais informées de leurs salaires réels. Vous ne savez donc pas qu'après huit heures du travail le plus dur et le plus épuisant, elles vont rentrer chez elles dans leur mansarde, au cinquième des maisons dont vous habitez les confortables étages inférieurs. (...) Les ouvrières de l'arsenal s'en vont chaque nuit dans la pluie, dans la boue, dans le froid, tandis que vous dormez encore bien douillettement enfouies dans la tiédeur de votre lit ». Elle traduit ainsi la « fraternelle sympathie » qu'elle ressent pour ces ouvrières.

Grèves et mouvements sociaux

Avant la guerre, l'arsenal était, avec la gare, le bastion ouvrier de la ville. La CGT veillait au grain sur le maintien des conditions de travail d'une élite ouvrière. Il semble que dans un premier temps les nécessités de

la guerre amènent un répit et aucun mouvement social n'est évoqué par les autorités.

Mais en 1917, au moment où les soldats du front manifestent leur découragement, le mécontentement se fait jour à l'arsenal. Une grève a lieu du 5 au 9 juin. Les femmes sont en première ligne et elles se mettent toutes en grève, contrairement aux hommes qui, redoutant davantage les sanctions, ne sont que 12 % à y participer.

Les revendications sont multiples, reprenant à la fois des mots d'ordre syndicaux généraux et certains plus spécifiques. L'exaspération par rapport à la guerre apparaît dans les slogans proférés par les ouvrières le 6 juin : environ 2 500 demandent « le renvoi au front des « Sidis » (tunisiens), pour permettre le renvoi à l'arrière de leurs maris ». Elles se rendent à l'école de la rue d'Échange en chantant « C'est nos maris qu'il nous faut ». Elles réclament également l'application de la semaine anglaise sans diminution de salaire ; l'unification et l'augmentation des salaires avec une indemnité de cherté de vie de 1 franc 50 par journée de travail et l'augmentation de 40 % pour la rétribution du travail de nuit.

Les choses se passent dans le calme. L'étroite collaboration entre les autorités et les syndicats permet d'éviter tout dérapage. Mais la tension commence à monter quand la grève, qui ne concernait au départ que les ouvriers de l'arsenal-ville, se développe à la Courrouze. Puis les femmes tentent d'étendre le mouvement aux autres usines produisant pour la guerre : 209 ouvrières de l'usine à Gaz et 168 de la Fonderie Thuau rejoignent les rangs des 4 600 ouvrières de l'Arsenal.

La Direction de l'arsenal montre une certaine ouverture d'esprit par rapport aux revendications des grévistes. Mais les militaires reprennent rapidement la main. La Garnison de Rennes est renforcée par une section de mitrailleuses et 500 hommes provenant des Camps de Coëtquidan et de La lande d'Oué. Les usines commencent à être gardées par des militaires et des gendarmes pour éviter la propagation du mouvement. On va frôler la catastrophe car l'armée a mis en place une batterie de mitrailleuses prête à servir, et seule une intervention énergique du Préfet l'oblige à se retirer.

La négociation permet la fin de la grève. Les salaires augmentent et une indemnité de vie chère (par jour de travail) est versée. Cette victoire va avoir un effet boule de neige puisqu'elle a provoqué dans toutes les industries locales des augmentations de salaires identiques à celles



ECPA/FRANCE/BRUSSY EDOUARD - SPA 15 10 1995

Palettes d'obus stockées à l'arsenal.

de l'arsenal. Elle a également renforcé la situation et l'autorité des syndicats professionnels qui ont fait preuve de responsabilité dans ce contexte particulier.

En 1918, on voit ressurgir le mécontentement des ouvrières par rapport à leur salaire, du fait de la diversité des situations. Dans le service de la Cartoucherie-confection, certaines ouvrières travaillent à la journée, d'autres sont aux pièces. Il y a une volonté d'équité face aux salaires aux bases variables. Une certaine tension demeure donc dans les ateliers.

Décroe des effectifs

Le 11 novembre 1918, il y a 13 912 ouvriers à l'arsenal. Après la signature de l'armistice, la baisse des effectifs est progressive. Début décembre, plus de 4 000 ouvrières ont quitté l'atelier. Les groupes de travailleurs coloniaux et italiens sont rapatriés entre janvier et mars 1919. Espérant maintenir une activité de réparation de wagons, le 28 février 1919, l'Atelier de Construction occupe encore 4 763 ouvriers, mais les effectifs baissent rapidement. En

mai, on ne compte plus que 2 500 ouvriers et en 1920, il n'y en a plus que 1 750 ou 1 800, ce qui correspond à la situation d'avant-guerre. On régularise après coup des situations issues de l'accroissement anarchique et rapide de la première guerre mondiale. Un certain nombre de terrains non utilisés sont revendus et plusieurs dizaines d'hectares sont mises en location. Ce n'est qu'en 1938 que l'activité s'accéléra à nouveau. Comme un signe annonciateur des orages à venir. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

- Ouvrage collectif, *L'arsenal de Rennes de 1793 à nos jours. De l'histoire industrielle à la naissance d'un quartier*, Les éditions de Juillet, Saint-Jacques-de-la-lande, 4^e trimestre 2012, 258 pages.
- Jérôme Cucarull, *Sous la Courrouze, la mémoire de l'arsenal de Rennes, Place Publique*, n° 8, novembre-décembre 2010, p. 69-75.
- Jérôme Cucarull, *Grève des obus. Les revendications sociales à l'arsenal de Rennes durant la Première Guerre mondiale*, Gavroche, n° 156, octobre-décembre 2008, p. 10-13.

DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

La Grande Guerre des Rennaises

RÉSUMÉ > *Cultivatrices, infirmières, ouvrières... Entre 1914 et 1918, les Rennaises sont sur tous les fronts de l'arrière, des champs aux hôpitaux, en passant par les usines. Le bouleversement social engendré par la guerre se traduit par une prise de conscience politique des femmes, qui se battent pour une meilleure reconnaissance dans un monde dominé par les hommes. Des luttes incarnées notamment par journaliste rennaise Louise Bodin.*



TEXTE > **DIDIER GUYVARC'H**



DIDIER GUYVARC'H est historien. Il a enseigné l'histoire contemporaine à Nantes et à Rennes. Ses travaux portent sur l'histoire et la mémoire des représentations de la Bretagne. Il est l'auteur, avec Yann Lagadec, de l'ouvrage *Les Bretons dans la Grande Guerre* (PUR, 2013).

En 1914, Louis Roger, prix de Rome, propose à la Ville une esquisse pour le décor de la salle des mariages de la mairie. Une scène de la vie rurale représente la famille idéale : l'homme rentrant du travail est accueilli par ses trois enfants alors que la mère l'attend sur le seuil de la maison. La guerre diffère l'exécution du projet, mais ne le change pas. Le foyer modèle, fondé sur une division traditionnelle du genre, est proposé à tous les jeunes mariés rennais. Quatre années de modifications des rôles sociaux des hommes et des femmes paraissent s'effacer devant le temps long.

Sur le front de l'arrière

La mobilisation massive des hommes de 18 à 47 ans perturbe la vie de toutes les Rennaises qui partagent la même angoisse dès l'annonce des premiers morts en août 1914. Si l'inquiétude est le lot commun, elle

n'abolit pas les différences sociales. Marguerite Patay, dont le mari médecin et les deux fils sont au front, peut s'engager comme infirmière bénévole ; l'épouse de Jean-Marie Lehagre, cultivateur aux Robinardières à Saint-Grégoire, doit faire face seule aux travaux de la ferme alors qu'elle attend son premier enfant. Dès le 5 août 1914, l'État fait voter une loi octroyant une allocation journalière de 1,25 franc aux familles de mobilisés. Cette décision est un moyen de préserver l'ordre social et une sorte de contrepartie financière à l'appel lancé aux Françaises le 7 août par René Viviani, président du Conseil : « Debout, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la patrie, remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille ». La nécessité, et peut-être l'adhésion aux propos du père de l'Union sacrée, incitent les Rennaises à répondre massivement à cette mobilisation pour l'effort de guerre.

L'urgence est d'assurer le ravitaillement en vivres du front et de l'arrière. Rennes, qui compte encore dans ses limites communales près de 300 exploitations agricoles, est concernée. Les femmes ont toujours travaillé, particulièrement à la campagne : 42,4 % d'entre elles étaient recensées comme actives en Ille-et-Vilaine en 1911 ; en cet été 14, il s'agit de pallier la pénurie de bras et de faire face au départ du chef d'exploitation. La production agricole ne s'effondre pas, mais la demande devient supérieure à l'offre, les prix augmentent. L'image des cultivatrices est alors ambivalente. Elles sont encensées comme le fait *Le Bulletin de Vern* : « Nos courageuses fermières sont dignes de leurs maris. Elles dirigent et exécutent les travaux des champs avec une inlassable énergie ». Mais elles sont aussi perçues comme des « profiteuses de guerre », cumulant bénéfices et allocation de l'État.



Infirmières dans une salle de blessés de l'hôpital temporaire n°4, à l'école Saint-Vincent.

Le travail agricole féminin n'est pas une nouveauté de la guerre et, si à la campagne l'autonomie de décision des femmes trouve à s'exprimer, elle est réduite par les consignes que les maris mobilisés donnent par courrier ou, à partir de l'été 1915, lors des permissions accordées pour les grands travaux agricoles. En revanche, prendre soin des blessés, s'occuper des nombreux mutilés est un horizon nouveau, hormis pour quelques religieuses. Loin du front, Rennes accueille les blessés de la zone des combats. Dès le 12 août 1914, 3 675 soldats sont hospitalisés dans la ville. Au cours de la guerre, une trentaine d'établissements peuvent soigner 13 000 malades. Rennes est le grand centre médical régional. Les nombreuses infirmières, recrutées le plus souvent par une des trois sociétés d'assistance de la Croix-Rouge, sont issues de milieux aisés. Au plus près des hommes d'origines sociales et de nationalités différentes, leur travail est l'occasion d'une ouverture sur le monde. C'est peut-être la crainte d'un affranchissement moral qui explique le discours dominant de la presse à leur endroit.

L'image construite est celle de « l'ange blanc », de la soignante dévouée, consolatrice, rôle attesté par les nombreuses lettres de remerciement des poilus publiées par les quotidiens d'Ille-et-Vilaine. Cette représentation de la femme charitable, maternelle, renvoie ces laïques bénévoles au modèle de la femme catholique, gage supposé de rigueur et de fidélité.

Munitionnettes et mouvement social

La rupture semble plus forte quand les femmes remplacent les hommes dans leurs bastions professionnels comme la métallurgie. L'insuffisance de l'allocation journalière et les besoins de main-d'œuvre de l'industrie d'armement se conjuguent pour expliquer l'arrivée des femmes dans cet univers masculin. L'arsenal est alors le principal employeur. En 1914, son effectif est de 1 300 ouvriers ; en février 1917, il est de 12 700, dont 4 200 femmes qui sont alors employées dans la douillerie créée en 1916. En 1918, elles sont 5 100 à produire des munitions pour le canon de 75



L'effort de guerre,
de Victor Prouvé.

Une femme nourrit sa basse-cour ; un vieil homme, la faux sur l'épaule rentre de la moisson alors qu'un chariot de foin pénètre dans la ferme. Ce dessin sera utilisé pour une affiche de propagande en 1918. Un texte sur l'effort paysan accompagne l'illustration "Terre cultivée, Terre nourricière".



(voir page 46 l'article de Jérôme Cucarull à ce sujet). Elles sont employées aux côtés d'ouvriers originaires des colonies. Leurs conditions précises de travail sont mal connues, mais plusieurs indices donnent à penser qu'elles sont difficiles. Le 18 mai 1918, *L'Ouest-Éclair* utilise pour la première fois l'expression « munitionnettes »... dans une publicité vantant les vertus d'un onguent pour soigner les maux de pieds des ouvrières ! Le travail peut s'avérer dangereux : le même journal titre le 2 février 1917 : « Une explosion à la Courrouze » et fait état de 3 morts et 26 blessés. Le bilan est plus lourd : 7 décès et 28 blessés dont 20 femmes. Le 5 juin, alors que l'ensemble du pays traverse une crise morale, 2 500 ouvrières de l'arsenal de Rennes se mettent spontanément en grève. Elles réclament une augmentation de salaire, plus de considération de la part du personnel masculin d'encadrement ainsi que le retour de leur mari et le départ des « sidis », les travailleurs tunisiens. Le 7 juin, les responsables syndicaux, des hommes, interviennent pour encadrer ce mouvement qui leur échappe. L'accord est conclu le 9 : les salaires des femmes augmentent de 35 %, ceux des hommes de 20 % ; l'écart se réduit, mais demeure. Cette grève de l'arsenal,

qui a réuni 4 500 femmes, a surpris et inquiété le préfet qui a réglé l'affaire « entre hommes ». Le 16 juin 1917, il rend compte de son action au ministre de l'Intérieur : « La grève a été prise en mains, à ma demande, par les syndicats et la Bourse du travail qui l'ont maintenue dans les limites raisonnables ».

L'armistice et la sortie de guerre paraissent justifier le tableau du peintre Louis Roger : tout paraît redevenir comme avant. Du 1^{er} novembre au 31 décembre 1918, la direction de l'arsenal procède à 4 556 radiations : 4 000 concernent des ouvrières ; 600 se présentent à l'office de placement. En décembre, 150 anciennes munitionnettes ont un emploi de femme de ménage, 100 sont placées à Paris par l'office. Cependant, si les rôles sociaux du féminin et du masculin paraissent revenir à leur partition traditionnelle, la guerre a entrouvert les possibles pour les femmes, a posé des questions d'avenir.

Mode, mœurs et politique

Le desserrement de l'emprise familiale durant la guerre est perceptible dans l'expression des apparences. Nombreux sont les rappels à l'ordre d'hommes, déte-

nant l'autorité, contre les femmes sensibles à la mode. Le 29 mai 1915, *La Semaine religieuse du diocèse de Rennes* dénonce « ces échancrures, inconvenables, immodestes et ridicules qui n'ont que trop vécu ». La même année, une circulaire du médecin-inspecteur de la 10^e région militaire rappelle « aux dames et aux jeunes filles des services hospitaliers qu'une tenue discrète et simple n'exclut pas l'élégance et, en tout cas, fera ressortir les qualités de dévouement beaucoup mieux que des soieries voyantes, des bijoux de prix ou des cols trop peu montants ». Le 25 avril 1916, *Le Nouvelliste de Bretagne* tonne contre « des femmes, des mères, des sœurs de ces hommes au front, qui se pavent et s'affichent en des toilettes de carnaval » ; le même, le 14 août 1918, dénonce « les corsages de couleurs criardes et à peine agrafés ». La répétition de ces mises en garde tend à montrer que certaines femmes ont pris la liberté de décider de leur apparence.

Au-delà de cette liberté, la guerre pose la question de l'égalité civique des femmes qui ont fait la preuve de leur capacité à remplacer les hommes. Bien avant la fin du conflit, les deux grands quotidiens rennais ouvrent leurs colonnes au débat sur le droit de vote féminin. *Le Nouvelliste de Bretagne*, émanation du catholicisme traditionaliste, se déclare dès le 28 mars 1915 favorable au droit de vote des veuves, le « suffrage des morts » de Maurice Barrès. Son grand concurrent, *L'Ouest-Éclair*, tenant de la démocratie chrétienne, est lui hostile au vote féminin. Cependant, tous deux attestent la prégnance de la question en enquêtant auprès de leurs lecteurs, *L'Ouest-Éclair* en février et mars 1918, *Le Nouvelliste de Bretagne* en mai et juin 1919. Ce dernier organise même, pour ses lectrices, un référendum : elles se déclarent majoritairement favorables à cette possibilité d'expression politique.

L'engagement de Louise Bodin

La guerre serait-elle alors un accélérateur de la conscience politique ? Orphelines, veuves, fiancées pour la vie, chefs d'exploitation à titre précaire, « anges blancs » ou munitionnettes, les Rennaises ont subi elles aussi les effets des orages d'acier et du fleuve de sang. Quelques-unes ont pu mettre des mots sur ce grand choc affectif, ont pu tirer de cette confrontation avec le tragique des raisons d'agir et de donner un autre sens à la vie. La guerre fut ainsi décisive pour Louise Bodin. Elle

écrit en 1920 à son fils que « c'est la guerre qui l'oriente socialement ». Cette épouse d'un professeur de médecine, qui s'installe à Rennes en 1898, mène une vie bourgeoise jusqu'au début de la guerre. Son mari mobilisé, elle devient en 1915 infirmière-major à l'hôpital installé dans le lycée. En 1917, son engagement journalistique se nourrit de son expérience : dans *La Voix des femmes*, elle décrit les conditions de vie des munitionnettes de l'arsenal ; dans ses articles, elle associe socialisme, pacifisme et féminisme. En novembre 1917, elle rend hommage à la féministe Séverine, « l'incarnation de toutes les femmes du pays de France qui veulent de toutes les forces de leurs âmes et de leur chair la fin de cet hideux et inutile massacre ». Ces années de guerre fondent l'engagement politique de Louise Bodin ; elles la conduisent de la SFIO en 1919 au Parti communiste, avec lequel elle rompt en 1927 deux ans avant sa mort.

La construction de la mémoire officielle de la saignée de 1914-1918 confirme la volonté de maintenir la division sexuée des rôles : nulle trace de Rennaise « morte pour la France » sur un monument commémoratif. La mémoire, on le sait, n'est pas l'histoire. L'une utilise le passé pour justifier un ordre ancestral où l'homme à l'avant protège la femme à l'arrière ; l'autre cherche à comprendre cette guerre totale qui mobilise toute la société.

En choisissant en 2010 de donner le nom de « munitionnettes » à une rue du quartier de la Courrouze, Rennes a fait un pas pour rapprocher la mémoire de l'histoire. Surtout, elle a rappelé, par l'exemple de celles qui ont réclamé l'égalité de traitement, que même en guerre la femme peut être l'avenir de l'homme. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

- Cocard Martine, « Infirmière, cultivatrice ou munitionnette : les femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre », in Joret Eric et Lagadec Yann (dir.), *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre*, Rennes, ADIV/SAHIV, 2014, p. 176-195.
- Crosnier, Colette, *La bolchévique aux bijoux*, Paris, éd. Pierre Horay, 1988.
- Guyvarc'h, Didier, « La guerre de 14-18 et les représentations du féminin et du masculin en Bretagne », in Capdevila Luc, Cassagnes Sophie, Cocard, Martine et Godineau, Dominique (dir.), *Le genre face aux mutations. Masculin et féminin, du Moyen Age à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 291-305.
- Le Douarec, Jean-Pol, *Armandine. Lettres d'amour de Binic au front 1914-1918*, Spézet, Keltia Graphic, 2008.

HÔPITAUX MILITAIRES

Les blessés dans la cité

RÉSUMÉ > *Les villes de l'arrière voient arriver les blessés évacués du front. Rennes n'échappe pas à la règle et nombre de ses bâtiments publics sont rapidement transformés en lieux de soins. Se dessine ainsi une véritable cartographie sanitaire de guerre, avec ses spécialités médicales et ses unités de rééducation.*



TEXTE > **XAVIER DEBONTRIDE**

Dès les premières semaines du conflit, l'arrivée de nombreux blessés évacués des zones de combats plonge Rennes dans la réalité brutale de la guerre. Un mois à peine après le déclenchement des hostilités, le 12 septembre 1914, on recense déjà 3 675 soldats hospitalisés dans différents établissements de la capitale bretonne¹. Belligérants de toutes nationalités, y compris des prisonniers allemands et aussi des soldats américains à partir de l'été 1917, ils vont occuper les installations hospitalières civiles et militaires de la ville (Hôtel-Dieu, Pontchaillou, Ambroise-Paré...), ainsi que des bâtiments publics réquisitionnés pour l'occasion, toujours visibles un siècle plus tard. C'est le cas par exemple du lycée de l'avenue de la gare (aujourd'hui lycée Émile Zola, avenue Janvier), qui se transforme en hôpital complémentaire (HC) n°1 dès 1914. Le grand hall du lycée Saint-Vincent, rue de Paris, accueille également les lits des blessés, tout comme la salle des fêtes du Cercle Paul Bert, également située rue de Paris, l'école des Beaux-arts, rue Hoche, ou encore les élégants bâtiments de la faculté de droit, situés à l'époque place Saint-Melaine (voir photos pages suivantes).

Traumatismes psychologiques

Se dessine ainsi une singulière géographie urbaine des gueules cassées et des mutilés. On imagine sans peine les déambulations des convalescents dans les allées du Thabor ou les rues commerçantes du centre,

¹ Les hôpitaux temporaires en Ille-et-Vilaine en 1914-1918, Marie Llosa, dans *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre*.

² Idem, encadré de Stéphane Tison.



ECPA/FRANCE/BRUSSY EDOUARD - SPA 15 10 1564

à proximité immédiate de leurs lieux de soins. Progressivement, en fonction de la nature et de la gravité des blessures subies au feu, les techniques médicales vont s'améliorer et se spécialiser. Blessures physiques, évidemment, nécessitant amputations et chirurgie réparatrice, mais aussi traumatismes psychologiques, une dimension jusque-là peu prise en compte sur les théâtres d'opérations. Ainsi, Rennes va-t-elle abriter le centre neurologique de la 10^e région militaire². Rattaché à partir de 1915 à l'hôpital complémentaire n°4 (lycée Saint-Vincent), il accueille « les soldats présentant des troubles psychiatriques sans blessure organique ». Pour soigner ces pathologies mystérieuses, les médecins

ont recours à l'électrothérapie et à la mécanothérapie. Place Hoche, l'HC n°5 abrité dans la faculté des Lettres (actuellement faculté de Sciences économiques), devient en novembre 1915 le centre régional de stomatologie, puis en janvier 1916, un centre de prothèses maxillo-faciales, ces tentatives spectaculaires pour rendre visage humain aux célèbres « gueules cassées » défigurées par la mitraille et les éclats d'obus.

Ateliers professionnels

Il convient également de mentionner, dans cette cartographie de la souffrance, le rôle joué par l'École des mutilés de guerre, créée en 1916 dans les locaux

Grand réfectoire à l'hôpital complémentaire n°1, au lycée de l'avenue de la gare – aujourd'hui lycée Émile Zola, avenue Janvier.

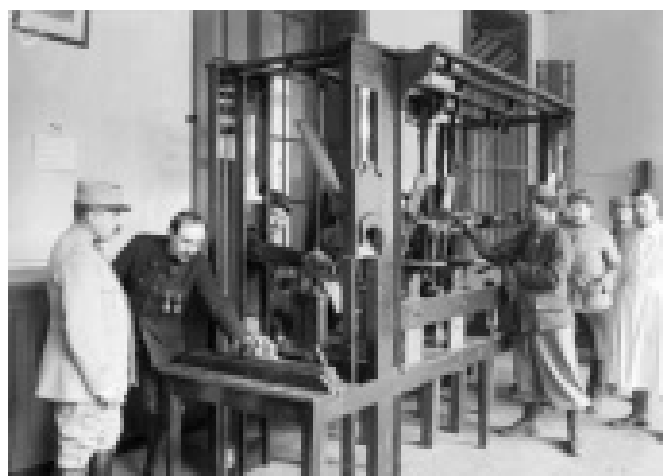




1578
ECPAD / FRANCE / BRISSEY EDUARD - SPA 15 D 1568



ECPAD / FRANCE / BRISSEY EDUARD - SPA 15 D 1566



ECPAD / FRANCE / BRISSEY EDUARD - SPA 15 D 1561



ECPAD / FRANCE / BRISSEY-EDOUARD - SPA 15 0 1988

de l'école rue Jean-Macé, puis installée dans l'hospice Saint-Melaine près du Thabor en 1919. Elle dispense des cours d'enseignement général et organise des ateliers professionnels destinés à assurer la reconversion des mutilés. Les métiers enseignés reflètent les préoccupations du temps dans une France encore rurale et marquée par le travail manuel : on y forme des galochiers, des relieurs, des vanniers, des menuisiers (voir photos pages 63 et 64), mais on y prépare aussi aux métiers de l'industrie et des services (dessinateur industriel, sténo-dactylographe, cheminot...). L'école, qui sera placée sous le contrôle du comité départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre en juin 1919, sera rebaptisée en 1922 du nom du maire de Rennes durant la guerre, Jean Janvier. Elle s'installera

dans ses locaux actuels, rue Édouard-Vaillant, en 1937, et poursuit aujourd'hui encore ses missions de formation sous le nom d'École de reconversion professionnelle (ERP) Jean Janvier.

La rééducation aux travaux agricoles est, quant à elle, assurée à partir de juin 1917 dans un centre spécialisé situé au sein de l'École nationale d'agriculture, rue de Saint-Brieuc. Des concours agricoles sont même organisés en novembre 1917 et juin 1918. Des mutilés équipés de prothèses spécialement conçues pour les travaux des champs y réalisent des démonstrations de labours et des exercices de fauchage. Il s'agit, là encore, de montrer qu'une nouvelle vie est possible après l'horreur des tranchées. Mais rares seront les mutilés qui retrouveront une activité professionnelle normale après la guerre. ■

A l'hôpital n°1 des soldats blessés suivent des phases de rééducation de leur fonction motrice. Des appareils électriques sont utilisés par les médecins militaires pour compléter les soins (salle de radiographie et salle d'électrothérapie).





17 soldats en convalescence de la légion étrangère indigène et française posant entre deux infirmières devant la porte d'un bâtiment.

MUSEE DE BRETAGNE



ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - 427 & 447

Hôpital militaire complémentaire n°38 - Salle des fêtes du Cercle Paul Bert, rue de Paris.



ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - 427 & 447

Hôpital temporaire n°34 - Ecole des Beaux-Arts, rue Hoche.



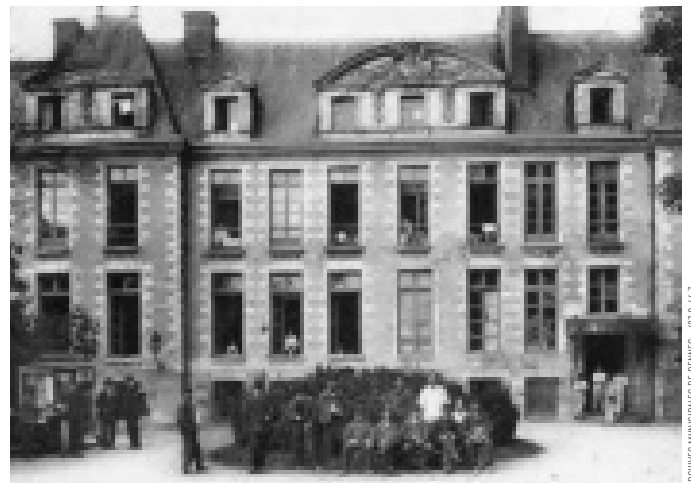
MUSEE DE BRETAGNE

Une infirmière, un tirailleur sénégalais et un spahi algérien prennent la pose dans un couloir d'un hôpital militaire.



ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - 427 & 447

Hôpital temporaire n°5 - Faculté de lettres, place Hoche.



ARCHIVES MUNICIPALES DE RENNES - 427 & 447

Hôpital temporaire n°41 - Faculté de droit, place Saint-Melaine.

Rééducation à l'école
des mutilés de guerre.

Ci-contre, un blessé
utilisant un atelage agricole.

Ci-dessous, apprentissage
de la taille avec prothèse
articulée.



ÉCOLE DE RÉCONVERSION PROFESSIONNELLE JEAN JANVIER



ÉCOLE DE RÉCONVERSION PROFESSIONNELLE JEAN JANVIER

Rééducation à l'école
des mutilés de guerre.

Ci-contre, l'atelier
de cordonnerie.

Ci-dessous, l'atelier
de vannerie.



ÉCOLE DE RÉCONVERSION PROFESSIONNELLE JEAN JANVIER



ÉCOLE DE RÉCONVERSION PROFESSIONNELLE JEAN JANVIER

Rééducation à l'école
des mutilés de guerre.

Ci-contre, l'atelier
de sellerie-bourellerie.

Ci-dessous, un groupe
d'élèves.



ÉCOLE DE RECONVERSION PROFESSIONNELLE JEAN JANVIER



ÉCOLE DE RECONVERSION PROFESSIONNELLE JEAN JANVIER

GUERRE MARITIME

À Saint-Malo, le front prend le large

RÉSUMÉ > *Les navires de commerce et de pêche de Saint-Malo vont payer un lourd tribut durant la Première guerre mondiale, victimes des sous-marins allemands, les fameux U-Boote. 53 navires armés dans le pays malouin seront coulés entre 1914 et 1918. Les marins de la Royale, eux aussi, combattront à terre au sein de la fameuse Brigade des fusiliers marins.*



TEXTE > **MARC JEAN**
& **ALFRED LE GOURRIEREC**

Même s'il accueille avant-guerre les torpilleurs¹ de la défense mobile au même titre que Saint-Servan, Saint-Malo n'est pas un port de guerre, mais un port de commerce et de pêche. En effet, le tonnage de marchandises y transitant représente 694 000 tonnes en 1913, constitué d'un trafic de pondéreux avec l'Angleterre, l'approvisionnement de Saint-Pierre-et-Miquelon, le cabotage et un petit trafic avec les colonies et l'étranger. L'armement à la grande pêche concerne 131 navires armés en 1914, soit les 2/3 des navires français armés pour Terre-Neuve. On recense 4 000 inscrits maritimes à Saint-Malo en 1914 pour une population du pays malouin de 75 000 habitants. Les inscrits maritimes effectuent un service militaire de cinq ans et sont mobilisables de 18 à 47 ans. Pour la France entière, ils sont 160 000 mobilisés dont 95 000 embarqués en 1913 et la moitié sont bretons ! C'est dans ce contexte maritime particulier que se profile la première guerre mondiale.

MARC JEAN est responsable du service Archives Documentation de la Mairie de Saint-Malo.

Ancien pilote du port du Havre, le capitaine de frégate (ER) ALFRED LE GOURRIEREC est administrateur de la Société d'histoire et d'archéologie de Saint-Malo et membre de l'Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale (ACORAM).

¹ Leur origine se trouve dans la mise en œuvre de la torpille, "arme du pauvre", puisque de petits bâtiments semblent pouvoir tenir tête à des gros. Jusqu'en 1908, on a construit 370 torpilleurs, dont 294 de 1885 à 1904 pendant la période dite de la "Jeune Ecole".





À Saint-Malo, ce sont donc les navires de commerce et de pêche et surtout leur personnel qui vont ressentir la guerre dans son atrocité. On peut distinguer ainsi la guerre sous-marine et la participation des marins aux opérations terrestres.

Guerre sous-marine ou guerre de corsaires ?

Pour barrer l'entrée de la Manche à la flotte allemande, l'amiral Rouyer, commandant la 2^e escadre légère, ne dispose au début de la guerre que de 2 divisions de croiseurs (soit 6 navires) alignant au total 12 canons de 190 et marchant à 18 nœuds, mais aussi 18 torpilleurs et 24 sous-marins (dont certains à vapeur !). On ne verra donc pas d'escadres françaises venir sur nos côtes, juste un peu de poussière navale pour escorter le cabotage et la pêche.

Le Pas-de-Calais est d'abord contrôlé par la 2^e Escadre Légère, puis dès octobre 1914 protégé par des champs de mines. Il n'y a donc pratiquement pas de sous-marins allemands en Manche au début de la guerre. Le premier torpillage d'un navire français est celui de l'*Amiral Ganteaume* le 26 octobre 1914 au

cap Gris-Nez par l'U 24. Il transportait 2 400 passagers belges et français évacués d'Ostende après escale à Calais, et l'on déplore 40 morts par noyade.

Le premier navire français perdu est le *Ville de Lille*, coulé au large de Barfleur par l'U 16 le 15 février 1915, donc avant le déclenchement de la guerre sous-marine à outrance le 18 février dans la zone de guerre entourant la Grande-Bretagne.

Cette guerre sous-marine (à outrance) va affecter en particulier un nombre significatif de grands voiliers. La première victime est l'*Union* de l'armement Bordes pris le 28 octobre 1914 par le *Kronprinz Wilhelm*, paquebot de la Norddeutscher Lloyd, au large de Montevideo. L'équipage est libéré contre l'engagement de ne pas servir contre l'Allemagne. Le second capitaine, Eugène Julien, est inscrit à Saint-Malo.

Saint-Malo ne bénéficie pas du trafic « guerrier » : les convois de troupes et d'approvisionnement venant d'Angleterre se dirigent essentiellement vers Le Havre et Saint-Nazaire, le cabotage, qui passe au second plan, se déverse sur les ports secondaires comme Le Tréport et Fécamp. Un point cependant se développe : un nombre

très important de petits voiliers, des dundees, des goélettes, assure le trafic du charbon à l'importation depuis le canal de Bristol. Bon nombre de ces navires ont été construits à Saint-Malo ou sur les bords de la Rance. Ils subissent de lourdes pertes lorsque les Allemands – dont les sous-marins sont de plus en plus performants – pénètrent un peu plus en Manche en faisant le tour des Îles Britanniques. Les effectifs embarqués sont très faibles : quelques hommes, souvent une demi-douzaine. Les pertes humaines ne sont pas systématiques : le sous-marin se montre, tire un coup de canon, l'équipage abandonne le navire qui est pillé, puis sabordé.

Entre 1915 et 1918, ce fut le cas de 53 navires armés dans le pays de Saint-Malo, la période terrible fut celle comprise entre août 1916 et juillet 1917, avec 21 navires coulés en 1916 et 26 en 1917². Sur ces 53 navires, 10 perdirent des membres d'équipage pendant ou après l'abordage, 8 furent coulés au large d'Ouessant, 1 au Sud de l'Angleterre, et un dernier au large de l'Italie. À partir de la fin 1917, les bateaux seront réunis en convois et escortés par des chalutiers à moteur, armés.

Le combat du voilier *Kléber*

La victime n'est pas toujours facile à éliminer : l'installation de canons à bord des navires de commerce ou de pêche permet quelquefois de répondre à l'agresseur. Le *Kléber* de Cancale résiste vaillamment. Ce trois-mâts

transporte de la houille d'Angleterre à La Rochelle. Le 7 septembre 1917 dans l'après-midi au large de Groix, il est pris à partie à longue distance par un sous-marin allemand, le UC71. De suite, le capitaine manœuvre pour pouvoir se servir du canon de bord et riposter. Après un vif échange de tir, le sous-marin disparaît en plongée, refait surface quarante-cinq minutes plus tard en plein soleil – donc invisible depuis le *Kléber* – et reprend l'attaque, tuant le capitaine Le Fauve et son second Plessix. Le maître d'équipage Monnier les remplace et après avoir mis à l'abri son équipage dans un doris, il est prêt à reprendre le combat avec les deux servants du canon. Les marins des doris sont pris en charge par le sous-marin qui les laisse sur le pont et tire quelques coups sur le *Kléber* en avançant vers lui. Arrivé à la portée du canon, le maître d'équipage Monnier fait feu au risque de tuer ses camarades. Pas atteint, mais surpris, le commandant du sous-marin ordonne la plongée immédiate, perdant au passage un homme d'équipage et jetant à l'eau les marins du *Kléber*, tous recueillis plus tard par le doris. Le sous-marin réapparaît en quête de son marin, et une fois celui-ci récupéré, il replonge pour ne plus réapparaître. Le voilier et le doris se mettent enfin en sûreté en rade de Groix. Le combat a duré 2h00 et plus de deux cents coups de canon ont été échangés. À la suite de ces événements, le maître d'équipage Monnier est fait chevalier de la Légion d'honneur et sept

² René Richard et Jacques Roignant : *Les navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre*, Association Bretagne 14-18.



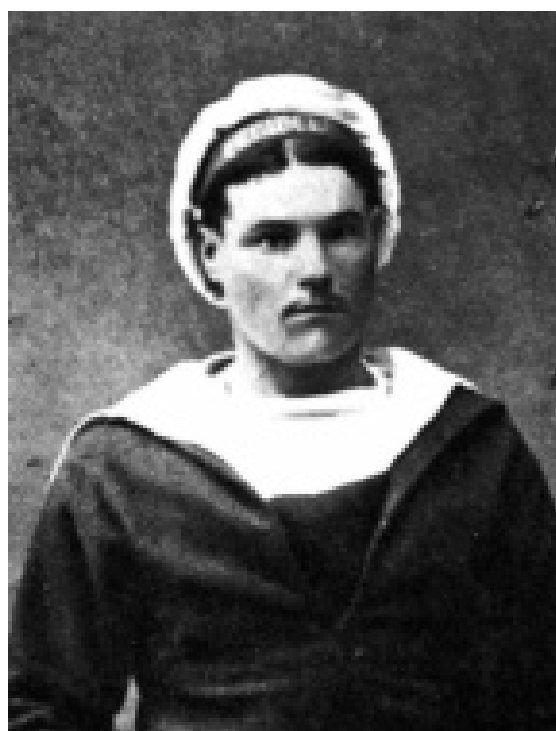
Torpilleur français dans le port de Saint-Servan, avant 1914.





Marins "morts pour la France" dont les noms figurent sur le monument aux morts de Saint-Servan.

De gauche à droite et de haut en bas : Jean Blanchard, Raymond Abrivard, Louis Galipot, Émile Cornillet.



ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-MALO



Des marins lavent le pont de l'*Union*. Ce quatre-mâts de l'armement Bordes a été attaqué le 28 octobre 1914 par un paquebot allemand au large de Montevideo.

marins reçoivent la médaille militaire. Le *Kléber* est cité à l'ordre du jour de l'armée navale avec tous ses marins.

Des marins dans les combats terrestres

Dès le début de la guerre, la marine se retrouve avec un surplus d'effectif non embarqué et crée la Brigade des fusiliers marins (BFM), aux ordres de l'Amiral Ronarc'h. Composée de deux régiments, elle est chargée en premier lieu de la défense de Paris.

Devant l'ampleur des combats, la brigade est envoyée en Flandres début octobre 1914 en renfort de l'armée belge, afin de l'aider à se replier vers la France et de protéger Dunkerque. Après de vifs combats à Melle, elle atteint Dixmude après une marche harassante le 15. « Il faut tenir à tout prix, mais dans quatre jours vous serez relevés », écrit le général Foch dans un ordre donné à l'Amiral Ronarc'h qui lui-même le retransmet ainsi à ses subordonnés : « Le rôle que vous avez à remplir est de sauver notre aile gauche jusqu'à l'arrivée des renforts. Sacrifiez-vous. Tenez au moins quatre jours ». Ils vont tenir vingt-cinq jours, écrivant la première page de gloire des

Fusiliers marins. La BFM compte plus de 3 000 hommes morts ou hors de combat : 23 officiers, 37 officiers mariniers et 450 quartiers-mâtres et matelots ont été tués ; 52 officiers, 108 officiers mariniers et 1 774 quartiers-mâtres et matelots sont blessés ; 698 d'entre eux ont été faits prisonniers ou portés disparus.

En 1915, la Brigade est dissoute. Pour lutter contre les sous-marins allemands, la marine souhaite récupérer tous ses hommes. Ne sont conservés qu'un bataillon, une section de pontonniers et huit sections de mitrailleuses qui vont rester dans les Flandres jusqu'en septembre 1918, puis participent aux combats de Hailles, Laffaux... batailles qui ornent les plis de leur drapeau. Le fameux rapport parlementaire Marin sur le « Bilan des pertes en morts et en blessés des nations belligérantes » de juin 1919 ne comporte pas une ligne sur la Marine. Les statistiques publiées en 1921 font, elles, état de 11 400 morts dont 4 800 embarqués. Sur les monuments aux morts des trois communes (Paramé, Saint-Malo, Saint-Servan) du pays malouin, les noms de 59 marins de la Royale sont inscrits, dont huit appartenant à la Brigade des fusiliers marins. ■



FIGURES & MÉMOIRE

FÉNÉLON PASSAGA

Un grand officier rennais

RÉSUMÉ > *Le destin singulier de Fénélon Passaga, brillant officier qui effectua une grande partie de sa carrière à Rennes, permet de comprendre l'itinéraire de ces militaires qui vont traverser la guerre en héros. Il va notamment commander le fameux 41^e Régiment d'infanterie. De retour à Rennes une fois la paix revenue, le général Passaga prendra la tête du 10^e Corps d'Armée. Il continuera jusqu'à sa mort, en septembre 1939, à œuvrer pour la préservation du souvenir des combattants.*



TEXTE > ERWAN LE GALL

En ce 5 décembre 1863, lorsque Joseph Passaga, alors âgé de cinquante ans, déclare la naissance de son fils survenue deux jours plus tôt, sans doute n'imagine-t-il pas quelle sera sa vie. Nous sommes en plein Second Empire et tout respire cette époque, jusqu'au prénom choisi pour l'enfant : Fénélon. Optant comme son père pour la carrière des armes, la trajectoire du jeune homme paraît donc durablement ancrée dans le 19^e siècle. Pourtant, c'est avec la Première Guerre mondiale, ce conflit dont on dit souvent qu'il inaugure le 20^e siècle, que Fénélon Passaga se hisse parmi les plus hauts gradés de l'Armée française. Une réussite qui si elle passe par des hauts-lieux tels que Douaumont, n'en demeure pas moins intimement liée à Rennes.

Un officier de la Belle époque

Sorti de Saint-Cyr en 1885, Fénélon commence sa carrière dans la coloniale. Il gagne ses premiers galons en servant en Indochine, au Sénégal ou encore en Algérie puis, à la fin des années 1890, il décide de se fixer en métropole.

Cause ou conséquence de cette nouvelle orientation professionnelle, il se marie en 1898. Sa carrière prend un tour nouveau et s'accomplit dès lors au sein de l'infanterie de ligne, mais tout en conservant une trajectoire ascendante : breveté de l'École de guerre en 1900, Passaga est promu chef de bataillon puis lieutenant-colonel. Multipliant les affectations, le couple déménage régulièrement : Le Puy (86^e Régiment d'Infanterie), Roanne (98^e RI), Nancy (37^e RI)... Cette mobilité le distingue assurément d'un grand nombre d'officiers de son temps effectuant l'ensemble de leur carrière dans une même garnison.

Manifestement brillant, Fénélon est parfaitement inséré dans la société militaire de l'époque et bénéficie des appuis qui sont essentiels pour faire carrière. On remarquera à ce propos que les intérêts professionnels se doublent à l'occasion de relations personnelles. C'est ainsi qu'en 1910, celui qui n'est alors que le commandant Passaga est le témoin du mariage du lieutenant Hilpert du 71^e RI de Saint-Brieuc avec Mlle Élisabeth Ganeval, dont le père accède au généralat l'année suivante. De même, on sait qu'en juillet 1914, l'épouse de Passaga tient avec Mme Defforges, dont le mari n'est autre que le chef du 10^e corps d'armée et donc le grand patron de Fénélon, un stand lors d'une kermesse de bienfaisance organisée au profit des enfants tuberculeux de l'Hôtel-Dieu de Rennes.

Un intellectuel de son temps

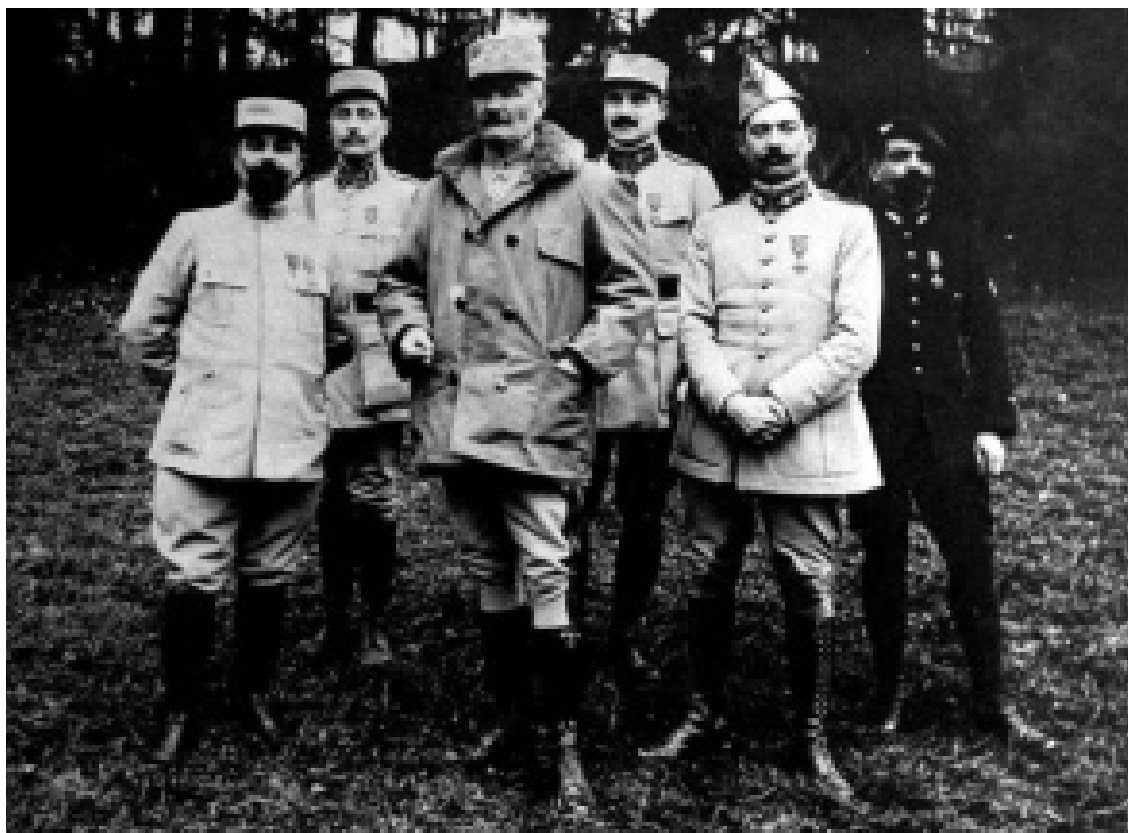
Mais l'officier de la Belle époque est plus qu'un militaire devant faire carrière. Il est un érudit prisant les études techniques, les recherches historiques ou les réflexions stratégiques. D'ailleurs, nombreuses sont les sociétés savantes qui comptent parmi leurs membres un ou plusieurs officiers. Fénélon ne fait pas exception aux normes de son corps et c'est ainsi qu'il publie en 1909 un ouvrage intitulé *Réalité*. Ce volume est particulièrement intéressant car,



Fondateur du cabinet d'ingénierie mémorielle et culturelle En Envor, Erwan Le Gall vient de publier aux éditions CODEX *Une entrée en guerre. Le 47^e régiment d'infanterie au combat (août 1914 - juillet 1915)*. Il a également codirigé la publication aux Presses universitaires de Rennes de *Petites patries dans la Grande Guerre* avec Yann Lagadec et Michaël Bourlet.

Ci-contre, dessin à l'encre par Jean-Julien Lemordant – ami du Général Passaga et engagé dans le 41^e RI – réalisé après-guerre d'après ses souvenirs.





Le général Passaga, au centre, avec son état-major en 1916.

COLLECTION PARTICULIÈRE

traitant du « dressage du soldat », pour reprendre une expression du moment, il nous permet d'entrevoir la doctrine de celui qui commande alors un bataillon de chasseurs à pied à Saint-Dié. Passaga apparaît, à l'instar de beaucoup d'officiers de l'époque, accorder un rôle prépondérant à la volonté du combattant. Ainsi peut-il écrire que « la victoire n'est pas la conséquence de la destruction des forces matérielles de l'ennemi, mais bien de ses forces morales ». De tels propos ne sont pas rares sous la plume des officiers de cette génération mais doivent être replacés dans le contexte rhétorique de l'époque. La suite démontre en effet bien que pour Passaga, il s'agit plus de principes éthiques que de réelles orientations tactiques à appliquer sur le champ de bataille.

En tout état de cause, lorsqu'il prend, le 31 mars 1914, le commandement du 41^e RI de Rennes, le lieutenant-colonel Passaga témoigne d'une carrière classique, quoique marquée par une solide expérience coloniale.

Mais les quelques années qui suivent lui permettent de se démarquer de bon nombre d'officiers, manifestement moins habiles à négocier l'ère nouvelle qui s'ouvre avec l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand.

La guerre à la tête du 41^e RI

C'est dans l'après-midi du 1^{er} août 1914 que Passaga reçoit l'ordre de mobilisation générale. Débute alors une période aussi intense que courte dite de mise sur le pied de guerre : son unité double en quelques heures ses effectifs et ajoute les réservistes aux conscrits que la guerre surprend sous les drapeaux. Le 41^e RI compte désormais plus de 3 300 officiers, sous-officiers et hommes du rang répartis en 3 bataillons, une compagnie hors-rang et un état-major. Tous aux ordres d'un seul et même homme : Fénélon Passaga.

Parmi tous ces soldats il y a un médecin, Georges Veaux. Avec ses souvenirs, qu'il publie en feuilleton dans

L'Ouest-Éclair à partir de janvier 1917, il livre un témoignage particulièrement intéressant sur le 41^e RI et sur son chef. Ainsi en sait-on un peu plus sur les conditions dans lesquelles Passaga quitte Rennes, le 5 août 1914 : « Le régiment s'embarque en trois fois, un bataillon par train. Le premier à 6 h 23. Rassemblés en tenue de campagne complète sur le Champ de Mars, les 1 100 hommes qui le constituent reçoivent le drapeau. Le colonel Passaga le fait avancer sur le front des troupes, fait présenter les armes et battre aux champs, puis, sur son commandement, la musique prend la tête du bataillon qui s'ébranle vers le quai d'embarquement de Saint-Hélier, accompagné des familles qui suivent leurs fils ou leurs maris jusqu'à la gare. »

Sans surprise, puisque le récit est publié pendant le conflit, le portrait qui ressort de Passaga est plutôt élogieux comme à ce moment de la bataille de Charleroi où il « prodigue avec émotion des paroles de reconfort et d'encouragement aux premiers blessés de son beau régiment ». Mais les archives montrent que lors des premières semaines de la campagne, le 41^e RI ne compte pas parmi ces unités qui, aveuglées par les préceptes de l'offensive à outrance, se précipitent contre les mitrailleuses ennemies. Le régiment est certes très éprouvé à Charleroi mais la responsabilité personnelle de Passaga ne paraît pas devoir être en cause. De même, une semaine plus tard, lors de la bataille de Guise, le 41^e RI est tout autant victime des assauts allemands que des tirs trop courts de l'artillerie française.

Preuve sans doute d'une certaine compétence, Passaga ne compte d'ailleurs pas parmi ces officiers limogés en septembre 1914. Mieux encore, non seulement il est promu le 6 septembre colonel à titre temporaire mais il quitte le 41^e RI pour prendre le commandement de l'échelon hiérarchique directement supérieur, à savoir la 38^e brigade d'infanterie.

De promotion en promotion

C'est le début d'une irrésistible ascension qui voit Passaga accéder au généralat, d'abord de brigade en février 1916 puis, seulement dix mois plus tard, de division. Il s'illustre pendant la bataille de Verdun, reprenant à la tête de la division La Gauloise le fort de Douaumont le 24 octobre 1916 puis, le 15 décembre, le secteur de Bézonnaux. Devenu une véritable célébrité, il est élevé à la dignité de Commandeur de la Légion d'honneur par Raymond Poincaré en personne.

Face à un tel parcours, on peut se demander si la guerre constitue ou non un accélérateur de carrière. Bien entendu, il est indéniable que Passaga profite des places libérées par les officiers limogés et par un tableau d'avancement éclairci par la mort de masse. Pour ne parler que du 10^e corps, mentionnons le cas du colonel Poncet des Nouailles commandant en août 1914 le 47^e RI de Saint-Malo et dont sait qu'il était promis à « un brillant avenir » et qu'il disposait de nombreuses relations dans le « milieu militaire ». Pourtant, tué lors de la bataille de la Marne, sa carrière prometteuse s'interrompt brusquement. Mais de Charleroi à Verdun en passant par l'Artois, Passaga témoigne de réelles qualités de commandement qui démontrent qu'un conflit aussi effroyable que la Grande Guerre permet aussi à quelques carrières de se réaliser, ce que n'aurait peut-être pas permis le tableau d'avancement plus fermé du temps de paix. La citation qu'on lui décerne le 3 novembre 1916 ne dit d'ailleurs pas autre chose en



Le 14 janvier 1917, Passaga fait la « une » du *Petit Journal* illustré.



rappelant qu'il « n'a cessé de montrer depuis le commencement de la campagne les qualités militaires les plus solides et les plus brillantes ».

Général et homme de paix

À la faveur de l'Armistice, Fénélon Passaga est affecté à Rennes, au commandement du 10^e corps d'armée. Il s'agit d'un poste éminemment important puisque dans cette 10^e région qui couvre les départements de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord et de la Manche, il devient l'autorité militaire suprême. Il est néanmoins difficile d'évoquer ici un retour aux sources tant la ville qu'il retrouve n'a plus rien à voir avec celle qu'il quitte en août 1914. Bien entendu, *L'Ouest-Éclair* salue sa nomination mais tout en ne manquant pas de souligner le défi qui attend Passaga : « la guerre a eu ses hommes ; la paix doit avoir les siens ». Révélateur à cet égard est le fait qu'une des premières décisions prise par le nouveau patron du 10^e corps soit la transformation du camp de la Marne – situé dans l'actuel quartier de la Courrouze – en logements ouvriers. De même, le général s'inquiète d'importants stocks d'obus de 280 qui sont entreposés dans des champs réquisitionnés à la Maltière. On le voit également visiter l'école de reconversion professionnelle pour mutilés de Rennes, une institution qu'il qualifie « d'utilité publique et de haute portée sociale ».

Entrée des troupes françaises à Morhange, le 18 novembre 1918. Défilé d'infanterie du 32^e corps d'armée devant le Général Passaga.



Mais la grande affaire de Fénélon Passaga en tant que chef du 10^e corps d'armée est de remettre sur le pied de paix cette institution, mouvement qui se traduit par un certain nombre d'économies et donc de dissolutions d'unités. Or, lorsque l'on sait l'importance d'un bataillon dans la vie économique d'une garnison, on devine que cette question est sensible. Le rôle de Passaga consiste donc en une répartition sur le territoire de la 10^e région militaire des conséquences des réductions budgétaires décidées à l'échelon national. Une tâche qui, on s'en doute, nécessite tact et diplomatie. C'est ainsi, à titre d'exemple, qu'il envoie à partir de 1921 un bataillon du 41^e RI en garnison à Vitry, la sous-préfecture d'Ille-et-Vilaine ayant perdu son 70^e RI. De même, c'est lui qui adresse au ministre de la Guerre la liste des bâtiments destinés à être restitués aux Mairies par l'institution militaire. Parmi ces édifices, on retrouve le Palais Saint-Georges, ancienne caserne dévastée en août 1921 par un incendie. Mais la mission de Passaga est d'autant plus complexe que, tout en devant considérablement réduire sa voilure, il doit maintenir les aptitudes militaires du 10^e corps et faire en sorte que « ne soient pas oubliés les enseignements de la guerre ».

Emboîtement des souvenirs

Pour autant, il est difficile de ne pas voir dans ce retour à Rennes la preuve d'une éblouissante réussite. Que l'on songe aux manifestations du 14 juillet. Tant en 1914 qu'en 1920, elles constituent pour les militaires un moment important et l'on sait que Passaga compte à chaque fois parmi les officiels que l'on croise en compagnie du Maire, du Préfet... La différence est qu'en l'espace de six années, il passe du statut de courtisan à la place plus enviable de courtisé.

Loin d'être négligeable, cette dimension est très importante tant les fonctions de représentation sont une part importante de l'activité des commandants de régions militaires. Or, même parvenu au sommet de sa carrière, Passaga témoigne d'une fidélité attendrissante au 41^e RI, l'unité qu'il commandait en 1914, et par extension à sa ville de garnison, Rennes. C'est ainsi qu'on peut le voir régulièrement dans la tribune d'honneur des supporters de l'équipe de football du 41^e RI, une formation d'un excellent niveau qui en 1919 est championne de France militaire. De même, il est semble-t-il assez proche du peintre rennais Jean-Julien Lemordant. En 1921, lors

Août 1919, le défilé de la victoire sur le quai Chateaubriand à Rennes, avec le retour du 41^e régiment d'infanterie.



MUSEE DE BRETAGNE

d'une grande conférence de l'artiste au théâtre municipal, dont les plafonds sont l'œuvre, Passaga raconte comment « le 2 août 1914, il vit arriver à lui Lemordant, sergent de la territoriale, qui lui demandait la faveur de servir au 41^e ».

Une dimension essentielle de la fonction de commandant du 10^e corps d'armée assumée par Fénélon Passaga consiste à gérer le souvenir – on ne parle pas encore de politique de mémoire – de la Grande Guerre et on constate qu'à chaque fois ou presque, le passé personnel de l'officier se mêle à l'événement commémoré. Le conflit est en effet un traumatisme immense et, même cinq ans après l'armistice de 1918, les plaies demeurent vives. Le général participe donc à de nombreuses cérémonies commémoratives qui toutes ont pour fonction d'exprimer le deuil mais aussi de rappeler le sens de cette guerre si meurtrière, menée au nom « du droit ». Ainsi, en août 1923, c'est lui qui est l'invité d'honneur des manifestations organisées à l'occasion de l'inauguration du cimetière de la Belle Motte, près de

la ferme du même nom où, cinq ans plus tôt, pendant la bataille de Charleroi, il mène les fantassins du 41^e RI à leur baptême du feu.

Mais, ce jour-là, ce n'est pas que le vétéran qui est invité. Représentant la France en lieu et place d'André Maginot, ministre de la Guerre, le commandant du 10^e corps est chargé d'une parole officielle qui se veut pédagogique afin de rappeler l'importance du sacrifice consenti. Aussi est-ce pourquoi, dans son discours, il prend soin de préciser que tous les soldats morts en août 1914, pendant cette bataille de Charleroi, « luttèrent pour la liberté des peuples, pour l'indépendance des nations, pour le respect du droit ».

A-t-il ces paroles en tête lorsque débute la Seconde Guerre mondiale ? Nul ne le sait mais on notera que ses obsèques se déroulent le 14 septembre 1939 à Montfort-sur-Meu – il a près de 76 ans –, en l'absence de son fils, capitaine dans le génie. Le général avait en effet préconisé que « chacun reste à son poste ». ■

UNE FAMILLE MALOUINE DANS LA GUERRE

La saga des dix soldats Ruellan

RÉSUMÉ > *Avant la première guerre mondiale, la famille Ruellan était une grande fratrie de dix-huit enfants unie autour de leur demeure familiale de Brouassin en Paramé. Catholiques, royalistes, teintés d'Action française, ils sont encore treize enfants lors de l'entrée en guerre. Alors que leurs parents sont morts, les dix frères vont combattre et leurs trois sœurs feront, elles aussi, la guerre à leur manière. Plongée dans une saga familiale hors normes, au destin tragique.*



TEXTE > **MARC JEAN**

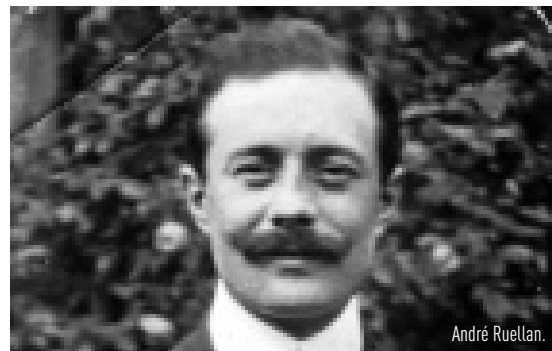
L'annonce de la guerre surprend la famille Ruellan, même si cette nouvelle est cependant accueillie par tous avec enthousiasme, en raison de la coloration politique de cette grande famille de 13 enfants (dix frères et trois sœurs), catholique, royaliste et marquée par les idées de l'Action Française et l'exhaltation de la Revanche. Dès les premiers jours d'août, huit frères sont mobilisés. Deux de leurs sœurs répondent également à l'ordre de mobilisation : Yvonne et Madeleine revêtent la tenue d'infirmière et prennent leur service à la lingerie de l'hôpital Notre-Dame des Chênes, à Paramé. Il ne manque que Stanislas, qui écrit de Washington qu'il se dispose à partir et André qui a gagné Montevideo où il attend le départ d'un paquebot pour l'Europe.

Six destins tragiques

Sur les dix frères Ruellan, six vont perdre la vie au combat, après avoir adopté un comportement souvent héroïque. Après s'être engagé de 1907 à 1910 au 47^e Régiment d'infanterie de Saint-Malo, **Bernard** est parti faire de l'élevage en Algérie. Le 17 août, sergent de réserve, il embarque à Alger pour la métropole avec le 3^e Régiment de Zouaves. Adjudant le 2 septembre, il participe à la bataille de la Marne.

Le 4 septembre, il écrit à Louise : « J'ai fait le sacrifice de ma vie en demandant au bon Dieu de me prendre de préférence à mes frères mariés. J'espère être exaucé et peut-être ne trouverai-je pas toujours une aussi belle mort et les mêmes circonstances ».

Il combat dans le secteur de Frévent à l'ouest d'Arras en février 1915. Le 12, il se trouve dans une tranchée avec son groupe franc lorsqu'il reçoit une balle dans la poitrine. Transporté à l'arrière, il passe la nuit et le lendemain dans la tranchée tant les combats font rage. Il n'est évacué que le 14 vers l'hôpital où il meurt 3 jours plus tard, à l'âge de 28 ans. Bernard Ruellan est cité à l'ordre de l'Armée : « S'est précipité avec quelques hommes dans la tranchée de ligne allemande ; a fait de sa main, un officier et plusieurs hommes prisonniers. A soutenu plusieurs heures un combat acharné à coup de pétards. N'a cessé de faire preuve d'activité et d'audace, jusqu'au moment où il est tombé grièvement blessé » (18 mars 1915).



André Ruellan.

ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-MALO

Son frère **André** s'est engagé lui aussi de 1904 à 1907 au 47^e Régiment d'infanterie. Il se consacre à l'élevage, d'abord en Algérie, puis en Uruguay depuis 1913. Il débarque en France le 12 septembre 1914. Sergent de réserve, il est affecté au 7^e Régiment d'Infanterie Coloniale qu'il rejoint le 7 octobre dans le secteur de Ville sur Tourbe (Marne) où il prend part à la bataille de la Marne et obtient une citation à l'ordre de la division. Le 16 mai

MARC JEAN est le responsable du service Archives-Documentation à la mairie de Saint-Malo. Il est l'auteur de l'ouvrage *Les dix frères Ruellan, héros et martyrs*, Cristel Éditions.

1915, il commande les éclaireurs de sa Compagnie, lorsqu'il est frappé par une balle en pleine tête, il a 30 ans.

Lui aussi est cité à l'ordre de l'armée : « Chef des éclaireurs de la Compagnie, déjà cité, toujours volontaire pour les opérations périlleuses, vient de se signaler par une ardeur remarquable dans une contre attaque à la baïonnette pendant la nuit du 15 au 16 mai. Il est mort atteint d'une balle en pleine tête » (6 juin 1915).



Henri Ruellan.

Henry est appelé au 7^e régiment d'artillerie depuis octobre 1913. Le 5 août 1914, le Régiment quitte Rennes. Débarqué dans les Ardennes, il entre en Belgique et participe à la bataille de Charleroi, puis c'est la retraite, la Bataille de la Mame, les tranchées en Artois, en Argonne, en Champagne... Le 21 février 1916, débute la bataille de Verdun. Henry combat dans le secteur de Vauquois. Le 27 février, lors d'un bombardement, il meurt dans l'éboulement de son abri, il a 24 ans. Il est cité à l'ordre de la division : « A assuré le ravitaillement de sa batterie du 22 au 27 février 1916, sous un bombardement violent et continu, avec la plus belle bravoure. S'était signalé le 28 août 1914, en ramenant sous le feu, après le départ de la batterie, son lieutenant mortellement blessé. Tué à son poste le 27 février 1916 » (28 mars 1916).

Louis est inspecteur d'assurances à Bordeaux où il a épousé en 1907 Marguerite Denoix de Saint-Marc. Ils ont cinq enfants. Il rejoint le 308^e Régiment d'Infanterie de Bergerac en qualité de Lieutenant de réserve. Il commande la 17^e Compagnie. En février 1915, il est promu capitaine. En juin, le régiment est au repos, Marguerite le rejoint à Amiens et ils conçoivent leur sixième enfant... Le 22 avril 1916, le petit Bernard naît. Son père ne verra jamais ce fils qui lui-même mourra pour la France dans les premiers jours de 1940, à 24 ans...

Louis est en première ligne dans le secteur d'Ablaincourt début novembre 1916. Le 22, c'est la relève. À l'issue de la passation de consignes, une pluie d'obus s'abat et le tue net, à l'âge de 36 ans. Il avait eu le temps d'écrire à son épouse : « Être en campagne depuis 28 mois, avoir porté tous ces efforts vers l'accomplissement de son devoir et pouvoir se dire : je n'ai sollicité aucune faveur, je n'ai reçu aucune récompense en dehors de celle que Dieu m'a donnée par la conscience que je faisais bien, cela, ma chérie, c'est le rêve pour une âme qui cherche sa récompense non sur la terre de la part des hommes, mais au ciel de la part de Dieu ». Il est cité à l'ordre de l'Armée : « Officier d'une rare énergie et d'une grande bravoure, parti en tête de sa compagnie à l'assaut du village d'Ablaincourt, a atteint son objectif et a maintenu et organisé ses positions » (novembre 1916).



Berchmans Ruellan.

Engagé pour 3 ans, au 27^e régiment de dragons de Versailles depuis septembre 1911, **Berchmans** est promu au grade de brigadier en avril 1913. Premier mobilisé, il franchit la frontière le 6 août avec le corps de cavalerie Sordet qui effectue un raid en profondeur en Belgique jusqu'au 23 août, puis c'est la retraite et la bataille de la Mame. Il est nommé Maréchal des Logis en octobre.

À partir du 20 janvier 1915, le régiment assure son tour aux tranchées, en Champagne, dans l'Oise, en Artois... Berchmans est las d'être en arrière du front, de voir ses frères mourir au combat et souhaite rejoindre l'infanterie. En août 1916, il suit le stage d'officier et est affecté au 23^e bataillon de chasseurs alpins (BCA) qu'il rejoint début décembre dans les Vosges. En juin 1917, il obtient une première citation à l'ordre du régiment. En mai 1918, le 23^e BCA rejoint les Flandres dans le secteur de Dickebusch, près d'Ypres, Berchmans est promu au grade de lieutenant. Le 30 mai 1918, son capitaine étant blessé,



il prend le commandement de la compagnie. Pris sous un tir de mitrailleuse, il dit à ses hommes de se coucher, mais reste debout pour repérer d'où partent les coups, et il est atteint d'une balle en pleine tête, il a 30 ans...

Il est cité à l'ordre de l'Armée : « A conduit brillamment sa compagnie à l'attaque. Tombé glorieusement pendant l'action, alors que seul, debout au milieu de ses chasseurs, il cherchait à repérer des mitrailleuses ennemies qui arrêtaient notre progression. Officier d'une haute valeur morale et d'une admirable tenue au feu » (10 juillet 1918).



Julius Ruellan
en mai 1918.

ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-MALO

Julius est ordonné prêtre en 1902. Après le diocèse de Rennes, il a rejoint Argenteuil. Au lieu de servir comme aumônier ou brancardier comme ses pairs, il revient à Saint-Malo pour être affecté avec le grade de sergent au 78^e régiment d'infanterie territoriale qui se dirige vers le camp retranché de Paris. Mais Julius veut combattre. En novembre, il est promu au grade de sous-lieutenant et veut rejoindre un des régiments de ses frères officiers.

En avril 1915, il est muté avec Louis au 308^e régiment d'infanterie et participe à l'offensive de Champagne. En novembre, il s'ennuie déjà d'être toujours en réserve dans ce régiment de territoriaux. En juin 1916, il est cité à l'ordre du 1^{er} corps de cavalerie. En novembre, le 308 est en première ligne sur Ablaincourt. Julius ne participe pas aux combats. Louis y meurt, le laissant dans un profond désarroi. En novembre, il est cité à l'ordre de la division. En décembre il est promu au grade de lieutenant.

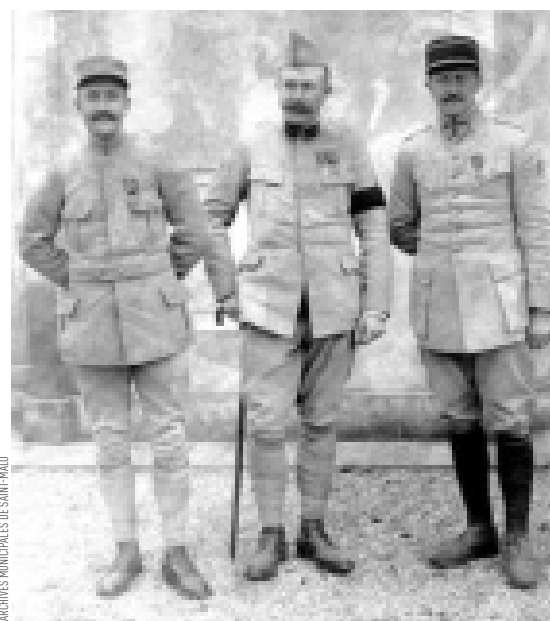
En mars 1917, le 308 est dans la Somme. Julius veut en découdre et être affecté dans un régiment d'élite. En mai, il rejoint le 22^e bataillon de chasseurs alpins dans la Marne et prend le commandement de la 4^e Compagnie. En novembre, la division alpine est envoyée en Italie. Dans une attaque, il est blessé à la tête, ce qui lui vaut une citation à l'ordre de l'Armée.

Il rentre en Italie fin février 1918 et se trouve de nouveau dans la Somme mi-avril. Il est fait de chevalier de la Légion d'Honneur en mai. En juin, il est promu au grade de capitaine et muté en juillet au 93^e régiment d'infanterie (RI) pour prendre le commandement de la 10^e compagnie. Fin septembre, le 93 est aux alentours de Suippes. Le 29, il se retrouve en première ligne au nord de Py. Le 1^{er} octobre, la 10^e compagnie monte à l'assaut derrière lui. Après avoir fait quelques pas, il s'écroule touché par une balle. Son corps n'est récupéré que quatre jours plus tard. Mourut-il de suite ou agonisa-t-il dans un trou d'obus ou dans la plaine, fut-il, comme on le raconte parfois, soigné avant de mourir par un Allemand ? Le mystère reste entier.

Julius est cité à l'ordre de la IV^e Armée : « Officier d'un courage et d'un sang-froid remarquable et admiré de tous. Pendant deux jours consécutifs a mené sa compagnie à l'attaque, entraînant ses hommes par son exemple. A été tué au moment où il s'emparait de son objectif » (2 décembre 1918).

Les sept survivants

Six des dix frères Ruellan sont donc tombés au champ d'honneur. Que sont devenus les survivants, quatre frères et trois sœurs ?



ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-MALO

Stanislas, Charles et Jules Ruellan.



ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-MALO

Yvonne a pris en mains ses plus jeunes frères et sœurs au décès de ses parents. Elle a occupé son poste à Notre-Dame des Chênes jusqu'à la fin de la guerre. De santé fragile, elle est très proche de Madeleine, elle décédera d'ailleurs à Saint-Cast chez sa sœur en 1927.

Charles a été secrétaire auprès du lieutenant-colonel du Halgouët, député d'Ille-et-Vilaine pendant quatre ans, il a collaboré au *Nouvelliste de Bretagne* et au *Journal de Rennes*, puis il est entré dans l'enseignement libre et est devenu professeur à l'externat du Trocadéro à Paris. Marié en 1908, il a quatre filles. Il a servi comme Capitaine commandant la 10^e Compagnie du 247^e régiment d'infanterie jusqu'à sa dissolution en juillet 1917, puis a rejoint la mission militaire Française auprès de l'armée hellénique. Veuf avec quatre filles, qu'il a laissées pendant la guerre à la garde de sa sœur **Louise**, il reprend son métier de journaliste au *Nouvelliste*. Il est élu député d'Ille et Vilaine de 1919 à 1924 dans le bloc national. En 1955, il meurt à 79 ans à Arcachon.

Auguste a hérité de la propriété de Brouassin à Paramé au décès de son père et lui a succédé dans les affaires et dans les bonnes œuvres. Malheureusement, il est frappé jeune d'une affection qui le rendra plus tard complètement paralysé. Il est tout de même mobilisé comme lieutenant au 47^e régiment d'infanterie à Saint-Malo, des premiers jours de la mobilisation jusqu'en 1917, année où il est réformé consécutivement à sa maladie. Il mourra à 61 ans à Rouen en 1938. La Mairie de Paramé a racheté Brouassin à sa succession.

Xavier s'est marié en 1911, et il est parti s'installer dans le Lot-et-Garonne où il est agriculteur. Il est démobilisé en janvier 1919, il termine cette guerre comme lieutenant au 223^e régiment d'artillerie. Gazé le 1^{er} mars 1918 lors d'un bombardement à l'ypérite, il est grièvement

blessé aux yeux et sur le corps, et obtient la croix de guerre. Il est fait chevalier de la Légion d'Honneur en février 1919. Il mourra des suites de ses blessures en 1931, à l'âge de 50 ans.

Stanislas avait quitté la France en 1907 et cherchait fortune au Canada, puis aux États-Unis. Il est affecté au 247^e Régiment d'Infanterie (RI) (dans la compagnie de Charles) à la mobilisation. En juillet 1917, il rejoint le 129^e Régiment d'Infanterie chargé de former l'armée Américaine. En octobre, il se rend aux États-Unis et revient fin mai 1918 avec un renfort de 40 000 Américains. Il contracte ensuite la grippe espagnole et vient se soigner à l'hôtel Franklin de Saint-Malo, transformé en hôpital, où il finira la guerre. Il rejoint les États-Unis, où il est déclaré citoyen américain en janvier 1928. Il meurt à 89 ans à Los Angeles en 1972.

Louise a élevé ses quatre nièces comme une mère. Elle décédera à l'âge de 99 ans.

Madeleine reste à Notre-Dame des Chênes jusqu'en septembre 1917, où elle fait la connaissance de celui qui allait devenir son époux. Ils auront neuf enfants. Elle est décédée à Dinard en 1978 à l'âge de 85 ans.

La famille Ruellan a donc payé un tribut particulièrement lourd durant la Première guerre mondiale. À Saint-Malo, une rue perpétue le souvenir des « Six frères Ruellan », dans le quartier de Paramé où leur maison familiale de Brouassin abrite désormais une annexe de la Bibliothèque Municipale. ■



ARCHIVES MUNICIPALES DE SAINT-MALO

La famille Ruellan.

ODONYMIE

La mémoire de la Guerre dans les rues rennaises

RÉSUMÉ > *Quelles sont les traces de la Première Guerre mondiale dans les rues de Rennes ? Les noms donnés à certaines artères correspondent à des épisodes importants ou des figures marquantes du conflit. Fruits d'une décision politique savamment pesée en conseil municipal, ils en disent long sur l'esprit du temps. Petit parcours mémoriel parfois méconnu, de la rue du Maréchal-Joffre à celle des Munitionnettes.*



TEXTE > **ERWAN LE GALL**

Lorsque l'on pense aux lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale, c'est spontanément aux monuments aux morts que l'on songe. Partout en France, dans presque tous les villages et toutes les villes, une stèle est érigée en souvenir des enfants de la commune tombés lors de celle qui devait être la « Der des Ders ». Seules quelques exceptions existent et c'est ainsi qu'à Rennes c'est un Panthéon, niché dans l'aile nord de l'Hôtel de ville, qui fait fonction de monument aux morts (lire l'article de David Bensoussan page 83). Mais le principe reste le même : inscrire dans un strict ordre alphabétique, sans distinction de grade, de religion ou d'opinion, le nom de tous les morts de la Grande Guerre au cours de ce conflit.

Pour autant, si le monument aux morts est le lieu emblématique de la mémoire de la Grande Guerre, il n'en est pas le seul vecteur. Le nom des places et voies publiques d'une ville est également un moyen pour un conseil municipal de rendre un hommage particulier en rapport avec la Première Guerre mondiale.

Il en résulte un lieu de mémoire fondamentalement différent du monument aux morts. Là où celui-ci englobe

tous les défunts dans une même communauté de destin – « unis comme au front », proclame la devise d'une association d'anciens combattants – les noms de rue distinguent au contraire une trajectoire particulière et mettent sur un piédestal des grands hommes – les femmes sont rares. Mais, ces dénominations de voies faisant l'objet d'un vote en conseil municipal, elles relèvent de décisions politiques qui sont parfois lourdes de sens. En effet, en ononymie comme bien souvent en matière de souvenir, la mémoire est un outil politique du temps présent.

CENTRE

Rue Maréchal Joffre

Délibération du conseil municipal de Rennes du 27 octobre 1938.

Généralissime en août 1914, Joffre est avant tout, dans les mémoires, le vainqueur de la Marne, cette bataille qui en septembre 1914 permet de sauver la France d'une nouvelle année terrible, sorte d'avant-première de juin 1940. C'est à ce titre que Rennes l'honore en lui donnant le nom d'une de ses rues, à l'instar de centaines de communes en France. Ce faisant, en distinguant un des grands hommes de la Grande Guerre, l'odonymie se révèle dans sa fonction de mémoire de complément du monument aux morts, ce dernier étant plus attaché au souvenir des simples poilus.

ANATOLE FRANCE

Avenue du 41^e régiment d'infanterie

Délibération du conseil municipal de Rennes du 27 octobre 1938

Le 41^e régiment d'infanterie est l'unité qui, à la suite des réformes militaires engagées au lendemain de la guerre de 1870, tient garnison à Rennes. C'est bien souvent dans ce régiment que les jeunes hommes de Rennes et

des environs effectuent leur service militaire à la Belle époque. Mais, si l'unité recrute sur des bases régionales en 1914, tel n'est plus le cas en 1918 et lorsque le 41^e RI défile victorieusement en août 1919 pour son retour à Rennes, les poilus qui portent son uniforme viennent en réalité des quatre coins de la France. Pour autant, l'unité ne cesse de se définir par rapport à sa ville de garnison et c'est donc dans une sorte de réciprocité symbolique que le chef-lieu d'Ille-et-Vilaine dénomme l'une de ses voies d'après son régiment.

BRÉQUIGNY

Rue Louise de Bettignies

Délibération du conseil municipal de Rennes du 27 octobre 1938.

Née en 1880 dans une riche famille du Nord de la France, Louise de Bettignies s'engage très tôt dans un des réseaux de renseignements qui naissent dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais occupés par les Allemands. Arrêtée en octobre 1915, elle est condamnée à mort à la suite d'un procès expéditif tenu à Bruxelles. Même si sa peine est commuée en travaux forcés, elle décède en septembre 1918. De manière assez significative, Rennes dénomme la rue Louise de Bettignies un mois après les accords de Munich.

CENTRE

Place du Maréchal Pétain

Délibération du conseil municipal de Rennes du 21 janvier 1941

C'est sous les yeux du préfet Ripert que le conseil municipal de Rennes décide le 21 janvier 1941 de renommer la place de la Mairie, place du Maréchal Pétain. Le cas rennais n'est nullement exceptionnel et nombreuses sont les communes à participer ainsi du véritable culte de la personnalité qui est rendu au chef de l'État français à Vichy. Bien entendu, une telle dénomination a pour but de promouvoir la Révolution nationale et s'intègre dans un contexte politique bien particulier mais le souvenir de la Grande Guerre n'est pour autant pas totalement absent. Au contraire même. Pour beaucoup de Français, Pétain reste avant tout à l'époque le vainqueur de Verdun et c'est sans doute ce que souhaite exprimer le Maire, François Château, lorsqu'il déclare que le nom

du Maréchal est celui « de l'illustre soldat qui a deux fois sauvé la France à un quart de siècle d'intervalle ». Naturellement, la place de la Mairie retrouve son nom le 20 septembre 1944.

LA COURROUZE

Rue des Munitionnettes

Délibération du conseil municipal de Rennes du 5 juillet 2010

Par l'expression munitionnettes on désigne les femmes qui, pendant la Première Guerre mondiale, exercent le métier des hommes partis au front et plus particulièrement celles qui travaillent dans les usines d'armement. Cette dénomination résulte de l'expression d'une mémoire locale de l'Arsenal puisqu'elle est une référence explicite aux 5 000 femmes qui y sont employées durant la guerre 1914-1918, mais aussi d'une volonté affirmée de féminiser l'espace public.

LANDRY

Allée Henri Gardarein-Freytet

Délibération du conseil municipal de Rennes du 28 février 1972

Dans les années 1950-1970, Rennes grandit considérablement et, en conséquence, de nombreuses places et voies publiques sont à baptiser. Pourtant, la mémoire de la Grande Guerre ne transparait que rarement dans les noms de rues choisis à cette époque, le Second conflit mondial agissant ici à la manière d'un souvenir-écran. Ce n'est ainsi qu'au prix de 6 ans de démarches très appuyées que Mademoiselle Gardarein-Freytet parvient à faire dénommer une voie en mémoire de son père, capitaine au 3^e régiment d'artillerie à pied mort pour la France en 1918.

CLÉMENCEAU

Boulevard Georges Clemenceau

Délibération du conseil municipal de Rennes du 11 février 1931

Aujourd'hui encore, le nom de Clemenceau est associé à la Grande Guerre. Pourtant, lorsque la ville de Rennes dénomme en 1931 un boulevard en son honneur, c'est moins au « Père la victoire » qu'à l'homme politique que l'équipe municipale rend hommage. D'ailleurs, la courte biographie justifiant dans la délibération l'hommage



présente Clemenceau comme « Homme d'État, [...], docteur en médecine, Député, Sénateur, Président du Conseil et membre de l'Académie française ». C'est donc bien d'une mémoire politique, pour ne pas dire militante, qu'il s'agit ici, et non d'un hommage public rendu à l'un des indéniables vainqueurs du conflit.

JACQUES CARTIER

Rue Corentin Carré

Délibération du conseil municipal de Rennes du 24 juillet 1923

Natif du Faouët, dans le Morbihan, Corentin Carré compte parmi les plus célèbres poilus bretons puisqu'il est engagé volontaire à l'âge de 15 ans. Passé du 410^e régiment d'infanterie à l'aviation, il décède en mars 1918 des suites d'un combat aérien, son appareil ayant été abattu par les Allemands au-dessus de Verdun. Cette dénomination est caractéristique d'une volonté de la ville de Rennes d'exprimer à travers le nom de ses rues une mémoire locale mais aussi régionale, comme pour mieux réaffirmer son statut de capitale de la Bretagne.

VERN

Rue Henri Collignon

Délibération du conseil municipal de Rennes du 24 juillet 1923

Tout comme la rue Corentin Carré, la rue Henri Collignon rend hommage à un destin extraordinaire tout en suggérant le statut de capitale de la Bretagne de Rennes. Ancien préfet du Finistère (en 1897-1899), ce haut fonctionnaire s'engage en effet en 1914, alors qu'agé de 58 ans et après avoir été Secrétaire général de l'Élysée, sous les présidences d'Armand Fallières puis Raymond Poincaré ! Henri Collignon est mort pour la France le 15 mars 1915, à Vauquois, dans la Meuse, en tant que simple soldat de deuxième classe du 46^e régiment d'infanterie.

STADE RENNAIS

Rue Jean-Pierre Colloc'h

Délibération du conseil municipal de Rennes du 29 juillet 1949

Cette dénomination de voie est caractéristique d'un certain effacement de la mémoire de la Grande Guerre dans les années qui suivent la Libération. Né à Groix en 1888, Jean-Pierre Colloc'h est en effet considéré comme l'un des plus grands poètes de langue bretonne. Mais, mobilisé

pendant la Grande Guerre, il est aussi mort pour la France en avril 1917, au sud de Saint-Quentin. Pourtant, la dénomination de voie qui rappelle son souvenir ne mentionne nullement qu'il compte parmi les centaines d'intellectuels et artistes tombés au front pendant la Grande Guerre.

GAYEULLES

Allée Albert Jugon

Délibération du conseil municipal de Rennes du 24 novembre 1967

Né à Montreuil-sur-Ille, Albert Jugon est mobilisé au 1^{er} régiment d'infanterie coloniale. Le 16 septembre 1914, en Argonne, il est frappé au visage par un éclat d'obus et est laissé pour mort sur le champ de bataille. Survivant contre toute attente à ses blessures, il participe après de longs mois de convalescence à la création d'une association chargée d'apporter un soutien moral et financier à ceux que l'on dénomme désormais les gueules cassées. La rue Albert Jugon est caractéristique d'une translation progressive de la mémoire qui se reporte, dans les années 1960, des poilus aux défenseurs des anciens combattants.

CENTRE

Rues Edith Cavell et Jean Jaurès

Délibération du conseil municipal de Rennes du 17 décembre 1915

Décidées en décembre 1915, ces deux dénominations de voies sont moins des lieux de mémoire que les vecteurs d'une certaine pédagogie patriotique. Edith Cavell est en effet une infirmière anglaise fusillée par les Allemands pour faits d'espionnage, une condamnation qui choque profondément l'opinion publique internationale, tandis que Jean Jaurès est le grand tribun socialiste assassiné le 31 juillet 1914 par le nationaliste Raoul Villain. Or, en décembre 1915, alors que la guerre est loin d'être finie mais commence à peser très sérieusement sur les populations, invoquer le souvenir de ces deux personnes c'est rappeler non seulement le but de la guerre – lutter contre la « barbarie allemande » – mais également affirmer la manière dont celle-ci pourra être gagnée, à savoir l'Union sacrée. Pour plus d'informations sur ces deux dénominations de voies, nous conseillons à nos lecteurs de se rapporter à l'ouvrage *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre* coédité par les Archives départementales et la Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine (voir page 13). ■

VIE POLITIQUE

Les anciens combattants font entendre leur voix

RÉSUMÉ > *Dès l'immédiat après-guerre, la France connaît une floraison d'associations d'anciens combattants. Ils imposent dans l'espace public la réalité d'un mouvement combattant multiforme dont l'importance et les engagements marquent profondément la société française de l'entre-deux-guerres. L'Ille-et-Vilaine et particulièrement Rennes n'échappent pas à cette dynamique.*



TEXTE > **DAVID BENSOUSSAN**

Rapidement créée sur le plan national puisqu'elle est déclarée le jour même de l'armistice, l'Union nationale des combattants (UNC) connaît un rapide essor et affirme sa prédominance initiale au sein du mouvement combattant. C'est le cas en Ille-et-Vilaine où une section est constituée à Rennes, au début de l'année 1919, bénéficiant du patronage des autorités militaires mais aussi des autorités civiles comme religieuses.

L'essor de l'association se traduit par la mise sur pied, en 1920, d'un groupe fédéral départemental qui compte déjà 100 sections à l'été 1922 et dont le premier président est Léon Thébault, aveugle de guerre. L'association peut s'appuyer pour sa propagande sur *Le Combattant d'Ille-et-Vilaine* qui se veut le « trait d'union » entre les différentes sections du département. D'abord installé rue du Thabor, à Rennes, le siège social de l'UNC d'Ille-et-Vilaine est transféré, en 1923, rue du Pré Botté. Son activité s'organise autour des services qu'elle a mis en place : conseils médicaux et conseils juridiques sont les plus demandés tandis que l'association cherche à apporter les

renseignements nécessaires aux anciens combattants et à toutes les victimes de guerre sur les lois spéciales qui les concernent. À l'été 1923, la société Mutuelle-Retraite de l'UNC d'Ille-et-Vilaine est créée afin de constituer pour ses membres des pensions de retraite. Siège d'une section spécifique, la plus importante du département, Rennes est donc aussi le lieu privilégié de l'action du groupe départemental.

Structure d'encadrement

Une véritable sociabilité spécifique s'organise alors dans le cadre de l'association qui entend s'affirmer comme une véritable structure d'encadrement des anciens combattants. Outre les différents moments qui scandent la vie des sections (réunions, assemblées générales, fêtes...), le temps fort de cette sociabilité reste la commémoration du sacrifice des poilus morts au front, le 11 novembre, date éminemment symbolique pour tous les anciens combattants. C'est l'occasion pour l'association d'occuper solennellement l'espace public, notamment autour des monuments aux morts, à travers les défilés et autres initiatives qui scandent cette journée.

Dispersées sur le plan géographique, les différentes sections se retrouvent lors du congrès départemental. Les 25 et 26 novembre 1922, la capitale bretonne vit ainsi au rythme des anciens combattants et la foule nombreuse vient assister à la grande revue des troupes, des sociétés de préparation militaire et des sections de l'UNC, sous l'autorité du maréchal Franchet d'Espèrey, place du Champ de Mars.

Quoique prépondérante, l'UNC n'est jamais apparue comme la représentante exclusive du mouvement combattant. Association généraliste, en ce qu'elle a vocation à regrouper tous les anciens combattants, il lui faut composer avec les associations spécialisées à l'instar des asso-



En novembre 1916, un an avant ce discours prononcé au cimetière de l'Est à Rennes, François Simon, président du Souvenir Français, évoque l'entrée d'un soldat inconnu au Panthéon. L'idée sera reprise en 1920 et réalisée sous l'Arc de Triomphe à Paris.



COLLECTION PARTICULIERE

ciations des blessés du poumon et des aveugles de guerre. Elle est, par ailleurs, concurrencée comme association généraliste par d'autres groupements qui désirent affirmer une sensibilité politique différente, moins conservatrice. C'est notamment le cas de la Fédération ouvrière et paysanne (FOP), proche de la SFIO et de la CGT, dont la section de Rennes est créée dès 1919, et qui se positionne sur un pacifisme résolument internationaliste.

L'essor dans les années trente

Toutes les associations d'anciens combattants connaissent un essor considérable et rapide à partir de la fin des années vingt et, surtout, au tout début des années trente, stimulé, entre autres, par la création de l'Office et de la carte du combattant, en 1927, et par l'obtention de la retraite du combattant, en mars 1930. Les associations jouent alors un rôle d'intermédiaires entre l'administration et les anciens combattants qui leur est extrêmement favorable. Le phénomène est patent pour l'UNC qui affiche un dynamisme assez impressionnant. En oc-

tobre 1936, l'association regroupe ainsi 25 300 membres dans 289 sections, ce qui représente alors près de la moitié des 53 000 titulaires de la carte du combattant dans le département. À cette date, l'association couvre 80 % des communes d'Ille-et-Vilaine. La section de Rennes regroupe quant à elle 2 340 membres.

Au milieu des années trente, le mouvement combattant à Rennes et en Ille-et-Vilaine se présente de manière sensiblement différente par rapport au début des années vingt du fait d'un essor conséquent des différentes associations qui le constituent. En dehors des associations spécialisées, l'UNC doit désormais composer avec d'autres organisations qui, sous le couvert d'une unité toujours proclamée, ne s'en posent pas moins dans une logique de concurrence voire de rivalités. Outre la FOP, c'est avec la Fédération nationale des combattants républicains (FNCR), dont la section rennaise est créée en 1934, et, surtout, avec l'Union fédérale (UF) que cette concurrence s'affirme. Tardivement constituée, à l'instigation du professeur Déprez en 1931 à Rennes, la

fédération d'Ille-et-Vilaine de l'UF connaît un net essor à partir de ce moment, regroupant 5 000 membres en juin 1934. Ce développement ne remet cependant nullement en cause la prédominance de l'UNC. Pour autant, il fait naître une rivalité entre les deux organisations qui se traduit sur le terrain par certaines polémiques. Les répercussions des événements du 6 février 1934 vont attiser ces rivalités, donnant un incontestable élan à l'UF dans le département, notamment dans les zones urbaines comme Rennes où la sensibilité radicale est présente.

Un rapport ambigu au politique

Les rivalités apparues entre associations d'anciens combattants dans les années trente montrent que le rapport au politique a posé question au mouvement combattant. Le fait s'observe, en premier lieu, à l'UNC, pour qui l'identité combattante et la devise « Unis comme au front » imposaient à l'origine une mise à distance du politique souvent jugé avec circonspection, voire hostilité, comme un facteur de division. Cela n'empêche pourtant pas son président départemental, Léon Thébault, d'être élu député de la 2^e circonscription de Rennes en 1930.

La défense des intérêts matériels et moraux des anciens combattants et victimes de guerre est l'une des priorités des différentes associations d'anciens combattants qui émettent régulièrement des vœux en ce sens adressés aux autorités civiles. Cette intervention du mouvement combattant dans la sphère du politique se retrouve également sur le plan des relations internationales, en premier lieu sur l'attitude à avoir face à l'ancien ennemi : l'Allemagne. Sans surprise, l'action de la FOP s'inscrit dès l'immédiat dans l'affirmation de convictions pacifistes aux fondements internationalistes. Elle se singularise alors dans le département notamment lors des cérémonies du 11 novembre où elle se place, aux côtés de la CGT, en marge des cérémonies officielles. Cet engagement pacifiste et internationaliste ne se dément pas dans les années qui suivent. Il donne lieu parfois à de vives tensions lors des cérémonies du 11 novembre (voir encadré).

Du côté de l'UNC, le nationalisme originel de l'association véhicule initialement une franche hostilité à l'Allemagne et le mot d'ordre « le Boche doit payer » rend compliqué toute expression d'un pacifisme réconciliateur avant que des évolutions ne se produisent à la fin des années 1920 dans une appréciation plus positive de l'action de la Société des Nations (SDN).

Le carré allemand du cimetière de l'Est

En conformité avec la loi du 29 décembre 1915 qui assurait aux soldats alliés et français décédés une sépulture perpétuelle sur le sol national aux frais de la Nation, la municipalité rennaise décide en décembre 1918 d'accorder une concession en ce sens, au cimetière de l'Est, aux soldats morts à Rennes, grand centre hospitalier militaire, durant le conflit. Parmi les 1 282 soldats concernés figurent 95 Allemands qui bénéficient de la même mesure. Ces derniers sont ainsi enterrés dans un carré spécifique, toujours existant.

La présence en nombre des « soldats morts pour la France » en ce lieu et l'existence du monument du Souvenir français font que le cimetière de l'Est s'inscrit rapidement dans le dispositif commémoratif qui marque le 11 novembre. Mais, dans ce cadre, les tombes des soldats allemands sont investies par les anciens combattants de la FOP et par les militants de la CGT et de la SFIO pour affirmer leurs convictions pacifistes et internationalistes dans des cérémonies en marge des commémorations officielles. Les tensions sont parfois vives alors. En 1922, des incidents se produisent du fait d'une contre-manifestation nationaliste et seule l'intervention du préfet y met un terme. Le carré allemand continue d'être par la suite un lieu privilégié des manifestations pacifistes à l'occasion du 11 novembre.

Au milieu des années trente, la radicalisation du climat politique, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur, pèse de plus en plus lourdement sur l'action de l'UNC qui a toujours proclamé, tant bien que mal, son attachement à l'unité du mouvement combattant. Les émeutes du 6 février 1934 poussent une partie de l'opinion et du mouvement combattant à s'interroger sur son attitude lors de ces événements. Parallèlement, l'avènement du docteur René Patay à la présidence du groupe départemental provoque un changement de ton de l'UNC qui, politiquement, se radicalise. L'action combattante se situe désormais clairement dans une dimension politique. Lors des élections municipales de 1935 à Rennes, l'UNC s'engage ainsi dans un combat contre le « front commun », plaçant certains membres sur la liste de concentration républicaine opposée à la liste d'Union des gauches. La victoire électorale vient conforter cette stratégie qui se donne à voir, avec plus de force encore, lors des élections législatives de 1936. À cette date, l'unité du mouvement combattant n'est plus qu'un slogan. Seule la perspective du second conflit mondial viendra, un temps, ressouder les rangs. ■



Le Panthéon rennais, symbole au cœur de la Mairie

RÉSUMÉ > *L'hommage rendu aux 936 soldats rennais morts pour la France prend la forme d'une pièce spécialement aménagée dans une aile de l'Hôtel de ville. Décoré des fresques de l'artiste Camille Godet, ce Panthéon est inauguré en 1922 par le maire Jean Janvier. Un geste politique fort dans l'immédiat après-guerre.*

TEXTE > **DAVID BENSOUSSAN**

À la fin de la guerre, la municipalité rennaise réfléchit, à l'unisson d'un mouvement qui touche tout le pays, sur la façon de rendre hommage aux « poilus » morts sur les champs de bataille. Parallèlement aux dispositions qui attribuent une concession à perpétuité au cimetière de l'Est pour les soldats français et alliés décédés à Rennes pendant le conflit, elle décide, à l'instigation de son maire, Jean Janvier, d'attribuer une salle de l'hôtel de ville à la réalisation d'un Panthéon pour les soldats rennais morts pour la Patrie durant les combats de la Grande Guerre.

Le 18 novembre 1918, le maire lit ainsi un rapport en ce sens devant le conseil municipal. Il y rappelle le sacrifice héroïque des soldats français ayant permis le « triomphe de la civilisation » face au « despotisme barbare » et souligne le devoir de la municipalité de « veiller à ce que l'on sache que ceux de Bretagne, ceux de Rennes n'ont cédé leur place à personne au Champ d'Honneur ». Adopté à l'unanimité, ce rapport, daté symboliquement du 11 novembre, témoigne d'une réflexion déjà engagée, dans les semaines précédentes, par le maire et l'architecte de la ville, Emmanuel Le Ray, puisque le dispositif architectural et décoratif est déjà défini dans ses grandes lignes. Surtout, le maire y précise les conditions d'inscription sur « le tableau d'Honneur des Rennais morts pour la Patrie ». Y seraient ainsi inscrits les soldats morts pour la France étant nés à Rennes et y résidant le jour de la mobilisation ou y ayant eu régulièrement leur domicile jusqu'à l'âge de 15 ans au moins.

L'architecte de la ville est alors chargé de la réalisation de ce projet. Il est déjà prévu d'installer des plaques de marbre, portant le tableau d'honneur « éloquentement

long », qui doivent être mises en valeur par une « belle frise picturale représentant des scènes de la vie de guerre de nos soldats » afin notamment d'embellir une décoration purement architecturale qui risquait d'être trop froide. La réalisation de cette frise est attribuée au peintre Camille Godet, ancien élève et professeur de l'École des Beaux-Arts de la ville, lui-même mobilisé pendant la guerre. L'objectif rappelé par l'architecte de la ville est bien que soient placés « en pleine lumière, dans un cadre digne de la grandeur et de la beauté de leur héroïque sacrifice les noms des Enfants de la capitale de Bretagne qui avaient versé leur sang pour la France ». L'unité architecturale et décorative du projet qui s'inscrirait dans la salle située à droite du vestibule de l'aile nord de l'hôtel de ville permettait selon lui de répondre à cette exigence.

Deux difficultés

Le 13 septembre 1919, l'architecte de la ville peut rendre compte de l'avancée du projet précisant dans le détail – choix des couleurs, des motifs ornementaux... – le dispositif architectural et décoratif. Il est désormais prévu de réaliser, dans l'axe de la porte d'entrée, un motif central, sorte d'autel à la mémoire des soldats morts où figurerait en son centre le texte de la loi du 17 novembre 1918 ayant pour objet de rendre hommage aux Armées, au Gouvernement de la République ainsi qu'au Président du Conseil Georges Clemenceau et au Maréchal Foch. Peu après, le 19 septembre, le conseil municipal adopte définitivement le projet.

Sa réalisation se heurte alors à deux difficultés. Tout d'abord, les travaux se révèlent plus longs que prévu et l'inauguration envisagée à l'origine pour le 2 novembre 1920 doit être reportée. Parallèlement, ensuite, il faut procéder au recensement des Rennais morts au combat dont le nom doit figurer au Panthéon. Tenant compte des difficultés de cette opération, le conseil municipal avait décidé en septembre 1919 de procéder à trois appels dans la presse locale afin d'inciter les familles des défunts à se manifester et à apporter les pièces administratives nécessaires en vue de l'inscription de ces derniers. Ces appels ont du reste produit leurs effets et la commission chargée du recensement se félicite le 23 juillet 1920 que 200 familles se soient ainsi manifestées. Finalement, le retard dans la réalisation du projet va se révéler favorable puisque le maire de Rennes évoque avec satisfaction, en juin 1921, un certain nombre de cas qui n'ont été régu-

larisés que durant le mois précédent. Le 22 juin 1921, il peut annoncer au conseil municipal que la liste définitive comprendra 936 noms en se félicitant du travail accompli.

Ce n'est finalement que le dimanche 2 juillet 1922 qu'a lieu l'inauguration officielle du Panthéon auquel la longue liste des « morts pour la Patrie » rehaussée par la frise de Camille Godet, de 26 mètres de long sur 1,60 mètre de hauteur, donne toute sa solennité. L'artiste y a représenté, entre autres, avec une infinie précision, différentes figures de soldats français et alliés, dans le contexte de la guerre, parmi lesquels ceux du 41^e régiment d'infanterie basé à Rennes. Chants patriotiques et concerts scandent cette journée marquée également par les discours du maire, du préfet et du général Passaga, commandant du 10^e corps d'armée. Désormais consacré, le Panthéon s'impose alors, avec le monument aux morts des victimes de la guerre de 1870-1871 et les tombes des soldats du cimetière de l'Est, comme un des lieux privilégiés des cérémonies commémoratives de la Grande Guerre. ■



La réalisation de la frise picturale du Panthéon rennais, représentant des scènes de la vie de guerre, est confiée au peintre Camille Godet, ancien élève et professeur de l'École des Beaux-Arts de la ville, lui-même mobilisé pendant la guerre (voir portfolio pages suivantes). Ici, un dessin préparatoire.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE RENNES